



Assemblée nationale

# journal des Débats

**Deuxième session — 29<sup>e</sup> Législature**

Le mardi 2 novembre 1971

Vol. 11 - N° 81

Président : l'honorable Jean-Noël Lavoie

# DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## TABLE DES MATIÈRES

Changements de fauteuils. . . . .	3983
Déclarations ministérielles-Programme d'aide aux problèmes agricoles	
M. Normand Toupin. . . . .	3983
Grève des étudiants de Haute-riève	
M. Guy Saint-Pierre. . . . .	3985
Questions et réponses	
Manifestation à Montréal. . . . .	3987
Conflit de la Presse. . . . .	3987
Enquête sur la manifestation. . . . .	3988
Manifestation des gars de Lapalme à Québec. . . . .	3989
Déclaration du Solliciteur général. . . . .	3989
Projet de loi des affaires sociales. . . . .	3992
Droits de coupe de bois. . . . .	3992
Communautés urbaines. . . . .	3993
Question de privilège - M. Masse, indépendant	
M. Marcel Masse. . . . .	3994
Projet de loi no 66 - Loi modifiant de nouveau le code civil	
2e lecture	
M. Jérôme Choquette. . . . .	3995
M. Jean-Jacques Bertrand. . . . .	3997
M. Antoine Drolet. . . . .	3998
M. Camille Laurin. . . . .	3999
M. Victor C. Goldbloom. . . . .	4000
M. Yvon Brochu. . . . .	4001
Comité plénier. . . . .	4002
Projet de loi no 83 - Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels	
2e lecture	
M. Jérôme Choquette. . . . .	4009
M. Bernard Dumont. . . . .	4013
M. Camille Laurin. . . . .	4014
M. Rémi Paul. . . . .	4016
M. Harry Blank. . . . .	4018
Comité plénier. . . . .	4020
Ajournement . . . . .	4029

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre  
des Finances. Adresse: Comptable de l'Assemblée nationale, Québec.*

*Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762.*

**(Trois heures quatre minutes)**

M. LAVOIE (président): Qu'on ouvre les portes. A l'ordre, messieurs!

Affaires courantes.  
Présentation de pétitions.  
Lecture et réception de pétitions.  
Présentation de rapports de commissions élues.  
Présentation de motions non annoncées.

**Changements de fauteuils**

M. LOUBIER: M. le Président, avec l'assentiment de cette Chambre, je sou mets respectueusement à votre approbation les modifications suivantes au diagramme de l'Assemblée nationale: que le député de Montcalm occupe, à l'avenir, le siège occupé actuellement par le député de Wolfe; que le député de Montmagny occupe le fauteuil occupé jusqu'à maintenant par le député de Montcalm et que le député de Wolfe occupe le fauteuil du député de Montmagny.

M. LE PRESIDENT: Je demanderais peut-être que ces changements de pupitre se fassent lors des affaires du jour.

Présentation de bills privés.  
Présentation de bills publics.  
Déclarations ministérielles.

**Programme d'aide aux producteurs agricoles**

M. TOUPIN: M. le Président, j'ai une déclaration ministérielle à faire sur le programme spécial d'aide aux éleveurs de porcs et à certains producteurs agricoles du Québec.

La production de porcs, de dindons lourds et d'oeufs de consommation est un des secteurs les plus importants du Québec agricole. En effet, ce secteur représente, à lui seul, près de 17,000 exploitants; un revenu brut, à la ferme, en 1970, de près de \$150 millions; des capitaux engagés de l'ordre de \$130 millions pour les bâtiments, les équipements nécessaires et la matière première; une valeur de \$600 millions en expéditions aux meuneries et abattoirs. Bien plus, facteur important dans la conjoncture économique actuelle du Québec, ce secteur donne de l'emploi permanent à quelque 12,000 travailleurs.

Devant le danger immédiat de disparition d'une partie importante des producteurs de porcs, d'oeufs de consommation et de dindons lourds du Québec, devant les difficultés financières et les risques de faillite pour la plupart des meuniers et exploitants de ces productions, le gouvernement du Québec, par l'entremise du ministère de l'Agriculture, a consenti une subvention spéciale d'environ \$5 millions pour venir en aide à ce secteur de l'agro-économie du Québec.

Cette subvention est répartie à peu près de la façon suivante: les producteurs de porcs recevront approximativement \$2,915,711, les producteurs d'oeufs de consommation recevront \$1,750,000 approximativement et les producteurs de dindons recevront approximativement également quelque \$312,000, pour un total approximatif de \$4,977,691.

Cette subvention spéciale que le gouvernement du Québec a mise à la disposition des producteurs sans sol permet sans aucun doute de résoudre le problème économique que ceux-ci ont actuellement et leur permettra de continuer ces productions nécessaires à la consommation au Québec.

Cependant, il ne faut pas croire pour autant que nous pensons tous les problèmes de ces producteurs réglés. Nous continuerons nos négociations avec le gouvernement fédéral sur un partage des marchés plus équitable, sur une politique nationale de commercialisation plus cohérente et une politique d'approvisionnement en grains de provende plus équitable pour les producteurs du Québec. Sur ces trois problèmes il nous faut trouver des solutions à long terme et là-dessus le gouvernement fédéral devra prendre ses responsabilités.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Nicolet.

M. VINCENT: M. le Président, nous applaudissons à cette mesure prise par le gouvernement pour compenser un peu les pertes encourues — comme l'a d'ailleurs souligné lui-même le ministre la semaine dernière, les pertes se chiffrent par \$15 millions à \$18 millions au cours des douze derniers mois — par les producteurs sans sol ou ceux qui sont responsables de la production sans sol, soit les producteurs de porcs, de dindons et d'oeufs. De \$15 millions à \$18 millions de perte au cours des douze derniers mois, à cause — comme l'a souligné le ministre la semaine dernière — d'absence de politique dans ce domaine, surtout des autorités fédérales mais aidées en cela des autorités provinciales qui sont en négociation depuis 18 mois pour régler ce problème.

Une somme de \$5 millions, c'est une aide quo nous acceptons au nom des producteurs, mais qui ne comble pas l'écart de tous ceux qui sont sur le bord de la faillite, en employant encore les expressions propres du ministre.

En applaudissant cette mesure, nous voulons cependant mettre en garde le gouvernement et le ministre de l'Agriculture de ne pas:

- 1) créer un précédent où à l'avenir cette responsabilité des marchés nationaux et internationaux deviendra une responsabilité provinciale, ce qui pourra coûter des millions au trésor du Québec;
- 2) à l'endroit où on prendra ces \$5 millions, on n'aille pas chercher cet argent dans d'autres programmes agricoles qui avaient déjà été annoncés par le ministre de l'Agric-

culture. C'est là un danger qui pointe présentement;

- 3) nous aimerions que le gouvernement provincial, en plus de continuer ses négociations avec le gouvernement fédéral, en arrive à un accord pour que le gouvernement fédéral puisse également mettre à la disposition des producteurs du Québec une somme plus substantielle que \$5 millions, ou du moins un montant équivalent de \$5 millions.

Enfin, M. le Président, nous ne connaissons pas les modalités de l'application de cette mesure spéciale, nous aurons certainement l'occasion de l'analyser, de la discuter, mais nous aimerions que le ministre soit bien avisé, bien conseillé, lorsqu'il fera cette distribution.

Nous pouvions lire dans les journaux, ce matin, un autre programme du gouvernement fédéral dans le même domaine où le ministre fédéral de l'Agriculture y va plus carrément. Il demande aux producteurs de volailles du Canada d'abattre jusqu'à 2,600,000 pondeuses entre le 1er novembre et le 1er janvier, c'est-à-dire 320,000 de plus qu'en temps ordinaire. En ce qui nous concerne, nous aimerions que le ministre de l'Agriculture du Québec proteste auprès des autorités fédérales, car ce n'est pas le moyen de régler le problème que de demander aux producteurs d'abattre des pondeuses ou d'éliminer certaines productions lorsque peut-être dans six mois ou dans un an, comme c'est le cas à l'heure actuelle au sujet du lait, nous manquerons de ces produits et alors les prix deviendront plus élevés, mais les producteurs n'auront plus de production. Ce n'est pas la façon de résoudre le problème.

Et d'ailleurs, M. le Président, nous aurons l'occasion, demain, de revenir parler de ce geste, même s'il paraît généreux, du gouvernement du Québec, mais qui est un geste que nous avons demandé de poser depuis déjà douze mois, car les producteurs ont perdu tout près de \$18 millions.

M. LE PRÉSIDENT: Le député de Lotbinière.

M. BELAND: M. le Président, il est clair que nous sommes fiers de cette déclaration d'aujourd'hui du ministre de l'Agriculture, de cette déclaration à courte échéance pour aider les producteurs agricoles, producteurs sans sol. Mais cependant, il convient de noter que d'après les statistiques du mois de juin, nous avons constaté, en plus du bas prix des oeufs, entre autres, qu'il y avait 500,000 poulettes de moins en incubation pour ponte commerciale qu'en 1970.

En même temps, nous avons vu une augmentation d'importations de poussins venant des États-Unis, tout en en recevant dans les proportions approximatives des autres provinces du Canada.

C'est entendu que cette prise de position,

nous l'applaudissons, mais cela fait tout simplement suite au climat d'incertitude qui sévit présentement dans la classe agricole. Malheureusement le gouvernement, présentement, est obligé de combler cette lacune à cause des déficiences de la Commission canadienne du blé. Je crois que le ministre de l'Agriculture, présentement, le constate davantage par la situation réelle — pas une situation mitigée ou irréelle — qu'ont à subir les producteurs d'oeufs, les producteurs de dindons et les producteurs de porcs, ce qui fait en sorte que certaines institutions financières, qui se disent prêtes à sauver les agriculteurs dans le marasme, font le tour des meuneries et des coopératives pour acheter des comptes de façon à enliser davantage les producteurs qui sont aux prises avec des problèmes cruciaux, ne pouvant plus emprunter soit à l'Office du crédit agricole ou à la Société du crédit agricole.

Pour terminer, il est clair que nous ne savons absolument pas de quelle façon seront accordées ces subventions, mais nous osons espérer que ceci se fera de la façon la plus normale, la plus équitable pour les producteurs affectés.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Sainte-Marie.

M. TREMBLAY (Sainte-Marie): M. le Président...

J'aimerais poser une question au député de Lotbinière.

M. TOUPIN: Est-ce que le député pourrait m'apporter des faits précis sur ce qu'il vient d'affirmer concernant des personnes qui achèteraient des comptes pour les revendre par la suite?

M. SAMSON: M. le Président, j'invoque le règlement.

M. TOUPIN: Si on pouvait avoir des données précises là-dessus..

M. SAMSON: C'est la période des déclarations ministérielles. Si le ministre veut commencer un débat, on serait prêt à le faire, mais...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Si j'ai bien compris, l'honorable ministre de l'Agriculture demandait uniquement la permission au député de Lotbinière de lui poser une question. Je ne sais pas si cette permission lui a été accordée.

M. SAMSON: M. le Président, si on est pour demander des permissions chaque fois qu'un ministre veut faire une déclaration ministérielle, je voudrais que cela soit accordé à tout le monde et que tout le monde puisse le faire.

M. LE PRÉSIDENT: Je voudrais bien être clair. Il est prévu dans le règlement...

M. LACROIX: Ce sont des insinuations.

UNE VOIX: Des preuves, il y en aura.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! ...que lorsqu'un député a la parole, un autre député peut lui demander la permission de poser une question. Libre à lui d'accepter ou de refuser. Je dois laisser la parole au député de Lotbinière afin de savoir s'il accorde ou refuse cette question.

M. BELAND: M. le Président, lorsque j'ai parlé en cette Chambre à n'importe...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Je ne veux pas demander de commentaire au député de Lotbinière. Ce que j'attends de lui, c'est un oui ou un non.

M. BELAND: A ce moment-là ce sera oui et dès demain.

M. LE PRÉSIDENT: Demain?

M. SAMSON: Oui, demain nous allons parler d'agriculture.

M. LE PRÉSIDENT: Je ne peux pas permettre que l'honorable ministre de l'Agriculture pose une question demain au député de Lotbinière. C'est aujourd'hui ou jamais.

M. SAMSON: M. le Président, il en a assez dit pour aujourd'hui, ne trouvez-vous pas?

M. LE PRÉSIDENT: Est-ce que je comprends que c'est non?

M. BELAND: M. le Président, si vous me permettez, il est entendu que je n'ai pas tous les dossiers ici à mon bureau au Parlement.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Sainte-Marie.

M. BELAND: Je les ai chez moi.

M. TREMBLAY (Sainte-Marie): M. le Président, nous nous réjouissons aussi de cette subvention. Cependant, nous devons dire que cette subvention accordée aux producteurs sans sol — producteurs de porcs, d'œufs ou de dindons — leur évite tout simplement la faillite mais ne règle pas leur problème au Québec. D'ailleurs, l'UCC, après avoir étudié le problème, recommandait une subvention de \$16,285,000 et disait que c'était le montant minimum qui devrait être versé en subventions pour éviter que cette classe d'agriculteurs aille vers la faillite.

Ceci est dû surtout au problème qu'a déjà mentionné le ministre de l'Agriculture : la politique discriminatoire de la Commission canadienne du blé pour ce qui est des grains de

provende. Il faudrait que le gouvernement exige du fédéral le remboursement du plein montant des subventions accordées aux producteurs sans sol du Québec. Ce montant qui leur est versé, autrement dit, est une subvention indirecte versée aux producteurs de l'Ouest.

D'ailleurs, lors de déclarations antérieures, le ministre en a déjà fait mention. Il faudrait que le gouvernement du Québec exige la libéralisation du commerce des grains de provende, qu'il n'y ait pas un prix pour l'Ouest et un prix pour l'Est. Naturellement, ce montant de \$5 millions règle une partie du problème, c'est-à-dire les conséquences, mais le gros problème est le prix des grains de provende qui fait, par exemple, qu'un producteur de porcs de l'Est doit payer \$6 de plus qu'un producteur de porcs de l'Ouest étant donné la différence dans les prix.

Je pense donc que, si la politique fédérale ne change pas, le gouvernement du Québec devrait avoir le courage de dire que le fédéralisme rentable ne permet pas la production de porcs, d'œufs et de poulets au Québec et qu'on devrait tout simplement recommander qu'on abandonne cette production. Tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas réglé problème des grains de provende, il faudra toujours subventionner cette classe d'agriculteurs, tout simplement pour les empêcher de faillir, mais cela ne veut pas dire que leur entreprise pourra prospérer. Merci.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre de l'Éducation.

#### Grève des étudiants de Hauterive

M. SAINT-PIERRE: M. le Président, j'aurais une courte déclaration ministérielle de moins de deux minutes sur un problème local. Mais comme, pour les petites gens, les problèmes peuvent devenir plus grands, je vais la faire très brièvement. C'est le cas de la grève à Hauterive, où plusieurs étudiants ont cessé de fréquenter leurs cours.

Les plaintes qu'on formule sont à la fois le manque de professeurs d'anglais, le manque de manuels et de matériel didactique, le manque de services dans les locaux préfabriqués et, finalement, une accélération du programme de construction pour la polyvalente pour permettre une occupation pour septembre prochain.

A cet égard, on m'a fait transmettre récemment une résolution adoptée à une réunion, jeudi dernier. La résolution se lit comme suit: "Les étudiants du secondaire n'iront pas à leurs cours tant et aussi longtemps que le ministre de l'Éducation ne viendra pas à Hauterive promettre publiquement la construction de l'école polyvalente."

M. le Président, ce n'est pas dans ma nature de donner mon accord et mon assentiment sous le coup de menaces ou de chantage. J'ai tenté, dans l'implantation de nos écoles polyvalentes au Québec, d'apporter le plus d'éléments de

rationalité, l'étude de critères très précis. Or, dans certains endroits, nous avons un double horaire. Nous avons des problèmes très aigus. On comprendra qu'au Québec on ne peut instantanément réaliser la construction de plus de 150 polyvalentes. Lors de la visite dans la région, l'an dernier, tant au niveau collégial qu'au niveau secondaire, nous avons mis de l'avant plusieurs projets. Qu'il me suffise de signaler le fait qu'à Forestville nous avons une école secondaire qui sera en construction en 1972, à Baie-Comeau en 1973 et à Hauterive en 1974.

Toutefois, je demeure sympathique au problème de ces gens et j'envoie, aujourd'hui même, une délégation de mon ministère pilotée par deux sous-ministres adjoints et d'autres responsables de l'organisation scolaire et du service de l'équipement. Ils devront rencontrer, ce soir, l'exécutif des parents, celui des étudiants ainsi que la commission scolaire régionale concernée. Je pense qu'à la lumière de cette rencontre nous pourrons, d'une part, expliciter certaines des politiques du ministère de l'Éducation; d'autre part, reconsidérer, s'il y a lieu, mais uniquement dans un critère de rationalité et rien d'autre, le cas de l'échéancier de la polyvalente de Hauterive.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Chicoutimi.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, vous pensez bien que la déclaration du ministre nous prend par surprise. Je m'attendais — et je ne vous en fais pas le reproche, M. le Président, parce que votre surprise a été trop grande — que vous vous levassiez pour indiquer au ministre qu'il ne s'agissait pas d'une déclaration ministérielle mais d'une déclaration à portée politique.

Il y a un problème dans la région de Hauterive qui intéresse un grand nombre de citoyens et nous sommes heureux que le ministre se penche sur ce problème. Comme il est assez grand, cela lui prend du temps à rejoindre les gens, même en se penchant! Nous souhaitons qu'il règle ce problème à la satisfaction des citoyens intéressés. Ce qu'il faut noter de positif dans sa déclaration, c'est qu'il semble, cette fois, avoir aperçu la fumée et qu'il a décidé de se porter sur les lieux ou d'y envoyer quelqu'un avant que les flammes n'apparaissent. C'est un progrès sur les situations auxquelles nous avons fait allusion la semaine dernière à propos de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Montréal.

Toutefois, compte tenu des très bonnes, des excellentes dispositions du ministre de l'Éducation, nous lui demanderions respectueusement de se pencher très longuement et de s'étendre, si possible, sur le problème général de l'organisation scolaire dans ce secteur du Québec, le secteur de la Côte-Nord, étant donné que le premier ministre a réaffirmé encore ces jours

derniers que des développements énormes suivraient dans ce secteur en raison du développement de la baie James. Les 133,000 nouveaux emplois qui vont être créés là, M. le Président — et je suis dans l'ordre — vont fatalement amener sur les lieux des parents qui auront des enfants ou qui en feront. Les problèmes de Hauterive, de Baie-Comeau, de la Côte-Nord, de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Nord-Ouest du Québec en seront accrus. Nous souhaitons que le ministre prenne toute disposition utile afin que les enfants des 133,000 nouveaux emplois trouvent école avant qu'il ne soit trop tard!

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Richmond.

M. BROCHU: M. le Président, le ministre a décrit tout à l'heure un problème qui existe dans un secteur donné de l'éducation. J'aimerais, dans ma brève intervention ici, souligner que ce n'est peut-être pas le seul secteur où certains problèmes d'ordre technique semblent se poser au niveau de nos commissions scolaires.

J'ai simplement eu une crainte tout à l'heure lorsque le ministre a énuméré différents manques, le manque de matériel didactique, le manque de professeurs d'anglais, le manque de différents autres matériaux, j'ai eu peur que le ministre aille jusqu'à dire qu'il y avait au ministère un manque d'ordre et d'efficacité.

Je comprends, M. le Président, que le ministère de l'Éducation représente quand même un organisme très complexe. Cependant, il convient quand même, je pense, de se poser certaines questions de ce côté, puisque les problèmes nous sont soumis à différents temps de l'année. Si l'on pense simplement au matériel didactique, il est inconcevable que l'on retrouve des retards de trois, quatre, cinq ou même six mois avant que les classes ou les écoles soient équipées.

Je me demande simplement, en terminant: est-ce à dire, M. le Président, qu'au ministère on a peut-être oublié, à la suite de l'étude qu'on a faite, des études qui étaient déjà faites, de replanifier les planifications qui l'étaient déjà?

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Saguenay.

M. LESSARD: M. le Président, étant donné que ce problème existe dans mon comté, vous me permettrez de faire quelques commentaires.

J'ai été un peu surpris d'entendre le ministre dire que les problèmes grandissent avec les petites gens. Je pense que le problème qui existe dans la région est un problème réel. A deux reprises, je suis intervenu auprès du ministre pour tenter de lui faire constater ce problème, soit 3,084 élèves qui sont actuellement empilés à l'intérieur d'écoles qui sont plus ou moins satisfaisantes, dans des locaux préfabriqués complètement inadéquats, dont l'hy-

giène, d'ailleurs, laisse à désirer, où le danger de feu est considérable.

Alors pour ma part, je pense que la décision du ministre d'envoyer deux représentants satisfera, en partie, les parents et les étudiants de cette région. Cependant, M. le Président, j'espère que ces représentants ont un mandat précis, de telle façon qu'ils puissent trouver des solutions probablement temporaires mais des solutions qui permettront à la population étudiante de pouvoir continuer à suivre des cours dans des conditions hygiéniques satisfaisantes, contrairement à ce qui existe depuis plusieurs années dans cette région.

M. LE PRESIDENT: Dépôts de documents.

M. DRUMMOND: M. le Président, j'ai le plaisir de déposer en cette Chambre le premier tome de l'exposé sur la politique forestière du gouvernement du Québec. Ce premier tome, intitulé "Prospectives et problématiques", se veut une identification la plus précise possible des problèmes liés à la ressource de la forêt et des perspectives de l'avenir dans ce domaine.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Si je comprends bien, l'honorable ministre des Terres et Forêts aimerait peut-être faire une déclaration ministérielle.

M. DRUMMOND: Non, pas du tout. C'est seulement pour donner certaines notes explicatives.

M. LE PRESIDENT: Avec le consentement de la Chambre.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non, M. le Président!

UNE VOIX: Vous êtes durs aujourd'hui!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, ce serait un précédent. C'est non!

M. LE PRESIDENT: Il me semble qu'il n'y a pas consentement unanime.

M. DRUMMOND: D'accord, M. le Président.

M. LE PRESIDENT: Le dépôt.

M. LACROIX: Quand on veut leur donner des informations, ils n'en veulent pas.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. TESSIER: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le troisième rapport annuel de la Société d'habitation du Québec.

M. LE PRESIDENT: Questions des députés.

## Questions et réponses

M. LE PRESIDENT: L'honorable chef de l'Opposition.

## Manifestation à Montréal

M. LOUBIER: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Est-ce qu'il a l'intention de communiquer à cette Chambre, dans un avenir assez rapproché, les résultats d'une analyse des événements et des incidents qui ont marqué la manifestation de vendredi soir dernier à Montréal?

M. CHOQUETTE: Je ne suis pas en mesure de dire aujourd'hui ce que le gouvernement entend faire à la suite des événements qui se sont produits vendredi, étant donné que je n'ai pas encore tous les faits pertinents à la question. J'ai communiqué, ce matin même, avec le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, et je lui ai demandé de me faire tenir un rapport sur ce qui s'est produit à Montréal vendredi soir.

J'invite également tous les autres groupes qui pourraient être intéressés à formuler un point de vue à me le faire parvenir ou à formuler leurs représentations et, à la lumière de ces renseignements, je serai en mesure d'annoncer soit une décision dans le sens que semble souhaiter le chef de l'Opposition ou une autre décision.

## Conflit de la Presse

M. LOUBIER: M. le Président, dans le même ordre d'idée, si vous me le permettez, quelles sont les intentions du gouvernement concernant le conflit de la Presse?

M. BOURASSA: Nous avons nommé, hier, un médiateur spécial, M. Réal Mireault. J'ai essayé, il y a quelques instants à peine, de communiquer avec le ministre du Travail qui est en contact avec M. Mireault pour donner des nouvelles fraîches sur l'évolution des pourparlers. Je sais que les rencontres ont débuté dès ce matin avec les parties, et j'espère que nous pourrions arriver à un dénouement du conflit aussi rapidement que possible.

M. LOUBIER: Est-ce que le premier ministre irait aussi loin dans ses intentions que d'envisager la possibilité que d'autres propriétaires puissent assurer la résurrection du journal La Presse?

M. BOURASSA: Je pense qu'il est prématuré pour moi de répondre à une telle question. Si, par exemple, les parties en venaient à une entente rapide sur la sécurité d'emploi, sur le progrès technologique, sur ces différentes questions, la Presse pourrait reprendre ses activités très rapidement.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Question additionnelle, M. le Président. Étant donné qu'il existe une commission parlementaire sur la liberté de la presse et qu'il a été déjà question à cette commission du problème des entreprises de presse, dans l'éventualité où les pourparlers n'aboutiraient pas, le premier ministre ne pourrait-il pas envisager la possibilité de faire siéger la commission parlementaire sur la liberté de la presse afin d'étudier cette question spécifique du conflit de la Presse de Montréal?

M. BOURASSA: Je n'ai pas d'objection — pour prendre la parole même du député — à envisager la possibilité, mais je crois que, pour l'instant, ce serait inopportun de convoquer une telle commission alors que la médiation est en exercice.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Bourget, sur une question supplémentaire.

### Enquête sur la manifestation

M. LAURIN: Une question additionnelle au ministre de la Justice; elle se divise en trois. Est-ce que le ministre de la Justice a l'intention de demander une enquête complète sur la manifestation de vendredi soir? En particulier, en rapport avec l'enquête déjà en cours sur le comportement de la police, lors des événements du 24 juin, est-ce qu'il a l'intention d'ajouter au mandat?

M. LACROIX: Vous pourriez demander ça à Burns; il était là, lui.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. LAURIN: M. le Président, voulez-vous, s'il vous plaît, faire taire ces roquets qui au lieu d'aboyer dans leur salon viennent aboyer en Chambre?

M. LACROIX: Votre leader parlementaire était là, dans le trouble. Demandez-lui donc à lui, bande d'hypocrites!

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs!

UNE VOIX: Demandez au PQ qui se...

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Bourget.

M. LAURIN: Deuxième question, M. le Président. Est-ce que le ministre de la Justice a l'intention de donner suite le plus rapidement possible à la disposition de son livre blanc sur la justice, qui se lit comme suit: "Que sous l'autorité du ministre de la Justice et du ministre des Affaires municipales soit adopté un règlement uniforme relatif au maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique dans les municipalités et que, sur approbation de tel

Règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil, les dispositions réglementaires des divers règlements municipaux sur le sujet cessent d'avoir force de loi.

DES VOIX: Question.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. LAURIN: Je répète simplement ce qui a été écrit dans le livre blanc du ministre de la Justice. Troisièmement, est-ce que le ministre a l'intention, pour la manifestation prévue ce soir à la suite des événements de vendredi, de mettre la police municipale de Montréal sous la juridiction de la Sûreté du Québec?

M. CHOQUETTE: M. le Président, tout d'abord, je dois reprocher au député de Bourget de lier une série d'incidents à une autre série d'incidents. Il a fait allusion à des événements qui se sont produits le 24 juin. Je pense que le député de Bourget conviendra avec moi que ces événements du 24 juin n'ont aucun rapport avec ce qui s'est produit vendredi soir.

M. LAURIN: Séparons-les.

M. CHOQUETTE: Par conséquent, le problème de vendredi soir doit être envisagé isolément à son mérite.

M. LAURIN: D'accord. Séparons-les.

M. CHOQUETTE: Quant à une enquête à être faite par la Commission de police sur ces événements, je dirai au député de Bourget que cette décision sera prise en temps et lieu lorsque j'aurai examiné toute la matière pertinente, entre autres, le rapport policier de la ville de Montréal et d'autres représentations qui pourraient me parvenir, parce que prendre une décision à l'heure actuelle serait à mon sens prématuré.

Deuxièmement, quant à l'adoption d'un règlement uniforme sur le maintien de l'ordre public dans les municipalités, eh bien, je suis toujours dans les mêmes dispositions d'esprit que celles que je manifestais lors de la publication du livre blanc.

Évidemment, je pense que le député comprendra que, dans une matière comme celle-ci, on ne peut pas, à partir du livre blanc, adopter un règlement uniforme instantanément et qu'il y a un minimum d'étude à faire, soit au niveau gouvernemental, soit en commission parlementaire. Puisque la commission parlementaire de la Justice sera appelée à brève échéance à se réunir pour recevoir le point de vue des honorables députés sur l'ensemble des propositions contenues au livre blanc, je pense que le député de Bourget et tous les autres députés pourront alors formuler leur point de vue sur les diverses propositions qui y sont contenues. Par la suite, eh bien, nous légiférerons. Pour le moment,



nous sommes sous l'empire d'une législation déterminée et il nous faut l'accepter.

Troisièmement, quant à placer la force policière de la ville de Montréal sous l'autorité de la Sûreté du Québec, M. le Président, je pense que ce serait préjuger de toute enquête ou de toute étude sur la manifestation de vendredi soir. En second lieu, je comprends que l'assemblée qui est convoquée pour ce soir doit avoir lieu au Forum, par conséquent dans un local qui, à proprement parler, ne tombe pas sous la compétence des autorités municipales.

Je crois que cette suggestion du député de Bourget — si c'en est une — n'est pas opportune dans les conditions actuelles.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Rouyn-Noranda.

### **Manifestation des gars de Lapalme à Québec**

M. SAMSON: M. le Président, j'aimerais poser une question au ministre de la Justice. Etant donné les mauvaises expériences que l'on connaît à la suite des manifestations, étant donné également qu'on nous a annoncé ce matin — on a pris connaissance de cela par les nouvelles — qu'une autre manifestation est à s'organiser dans les rues de Québec, celle-là, avec les gars de Lapalme, ces nouveaux martyrs canadiens, je me demande si le ministre pourrait nous dire s'il a eu des entretiens avec les autorités de la ville de Québec à ce sujet, s'il a l'intention d'en avoir et quelles sont les dispositions qu'on entend prendre afin de garantir la protection du public.

M. CHOQUETTE: M. le Président, je n'ai eu aucun entretien, à ce jour, avec les autorités municipales relativement à une manifestation qui doit avoir lieu à Québec. Je dois réitérer des principes qui me paraissent s'appliquer. Il n'appartient pas au gouvernement du Québec d'intervenir dans toutes les municipalités pour réglementer l'attitude des gouvernements municipaux, qui gardent quand même une autonomie par rapport au gouvernement du Québec.

Il me semble qu'il appartient aux autorités de la ville de Québec, conscientes de leur devoir et à l'intérieur des lois municipales et des règlements municipaux, d'adopter les mesures qu'elles croient opportunes au point de vue du maintien de l'ordre public. Si, après cela, on veut faire appel aux autorités provinciales, soit à la Sûreté du Québec ou au gouvernement du Québec, nous jugerons suivant les circonstances.

Pour le moment, je ne vois pas qu'il y ait lieu, pour le gouvernement du Québec d'aller imposer sa présence aux autorités de la ville de Québec, qui, il me semble, sont capables d'apprécier la situation telle qu'elle se présente.

M. SAMSON: Est-ce que vous pourriez nous dire si les autorités de la ville de Québec ont fait appel à la compétence du ministère de la Justice en prévision de cet événement?

M. CHOQUETTE: M. le Président, elles n'ont certainement pas fait appel au ministère de la Justice ou au gouvernement du Québec par le ministre de la Justice. Je n'ai pas entendu dire qu'elles aient fait appel à la Sûreté du Québec.

M. SAMSON: Le ministre envisage-t-il la possibilité de discussions avec les différentes municipalités quant à savoir s'il y aurait lieu de déposer, dans un avenir rapproché, une loi qui traiterait de l'ensemble de ce problème?

M. CHOQUETTE: M. le Président, cette suggestion — si c'en est une venant du député de Rouyn-Noranda — peut certainement avoir du mérite, je le reconnais. Je pense qu'il nous faudra, en commission parlementaire, analyser les problèmes qui existent au Québec relativement au maintien de l'ordre public et voir s'il y a lieu d'appliquer un règlement qui aurait de l'uniformité pour les municipalités du Québec.

Je pense que les parlementaires pourront, à ce moment, faire appel aux municipalités pour exprimer leur point de vue sur une telle politique.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Bourget.

M. LAURIN: Question additionnelle, M. le Président.

Etant donné que quelquefois ces règlements municipaux sur l'ordre public risquent de porter atteinte aux libertés fondamentales, et étant donné que le ministre a déjà annoncé son intention de déposer un projet de loi sur les libertés fondamentales, le ministre peut-il nous dire quand il déposera son projet de loi sur les libertés fondamentales?

M. CHOQUETTE: M. le Président, je ne peux pas dire quand je déposerai ce projet de loi, j'avais l'intention de le déposer à la présente session. Mais je dois dire au député de Bourget que ce n'est pas tout règlement municipal qui constitue en soi une atteinte aux libertés fondamentales, et que les libertés fondamentales doivent s'exercer dans un minimum d'ordre et de légalité.

Alors, il me semble qu'on ne peut pas suspendre les libertés fondamentales sans, en somme, avoir des mécanismes pour les exprimer concrètement et faire en sorte qu'elles se traduisent par un comportement général conforme à un sain exercice de la liberté.

M. LAURIN: Les lois aident beaucoup.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Maskinongé.

### **Déclaration du Solliciteur général**

M. PAUL: M. le Président, l'honorable Solli-

citeur général voudrait-il répondre aux trois questions suivantes?

Le ministre a-t-il des commentaires à faire sur la nouvelle que l'on entend de plus en plus suivant laquelle, par suite de sa déclaration de jeudi soir dernier, en sa qualité de Solliciteur général, il aurait incité beaucoup de gens à participer à la parade de vendredi soir dernier à Montréal?

Deuxièmement, le ministre a-t-il l'intention de nier toute responsabilité quant à la tenue des événements que l'on connaît?

Troisièmement, est-il vrai ou faux que le ministre a l'intention de démissionner?

M. FOURNIER: M. le Président, la question était d'actualité de jeudi à vendredi parce que les journaux et les media de publicité ont rapporté la nouvelle de différentes façons suivant qu'on lisait un journal ou un autre, ou que l'on écoutait un poste de radio ou un autre.

Je dois dire et affirmer ce que le ministre de la Justice a dit vendredi, soit que j'avais basé ma déclaration sur la prémisse que le jugement était final et exécutoire. Dans les circonstances, le sens de ma déclaration porte totalement différemment. Pour ce qui est des paroles prononcées par celui qui pose aujourd'hui les questions, les paroles qu'il a prononcées vendredi, je lui saurai gré de ce qu'il a mentionné à mon égard. Quant à moi, je ne m'amuse pas à des chinoïseries de procédures comme il le fait depuis deux ou trois ans.

Je considère que les paroles du député de Maskinongé vendredi étaient totalement dilatoires. S'il avait écouté les renseignements qui lui avaient été fournis par le ministre de la Justice, il n'aurait pas parlé de la façon dont il a parlé.

Quant à moi, ma réputation d'avocat ou de légiste, je puis la comparer avec celle de l'ancien ministre de la Justice et je suis prêt à faire le bilan de mes années de pratique et de mes causes devant tous les tribunaux, y compris la cour Suprême où le député de Maskinongé n'a même pas plaidé.

M. PAUL: M. le Président, une question de privilège...

M. BERTRAND: Faible, faible, très faible.

M. PAUL: ...je dirai, M. le Président, qu'il ne s'agit pas ici d'analyser la compétence de tel avocat plutôt que d'un autre.

UNE VOIX: L'irresponsabilité par exemple...

M. PAUL: Il s'agit d'analyser l'irresponsabilité dont a fait preuve le Solliciteur général, jeudi soir dernier, et qui a dû être sauvé par le courage du ministre de la Justice, vendredi dernier, alors qu'il a fait la mise au point qui s'imposait. J'inviterais le Solliciteur général...

M. FOURNIER: Je demanderais au député de Maskinongé de me citer exactement les paroles sur lesquelles il base sa présente accusation.

M. LOUBIER: Une minute...

M. FOURNIER: ...et qu'il mentionne aussi l'ensemble de la déclaration qui comprenait les prémisses et non pas simplement les conclusions.

M. DEMERS: Il n'a jamais été bon comme ça.

M. CROSETIERE: Il a ouvert les vannes aujourd'hui.

M. DEMERS: Ah, bien c'est sa meilleure! Il n'a pas été bon comme ça depuis qu'il est député.

M. CROSETIERE: Ah oui!

M. PAUL: M. le Président, maintenant que le coq vient de chanter pour la troisième fois, je voudrais tout simplement dire ceci. Quand on occupe un poste de responsabilité comme celui qu'occupe le Solliciteur général...

M. FOURNIER: Est-ce que le député de Maskinongé est en train de faire un sermon?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. CROSETIERE: Le ministre est nerveux! Le ministre est nerveux!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. FOURNIER: M. le Président, en vertu de quoi...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. CROSETIERE: Le ministre est nerveux!

M. FOURNIER: M. le Président, je vous demanderais en vertu de quoi et en vertu de quel article le député de Maskinongé parle-t-il présentement?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. FOURNIER: S'il a des questions sérieuses à me poser, je lui répondrai.

M. CROSETIERE: Le ministre est nerveux!

M. DEMERS: Le ministre prend le clos.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

J'ai donné une grande latitude, je crois, autant au député de Maskinongé, qu'au Solliciteur général pour permettre une certaine ventilation...

M. CROSETIERE: C'est toute une ventilation!

M. LE PRESIDENT: ...du problème soulevé. Je crois que ces remarques, d'un côté ou de l'autre, ne sont pas souhaitables en cette Chambre.

J'ai permis la question au député de Maskinongé. J'ai donné l'occasion au Solliciteur général d'y répondre, mais nos règlements ne prévoient pas, à la période des questions, d'attaques mutuelles d'un député d'un côté de la Chambre contre un autre député. Je sais que les deux légistes en cause connaissent aussi bien et sans doute mieux que moi les règlements. Si on désire attaquer un collègue dans cette Chambre, il y a d'autres procédures que celle du privilège ou de la période des questions.

Je demanderais la collaboration des deux députés en cause pour considérer, s'il était possible, cet incident légèrement disgracieux, je dirais, comme clos.

M. PAUL: Une question additionnelle, M. le Président, à l'honorable Solliciteur général, mon excellent ami.

Est-ce que l'honorable Solliciteur général pourrait nous dire quelle a été la portée exacte de sa déclaration de jeudi soir dernier?

M. FOURNIER: M. le Président...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs! A l'ordre! Je demande la collaboration des deux. Je suis assuré...

M. CROSETIERE: Le ministre veut répondre.

M. LE PRESIDENT: ...que si je permets cette question l'affaire va rebondir. J'en suis convaincu...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Mais ils collaborent, M. le Président.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. CROSETIERE: Le ministre veut répondre absolument.

M. DEMERS: Il n'y a rien de pire que lorsqu'on tape sur une pelote...

M. CROSETIERE: Oui, cela rebondit.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Je ne pense pas que ce soit dans l'intérêt des travaux de cette Chambre qu'il y ait quelque rebondissement que ce soit.

M. DEMERS: Quand on tape sur une pelote...

M. LE PRESIDENT: Raison de plus, je ne pense pas qu'il y ait urgence de répondre à cette question, du fait qu'il s'agit d'une affaire déjà du passé. L'honorable député...

M. LOUBIER: M. le Président, une question additionnelle.

M. LE PRESIDENT: Oui.

M. LOUBIER: Est-ce que je pourrais demander au Solliciteur général s'il consent à l'avenir, pour le réconfort de tous les membres de cette Chambre, avant de faire des déclarations, de consulter le ministre de la Justice?

M. FOURNIER: J'ai entendu déjà le chef de l'Opposition, si je peux lui donner un conseil aussi, mettre son siège en jeu, une certaine année, lors d'une attaque du député des Îles-de-la-Madeleine. Il n'a pas donné suite à la mise en jeu de son siège.

M. LOUBIER: M. le Président, sur une question de privilège.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Celui de Matane aussi...

M. LOUBIER: D'abord, le Solliciteur général n'était pas en Chambre à l'époque.

M. PAUL: Il n'y est jamais.

M. LOUBIER: En second lieu, ce n'était pas dans le cadre d'échanges avec le député des Îles-de-la-Madeleine, mais bien avec le procureur général du temps, M. Lapalme.

A l'époque, j'avais demandé que siège une commission parlementaire en vertu du règlement 400 "quelque chose"; on regardera. On avait refusé de faire entendre les témoins pour corroborer les affirmations que j'avais faites dans cette Chambre.

M. FOURNIER: Je prends la parole du chef de l'Opposition. Cependant, je dois dire que, s'il regarde les résultats des élections de 1962...

M. PAUL: A l'ordre!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): A l'ordre!

M. FOURNIER: ... il verra que je siégeais dans cette Chambre...

M. PAUL: Pensez-vous qu'il aime cela parler!

UNE VOIX: Ah non!

M. FOURNIER: ... et que j'avais été élu.

M. LOUBIER: Vous n'étiez pas présent à ce moment-là.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Portneuf.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Cela va se régler lors du remaniement ministériel.

### Projet de loi des affaires sociales

M. DROLET: On va changer de ministre!

M. le Président, j'aurais une question à poser à l'honorable ministre des Affaires sociales. A la suite de la tournée que le ministre a faite dans la province et surtout devant les nombreuses protestations de toutes sortes qu'il a reçues...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Question.

M. DROLET: Justement, j'y arrive!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est pour aider le gouvernement.

M. DROLET: Est-ce que le ministre a l'intention d'apporter des amendements importants au bill toujours très discuté de l'aide sociale qui nous apporte continuellement des troubles dans nos comtés?

M. CASTONGUAY: En temps et lieu, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Saguenay.

M. BOIS: Question supplémentaire, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT: Supplémentaire, l'honorable député de Saint-Sauveur.

M. BOIS: A la suite de la même tournée où l'honorable ministre a sans doute reçu les mêmes commentaires, est-ce qu'il a l'intention de retirer, devant les représentations qui lui sont faites en ce Parlement comme à l'extérieur, le projet de loi no 65?

M. CASTONGUAY: Non, M. le Président.

M. ROY (Beauce): Question supplémentaire...

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Beauce.

M. ROY (Beauce): ... à l'honorable ministre concernant la loi 26.

UNE VOIX: Cela rebondit.

M. ROY (Beauce): Je voudrais parler des régle-  
ments de la loi 26. Est-ce que le ministre

pourrait nous dire si c'est l'intention de son ministère de modifier les règlements de l'application de la Loi de l'aide sociale, la loi no 26, avant le 31 décembre 1971?

M. CASTONGUAY: Pas avant le 31 décembre 1971.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Saguenay.

A l'ordre, messieurs!

### Droits de coupe du bois

M. LESSARD: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre des Terres et Forêts étant donné qu'il désirait parler tout à l'heure. En vertu de l'arrêté en conseil no 3223 permettant le report d'une partie des droits de coupe normalement défrayés par les sociétés de pâtes et papier du Québec et vu que les compagnies privées avaient jusqu'au 1er novembre pour soumettre au ministère des Terres et Forêts un programme de lutte contre la pollution, est-ce que le ministre pourrait nous dire quelles sont les compagnies qui ont, effectivement, soumis un tel programme et si, dans chaque cas, ces programmes avaient été approuvés, au préalable, par le ministre responsable...

M. LEVESQUE: C'est une question qui devrait être posée...

M. LESSARD: ... de la qualité de l'environnement?

M. LEVESQUE: ... dans d'autres circonstances; ce n'est pas le genre de questions que nous devrions attendre à la période des questions: le nom des compagnies, combien, etc. Qu'on pose ces questions au feuilleton.

UNE VOIX: C'est ça.

M. LESSARD: M. le Président, question supplémentaire. Est-ce que nous pourrions savoir, de la part du ministre, quelles sont les mesures précises qui ont été prises par son ministère pour vérifier les quantités et la provenance des volumes de bois utilisés aux usines? Également, pourrions-nous connaître les mesures qui ont été prises pour s'assurer que les compagnies continuent d'acheter le bois...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. LESSARD: ... mis en marché? M. le Président...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. LESSARD: ... je veux dire les mesures concrètes qui ont dû être prises pour s'assurer que les compagnies continuent à acheter le bois mis en marché par les offices de producteurs et les usines de sciage?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LESSARD: M. le Président, il doit y avoir quand même des mesures pour protéger...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! Vous comprendrez qu'en vertu des règlements le ministre est libre de répondre ou de ne pas répondre.

UNE VOIX: C'est cela.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Chicoutimi.

### Communautés urbaines

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je désire poser une question non contentieuse à un ministre non contentieux.

M. DROLET: Question!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Est-ce que l'honorable ministre...

M. LACROIX: D'un député non contentieux!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... des Affaires municipales...

M. VINCENT: Il faut qu'il se réveille là!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... pourrait exposer à cette Chambre la politique qu'il entend suivre, étant donné les déclarations qu'il a faites sur les communautés urbaines dont il a dit qu'elles disparaîtraient d'ici quatre ou cinq ans, dont il a dit qu'elles n'avaient pas fait preuve d'efficacité et...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... dont il a dit, le lendemain, qu'elles étaient excellentes?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Alors, est-ce que le ministre peut faire une déclaration sur la vie...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

DES VOIX: A l'ordre!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... ou la mort des communautés urbaines?

M. TESSIER: M. le Président, j'aurai l'occasion, lors de la présentation d'un prochain projet de loi apportant des amendements à la Loi de la fusion volontaire, d'exposer toute la politique du gouvernement en ce qui concerne

soit les communautés urbaines actuelles ou les fusions de nouvelles municipalités.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, une question additionnelle, cette fois au premier ministre. Le premier ministre maintient-il la déclaration qu'il a faite, à la suite de celle du ministre des Affaires municipales, déclarant que les communautés urbaines étaient là, qu'elles y resteraient, qu'on leur donnerait même une plus grande expansion et qu'on en créerait d'autres éventuellement?

M. BOURASSA: M. le Président, à moins que le député veuille absolument voir une contradiction entre les deux déclarations, il devrait relire ce qui a été dit de part et d'autre. Il verrait une solidarité parfaite dans les déclarations faites par le premier ministre et le ministre des Affaires municipales.

M. CARDINAL: Evidentia patet.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, une question supplémentaire et une directive.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Affaires municipales.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui, je vais attendre. Il va se dédire.

M. TESSIER: M. le Président, j'avais justement l'occasion de lire ceci dans le Soleil du 13 octobre: "Interrogé en rapport avec les déclarations récentes de M. Tessier concernant, d'une part, le regroupement des municipalités et, d'autre part, la disparition des communautés urbaines d'ici à cinq ans, du moins dans leur forme actuelle, M. Bourassa n'a voulu faire aucun commentaire: "Lisez les propos que M. Tessier a tenus à ce sujet à l'émission radiophonique "Bourassa dialogue". Ces propos ont été repris par les journaux et ils énoncent la politique du gouvernement du Québec", dit-il, soit M. Bourassa.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Une question additionnelle, M. le Président. Le premier ministre pourrait-il, sinon reprendre en leur entier ou dans leur intégralité les propos qu'il a tenus aux journalistes lorsqu'il a été interrogé sur la déclaration de son ministre des Affaires municipales, au lendemain du jour où il se démentait? M. le Président, si le règlement le permettait, je vous ferais lecture de ces merveilleuses déclarations du ministre. Il y en a 17, dans 17 journaux différents, et il n'y en a pas une semblable. Alors, j'aimerais que le premier ministre, qui est quand même jusqu'à nouvel ordre le numéro 1 de son parti, nous dise exactement quel sera le sort réservé aux communautés urbaines afin que ces gens ne s'inquiètent pas inutilement des virevoltes et des

caracolades, de la haute voltige du ministre des Affaires municipales, qui revient de Suède, nous a-t-il dit ce matin.

M. VEILLEUX: Le député de Chicoutimi choisit celle qui fait son affaire.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. DROLET: Une question supplémentaire, M. le Président. Le ministre des Affaires municipales pourrait-il nous dire...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Mais le premier ministre, M. le Président, pourrait-il répondre à ma question?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): J'ai posé une question au premier ministre, M. le Président.

M. LACROIX: Les conservateurs, entendez-vous?

M. BOURASSA: Le ministre des Affaires municipales a répondu tantôt en citant la déclaration d'un ministre. L'ancien ministre est au courant que le chef du gouvernement et le ministre des Affaires municipales faisaient certaines distinctions. J'ai toujours dit qu'il n'était pas question, étant donné la centralisation dans le domaine de l'évaluation, dans le domaine de l'intégration de la police, que la Communauté urbaine de Montréal disparaisse. C'est la position du gouvernement. Dans les autres cas, nous jugerons selon les résultats.

M. DROLET: Une question supplémentaire, M. le Président.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Alors, nous pouvons conclure qu'elles disparaîtront.

M. DROLET: Le ministre des Affaires municipales pourrait-il nous dire, avant de déposer son futur projet de loi, s'il a l'intention de prendre en sérieuse considération toutes les protestations qu'il reçoit des conseils de comtés et de la majorité des municipalités de la province?

M. TESSIER: M. le Président, je n'ai reçu aucune protestation. Je ne sais pas à quoi veut faire allusion le député. Quelles protestations?

UNE VOIX: Il est bien le seul à ne pas en avoir reçu!

M. DROLET: Que le ministre lise les journaux. Il y en a à toutes les semaines.

M. SAMSON: M. le Président, pourrions-nous...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. SAMSON: Une question supplémentaire, M. le Président. Pourrions-nous demander au ministre, s'il n'a pas reçu de protestations, de faire enquête au sein de son ministère? Nous avons reçu des copies des protestations qu'on y a reçues.

M. DROLET: C'est cela.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. TESSIER: Le député pourrait-il me dire à quel sujet sont ces protestations?

M. DROLET: C'est des communautés urbaines que nous parlons.

M. SAMSON: Ce sont des protestations générales contre vous et votre ministère.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. TESSIER: Voulez-vous préciser? C'est bien beau de faire des accusations...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. TESSIER: ...de ce genre. Mais vous n'êtes certainement pas sérieux. Précisez donc.

UNE VOIX: Le ministre est le seul à ne pas être au courant.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs! La période des questions est expirée. Demain, les députés suivants auront priorité: les députés de Montmagny, de Sainte-Marie, de Témiscouata et de Nicolet.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Est-ce que je pourrais vous demander une directive, s'il vous plaît, en votre qualité de...

M. LE PRESIDENT: Oui.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... président et de responsable de l'Assemblée nationale? Est-ce que vous avez un budget qui vous permettrait d'abonner le ministre des Affaires municipales à tous les journaux et hebdomadaires?

M. LE PRESIDENT: Ayant de passer aux affaires du jour, j'accorderai la parole au député de Montcalm, sur une question de privilège.

### Question de privilège

#### M. Masse, indépendant

M. MASSE (Montcalm): M. le Président, sur une question de privilège.

Le mardi 26 octobre dernier, le député de Bellechasse informait les membres de cette Assemblée d'une décision prise comportant la disparition de l'étiquette "Union Nationale". Ayant été élu dans le comté de Montcalm au sein de cette formation politique, je me devais donc de consulter avant d'adhérer à un autre parti politique. Une réunion s'est tenue hier à Saint-Jacques à laquelle avaient été invités à participer les représentants des différentes municipalités du comté de Montcalm et ensemble nous avons convenu que le député de cette circonscription ne s'inscrirait à aucun groupe parlementaire.

Je vous demanderais donc, M. le Président, de me reconnaître à l'avenir comme député dit indépendant.

M. LE PRESIDENT: Messieurs, à l'avenir je reconnaitrai M. Lavoie, de Wolfe, à la place de M. Cloutier, de Montmagny; M. Cloutier, de Montmagny, à la place de M. Masse et M. Masse à la place de M. Lavoie, de Wolfe.

Affaires du jour.

M. LEVESQUE: Article 9.

Je tiendrai à rappeler aux membres de l'Assemblée que la commission parlementaire des Affaires municipales continuera l'étude du projet de loi no 48 à la salle 81-A. Et je vous prierais, M. le Président, d'appeler l'article 9.

M. LE PRESIDENT: Du consentement unanime, il y a séance de commission.

### **Projet de loi no 66**

#### **Deuxième lecture**

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de la Justice propose la deuxième lecture du projet de loi no 66, Loi modifiant de nouveau le code civil.

A l'ordre, messieurs!

L'honorable ministre de la Justice.

#### **M. Jérôme Choquette**

M. CHOQUETTE: M. le Président, le projet de loi 66 que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui contient un certain nombre d'amendements à notre code civil qui, à mon sens, ont une grande importance au plan de l'évolution de nos institutions et de la législation. Je parle de cette législation très fondamentale, le code civil de la province de Québec.

En effet, les amendements proposés au bill qui vous est soumis visent à abaisser tout d'abord la majorité de 21 ans à 18 ans.

H vise à donner un statut d'enfants légitimes à ces enfants qui auparavant étaient des enfants adultérins et qui, par conséquent, ne pouvaient espérer être légitimés par le mariage de leurs parents.

Il vise également à accorder un secours additionnel au demandeur dans des instances en dommages, lorsque, le taux de l'intérêt n'étant que de 5 p. c, ils sont obligés d'attendre pendant de longs délais avant de percevoir leurs créances et par conséquent doivent se satisfaire d'une indemnité qui ne couvre pas l'ensemble de leurs dommages. Par conséquent, le projet de loi vise à améliorer et à donner justice aux demandeurs dans des causes où il s'agit de délit et de quasi-délit en leur accordant une indemnité additionnelle qui sera l'un des articles de dommages dans l'action qu'ils pourront intentionner.

Finalement le projet de loi apporte certaines modifications à notre législation en rapport avec la curatelle publique, l'obligation des bijoutiers de retenir pendant une période de trois ans (qui était leur obligation antérieure) des objets non réclamés et que nous avons proposé de situer à douze mois, ce qui est plus conforme à la Loi des effets non réclamés.

Et, finalement, le projet de loi vise à assurer une procédure plus expéditive pour permettre au ministre du Revenu de radier des hypothèques qui ont pu être enregistrées en faveur du ministre du Revenu sur des immeubles, de façon à éliminer des délais et des coûts pour l'administration publique. Mais, avant de proposer que nous allions en comité, je voudrais quand même donner quelques explications d'ordre général sur les articles qui me paraissent les plus importants dans le projet de loi, soit d'abord l'abaissement de l'âge de la majorité de 21 à 18 ans, la légitimation des enfants adultérins, et l'indemnité additionnelle que nous prévoyons devoir accorder par un amendement à l'article 1056 du code civil.

D'abord, quant à la majorité, je crois que nous avons, en proposant l'abaissement à 18 ans, suivi l'évolution sociale dans le Québec et dans le Canada. Je crois que les droits qui ont été reconnus depuis quelques années aux mineurs de 18 ans, en particulier le droit de vote, le droit de fréquenter des débits de boissons alcooliques, le droit d'aller voir des films de toutes catégories à partir de l'âge de 18 ans, n'ont fait qu'expliciter une évolution qui était là, c'est-à-dire la maturation des jeunes d'aujourd'hui à un âge relativement plus bas que ce n'était le cas autrefois. Et en abaissant carrément la majorité à 18 ans, je pense que nous ne faisons tout simplement que reconnaître un état de fait, un état qui est celui de l'évolution de la société québécoise. Nous ne prenons pas, en somme, des risques excessifs ou inutiles avec une classe de personnes que certains pourraient considérer comme immatures ou inaptes à exercer leurs droits civils.

Je pense au contraire, M. le Président, qu'en reconnaissant la situation telle qu'elle est, c'est-à-dire le fait que les jeunes d'aujourd'hui sont naturellement appelés à devenir plus mûrs que ce n'était le cas autrefois, démontre que nous

faisons appel par le fait même à l'exercice, par eux, de ces droits avec un sens des responsabilités accru. C'est la réaction que j'ai perçue dans divers milieux de jeunes où on a fait état du projet de loi du gouvernement. C'est la réaction qui m'est parvenue, M. le Président. Les jeunes disent:

Il faudra, en somme, exercer nos droits avec plus de responsabilités peut-être, que nous ne l'avons fait par le passé. Nous espérons que cette législation aura cet heureux effet d'attirer l'attention de la jeunesse du Québec d'aujourd'hui sur le fait que les législateurs, d'une part — et je pense l'ensemble des adultes du Québec — sont bien prêts à leur reconnaître la plénitude de leurs droits, mais en escomptant que la plénitude de ces droits sera utilisée par la grande majorité d'entre eux et, je le souhaite, par l'immense majorité d'entre eux dans un esprit de responsabilité, dans un esprit qui sera en accord avec le but recherché par la législation.

Le projet de loi concorde avec la législation qui existe dans diverses provinces du Canada. Trois provinces du Canada ont, à l'heure actuelle, abaissé la majorité à 18 ans. Il y a le cas de l'Alberta, le cas de l'Ontario et le cas du Manitoba. D'autre part, certaines provinces ont abaissé l'âge de la majorité à 19 ans; celles-ci sont la Colombie-Canadienne, la Saskatchewan et la Nouvelle-Ecosse, tandis que les quatre autres provinces ont maintenu, jusqu'à ce jour, la majorité à 21 ans. Le Québec, en adoptant ce projet de loi que je propose à la Chambre aujourd'hui, rejoindrait les trois provinces qui ont déjà abaissé la majorité à 18 ans.

D'autre part, si nous recherchons, dans la législation étrangère, des points de comparaison, nous pouvons noter que la Suisse a abaissé l'âge de la majorité à 20 ans, tandis que l'Angleterre l'a abaissé à 19 ans.

M. BERTRAND: La Suisse?

M. CHOQUETTE: A 20 ans.

M. BERTRAND: A 20 ans?

M. CHOQUETTE: Oui. D'autre part, la Belgique et la France ont encore un régime où l'on atteint la majorité à 21 ans.

En présentant ce projet de loi, j'attire l'attention des honorables députés sur le fait que, par le bill 45, la Loi de la protection des consommateurs que nous avons adoptée dans la première partie de la première session, nous avons introduit la notion de lésion comme devant s'appliquer même à ceux qui ont la majorité lorsqu'ils signent des contrats de crédit ou des contrats assortis d'un crédit.

Je vous rappelle, M. le Président, qu'avant l'adoption du bill 45 le concept de lésion ou le droit que donnait la lésion à rouvrir un contrat parce qu'il était au détriment de l'un des cocontractants ne s'appliquait qu'au cas des

personnes mineures. Par le bill 45, nous avons introduit la notion de lésion et nous l'avons étendue à toutes les personnes, qu'elles soient majeures ou mineures.

Dans ces contrats assortis d'un crédit ou dans les contrats de crédit, même en abaissant l'âge de la majorité à 21 ans, nous laissons donc intacte cette nouvelle notion de lésion qui s'applique aux personnes d'âge majeur, ainsi qu'indiqué par le bill 45.

M. le Président, je vous signale, en dernier lieu sur ce sujet, que l'Office de révision du code civil — qui procède actuellement à une étude complète des dispositions du code civil et qui entend nous présenter, dans un avenir pas trop éloigné, je l'espère, un nouveau projet de code civil modernisé pour le Québec — a été consulté sur l'amendement suggéré à l'effet d'abaisser la majorité de 21 ans à 18 ans. L'office est d'avis que cet amendement est conforme au projet de loi qui nous sera soumis dans quelque temps pour la révision totale de notre code civil.

Les membres de l'office trouvent que la suggestion contenue dans le bill est conforme à l'évolution de la société.

M. le Président, cette nouvelle disposition à l'effet d'abaisser la majorité de 21 à 18 ans entraînera des conséquences comme de permettre aux mineurs de signer toutes espèces de contrats à partir de 18 ans, c'est-à-dire qu'ils auront leur pleine capacité. Ainsi le projet de loi contient des dispositions particulières permettant le mariage et la signature d'un testament après 18 ans.

Quant à la partie du bill qui vise à la légitimation des enfants adultérins, il s'agit encore d'un autre aspect du bill qui signale une évolution de nos institutions.

On sait que dans le passé l'enfant adultérin a toujours reçu un traitement plus défavorable sur le plan juridique que l'enfant illégitime. On sait qu'autrefois le mariage des parents d'un enfant illégitime entraînait la légitimation de l'enfant; ce n'était pas le cas de l'enfant adultérin parce que les auteurs du code, imbus qu'ils étaient de la mentalité qui prévalait au dix-neuvième siècle, trouvaient qu'il ne fallait pas permettre la légitimation des enfants adultérins parce que ceci constituait un obstacle à l'adultère.

Or, aujourd'hui, force nous est de reconnaître que le divorce est devenu une institution du Québec, que de plus en plus de personnes divorcent et que souvent ces divorces se produisent à la suite de circonstances qui ont vu naître des enfants adultérins, c'est-à-dire dont le père ou la mère était marié au moment de la procréation de l'enfant.

Par conséquent, nous devons nous situer dans le cadre nouveau des institutions du Québec qui prévoit la possibilité de se remarier. Je pense que l'une des conséquences de l'admission du divorce dans nos institutions est justement de permettre que l'enfant adultérin, qui



autrement aurait un statut social inférieur à celui d'un enfant légitime, ait quand même l'occasion d'être légitimé par ses parents même s'il est né d'une relation adultérine.

Egalement, et je ne saurais faire autrement que d'insister sur ce point comme étant une des justifications fondamentales de la proposition que nous faisons cet après-midi, c'est qu'aujourd'hui nos préoccupations en matière de législation sont beaucoup plus ouvertes que restrictives; si, dans la mentalité qui pouvait prévaloir au dix-neuvième siècle, le fait de refuser la légitimation de l'enfant adultérin pouvait être considéré comme un moyen de décourager des relations, en somme, illicites, aujourd'hui, nous mettons beaucoup plus l'accent sur le droit de chaque individu à l'égalité sociale. Cette égalité sociale, elle ne peut pas se créer si des enfants ont des statuts différents dans nos institutions, si certains sont considérés comme légitimes tandis que d'autres restent marqués par le stigmate de l'adultère de leurs parents.

Alors, c'est donc en fonction d'une mentalité beaucoup plus libérale, beaucoup plus moderne que nous faisons cette proposition d'amendement aux dispositions de notre code civil.

Je dirai, en terminant sur ce sujet, que les dispositions que nous préconisons font suite à certaines dispositions adoptées, je pense, l'année dernière, au sujet des devoirs respectifs des enfants illégitimes et de leurs parents au point de vue alimentaire ainsi que des devoirs et droits des parents et des enfants lorsqu'il y a des dommages causés en vertu de l'article 1056, c'est-à-dire à la suite du décès de l'un ou l'autre, c'est-à-dire des parents de l'enfant ou des enfants illégitimes.

On sait qu'antérieurement aux amendements que nous avons adoptés l'année dernière il n'y avait pas de recours de la part des parents à la suite du décès d'un enfant illégitime et, inversement, il n'y avait pas de recours de la part des enfants à la suite du décès des parents illégitimes.

Eh bien, nous avons modifié cette situation en créant des recours accessibles aux parents comme aux enfants au plan alimentaire, c'est-à-dire en reconnaissant une obligation alimentaire respective entre parents et enfants naturels. Eh bien, je crois que nous avons présenté et adopté ces amendements en fonction de cet esprit plus libéral dont je parlais tout à l'heure. Les dispositions que nous proposons à la Chambre au plan des enfants adultérins correspondent justement à cet esprit qui nous avait fait adopter ces mesures l'année dernière.

En terminant, M. le Président, j'insiste quelques minutes, si vous me le permettez, sur l'aspect du bill qui vise à accorder une indemnité additionnelle à celui qui a été la victime d'un délit ou d'un quasi-délit.

Comme on le sait, le taux d'intérêt légal est de 5 p.c. Ce taux ne correspond pas à la réalité économique d'aujourd'hui. On sait que le taux

de l'intérêt, au point de vue économique, fluctue autour de 8 p.c., 9 p.c. et 10 p.c. Il s'ensuivait donc cette situation: celui qui avait une réclamation valable à faire valoir à la suite d'un dommage éprouvé, en fin de compte, ne pouvait réclamer que le taux d'intérêt légal qui est fixé par un autre gouvernement, un gouvernement que nos amis du Ralliement créditiste seraient peut-être plus heureux de prendre à partie, étant donné que c'est lui qui a la responsabilité de la détermination du taux d'intérêt.

Donc, M. le Président, à l'intérieur de la constitution canadienne, il incombe au gouvernement fédéral de fixer le taux d'intérêt, et il l'a fixé à 5 p.c. Alors, dans le but de chercher à atténuer ce qui arrive à cause de cette détermination du taux d'intérêt à 5 p.c., alors qu'effectivement il est fixé à plus que cela en réalité, nous suggérons l'adoption d'un article qui permettrait aux juges de donner une indemnité additionnelle qui correspondrait à l'une des catégories de dommages subis par le demandeur.

Je pense que ceci rendrait justice aux demandeurs dans les diverses instances, lorsqu'ils ont subi des dommages. Je pense aussi — M. le Président, je pense que vous serez particulièrement sensible à cet argument — que le fait d'accorder cette indemnité additionnelle incitera les défendeurs — on sait que, quand je dis les défendeurs, je veux dire que ce sont souvent de grandes compagnies d'assurance — à effectuer des règlements hors de cour plus rapides avec les demandeurs qui ont des réclamations légitimes et à ne pas laisser traîner les causes trop longtemps, parce que, en définitive, elles ne trouveront aucun avantage à ce qu'il y ait un retard indu dans le règlement d'une instance qui doit être réglée hors de cour.

C'est donc avec ces objectifs en vue que nous avons proposé l'institution de cette indemnité additionnelle de dommages, qui serait prévue dans le jugement.

M. le Président, ce sont les seules observations que j'avais à faire sur le bill. Je pense que les autres articles se dispensent d'être commentés, parce qu'ils ont une portée moindre que les trois questions que j'ai traitées dans mon exposé.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Missisquoi.

#### M. Jean-Jacques Bertrand

M. BERTRAND: M. le Président, les commentaires très objectifs du ministre de la Justice m'inclinent à couper court aux miens. Je voudrais tout simplement dire ceci: Autre temps, autres mœurs. Je me rappelle que, quand nous avons étudié ici un projet de loi pour accorder le droit de vote aux personnes âgées de 18 ans, on a utilisé l'argument suivant. On a dit: Si les jeunes peuvent être appelés pour

le service militaire, s'ils peuvent être appelés pour sauver la démocratie, ils devraient être capables de voter en temps de paix.

Plus tard, nous avons également ajouté que les jeunes pourraient fréquenter, comme on l'a noté tantôt, les débits de boisson à l'âge de 18 ans. En fait, ce que nous aurions dû faire à l'époque, ce que nous attendions de l'Office de révision du code civil, c'était un chapitre complet sur ce problème de la minorité et de la majorité.

Malheureusement — je comprends le problème — l'Office de révision du code civil n'a pas pu encore accomplir toute cette besogne. De là vient que les gouvernements qui se succèdent adoptent des lois où l'on tend davantage, depuis quelques années, à établir la majorité à 18 ans. Voilà que le projet de loi du ministre de la Justice va inscrire maintenant dans notre code civil l'âge de 18 ans comme étant celui de la majorité.

M. le Président, pourquoi peut-on le faire? D'abord, le chiffre de 21 ans était un chiffre arbitraire qui correspondait à une époque révolue et qui était conforme aux habitudes, aux traditions des gens. Je pense bien que l'on tenait pour acquis qu'au point de vue psychologique, qu'au point de vue physiologique 21 ans était un âge qui concordait bien avec l'âge adulte, c'est-à-dire celui où l'on peut exercer une liberté totale en même temps, par contre, que l'on doit porter une responsabilité complète.

Quant à moi, sans faire un long développement, je crois que l'évolution de notre société, l'évolution sociale, familiale, l'évolution dans le domaine de l'éducation, le rayonnement de l'information dans tous les domaines nous permettent de prendre la responsabilité d'inscrire dans notre code civil que dorénavant l'âge de la majorité au Québec sera 18 ans. Sans doute, les pessimistes diront: Mais les jeunes, cela ne les rendra pas plus responsables d'être majeurs à 18 ans que de l'être à 21 ans. M. le Président, on pourrait discuter longtemps. J'en connais qui à l'âge de 50 ans sont aussi enfants qu'ils l'étaient à l'âge de 12 ans.

UNE VOIX: C'est vrai.

M. BERTRAND: Par contre, je connais des jeunes qui, à l'âge de 15 ans, manifestent un sens des responsabilités que pourraient leur envier des personnes très âgées et souvent deux fois plus âgées que ces jeunes.

Donc, on pourrait discuter très longtemps et on ne s'entendrait pas. Quant à moi, je crois qu'au point de vue psychologique, au point de vue du développement de l'esprit, au point de vue physiologique, la jeunesse peut, en 1971, accepter la responsabilité de l'adulte et jouir en même temps de sa liberté. Le ministre a noté également, dans ses dernières remarques, que le projet de loi comporte une indemnité supplémentaire à l'occasion des jugements pour dom-

mages résultant d'un délit ou d'un quasi-délit. J'ai été heureux de l'entendre mentionner que cela va obliger les défendeurs et, la plupart du temps, les compagnies à régler les causes plus rapidement, hors des cours d'abord, et devant les tribunaux également. Vous savez ce qui survient parfois à l'heure actuelle.

Les compagnies retardent les règlements parce qu'elles peuvent placer l'argent qui serait utilisé pour payer ma réclamation à 10 p. c. ou 15 p. c. ou 18 p. c; elles tardent ainsi à remplir leurs obligations envers le ou les défendeurs qui, s'ils obtenaient jugement, n'obtiendraient que la somme plus des intérêts au taux légal, c'est-à-dire 5 p. c.

Voilà une excellente mesure, comme celle qui permettra de légitimer des enfants adultérins par le mariage de leurs père et mère. Il ne restera plus d'illégitimes, en fait, que ceux qui seront le fruit de l'inceste puisqu'en vertu de l'article 237 du code civil seuls les enfants adultérins et incestueux ne pouvaient être légitimés.

M. le Président, je conclus en disant que nous sommes en 1971. Le gouvernement nous soumet une mesure que nous nous devons d'approuver puisqu'elle consacre définitivement le sens des responsabilités et de la liberté que doit connaître la jeunesse. Je sais que l'ensemble de la jeunesse de 1971 vaut certainement la jeunesse de notre temps. Elle saura également assumer pleinement ses responsabilités en même temps que jouir de toute sa liberté.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Portneuf.

#### M. Antoine Drolet

M. DROLET: M. le Président, à la suite des remarques très à point du ministre de la Justice et de celles du député de Missisquoi, qui, lui aussi, a été ministre de la Justice, je crois qu'il est également de notre devoir, à nous du Ralliement créditiste, de prendre la parole sur cet important bill portant le no 66.

Nous avons toujours reconnu, M. le Président, dans la personne du ministre de la Justice, un homme sérieux et pratique. Par la présentation de ce projet de loi no 66, il vient de nous prouver, encore une fois, qu'il est un homme pratique. Il n'a pas hésité à venir puiser dans notre programme et dans une motion que nous avons déjà présentée en cette Chambre, motion que nous avons déposée au feuillet le 18 décembre dernier, justement pour abaisser l'âge de la majorité de 21 à 18 ans. Cette motion avait été déposée par mon collègue, le député de Richmond. Elle n'a pas été étudiée en Chambre du fait que nous étudions toujours, inscrite au feuillet, à la journée des députés, la même motion de l'agriculture. Nous avions donc toujours cette motion de présentée et le ministre de la Justice est venu la cueillir comme un fruit mûr. Aujourd'hui, il nous la présente

comme projet de loi. Je ne peux que l'en féliciter. Nécessairement, nous ne pouvons faire autrement que de l'appuyer à 100 p. c. puisque c'est nous qui l'avions suggérée.

M. le Président, les jeunes de 18 ans, aujourd'hui, ayant le droit de vote et, comme l'a dit le député de Missisquoi, le droit de participer au paiement des impôts, lorsqu'ils travaillent, et étant appelés sur les champs de bataille, en temps de guerre, ils peuvent et se doivent d'être reconnus comme des personnes adultes.

Nous appuyons donc ce projet de loi no 66. Nous croyons que cette mesure législative arrive à point pour compléter ce qui avait été fait dans le passé, soit accorder le droit de vote, etc. Je pense que les jeunes ont prouvé qu'ils étaient capables de prendre leurs responsabilités.

Assez souvent on entend parler contre cette jeunesse. On entend dire que les jeunes sont ceci et cela. Je pense que je l'ai déjà dit en cette Chambre, j'ai eu le plaisir de travailler pendant dix ans parmi les jeunes dans des organisations de loisirs, et je peux vous assurer que les jeunes sont capables de prendre non seulement leurs responsabilités mais également d'aller de l'avant lorsque c'est le temps. Bien des fois, lorsqu'ils sont blâmés, on peut dire qu'ils subissent peut-être l'influence de personnes beaucoup plus âgées. Il ne faudrait pas s'en prendre pour rien à cette jeunesse.

Et si on lui confie justement des responsabilités, nous pouvons être assurés — du moins en ce qui nous concerne — que les jeunes sauront prendre ces responsabilités et sauront démontrer qu'ils sont capables, en 1971, d'aller de l'avant s'ils ont l'appui des gens plus âgés.

Lorsque nous étudierons le bill en commission entre la deuxième et la troisième lecture, nous aurons peut-être quelques remarques à faire sur certains articles. Comme par exemple, à l'article 14, où il est question de modifier les mots "trois ans" par "douze mois". Nous croyons que le principe est très bon, mais que la réduction du temps est peut-être un peu trop radicale. Il semble que le principe de la sécurité des actes juridiques pourrait être mieux protégée par une réduction de trois à deux ans. De toute façon, nous pourrions en discuter peut-être plus à fond lorsque nous l'étudierons article par article.

Mais, dans l'ensemble, nous croyons que ce projet de loi est à point. D y a peut-être également le fait que le bill 66 accorde aux jeunes de 18 ans le droit de signer des contrats et d'effectuer des transactions financières. H faudrait peut-être attirer l'attention sur le fait que des jeunes de 18 ans pourraient se laisser influencer sur certains contrats par des personnes professionnelles, comme on dit, et je crois que le ministre y a fait allusion tout à l'heure lorsqu'il a parlé du bill 45, Loi de la protection dit consommateur.

De toute façon, dans l'ensemble, depuis que nous avons présenté cette motion au mois de

décembre et depuis que le ministre a annoncé que le projet de loi était déposé en cette Chambre, nous avons entendu des réactions favorables, que ce soit dans les éditoriaux, que ce soit dans le public en général.

J'ai eu l'occasion de rencontrer des gens. Encore en fin de semaine, j'ai rencontré des jeunes de mon comté et ils sont très favorables à ce bill 66.

Au nom du Ralliement créditiste, je peux vous assurer que nous sommes en faveur de ce bill et que nous voterons en ce sens en deuxième lecture.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Bourget.

### M. Camille Laurin

M. LAURIN: M. le Président, voilà un autre projet de loi qui me paraît inspiré en droite ligne des recommandations de l'Office de révision de code civil, office qui fait depuis quelques années un excellent travail, qui fait toujours aux gouvernements qui se suivent des recommandations éminemment sages.

Je voudrais profiter de cette occasion pour féliciter les membres de cet organisme de leur travail et aussi pour féliciter le ministre actuel de suivre ces sages recommandations et de les traduire en législation.

Je ne pense pas qu'il ait besoin d'un discours d'une heure pour manifester l'accord de mon parti sur les divers articles de ce projet de loi. Je voudrais limiter mes très brèves remarques à deux seulement des aspects de ce projet de loi.

Le premier qui porte sur la réduction de l'âge de la majorité qui, par ce projet de loi, serait porté à 18 ans au lieu de 21 ans. A toutes les raisons qui ont été énumérées par le ministre et sur lesquelles je suis d'accord.

Je ne voudrais en ajouter qu'une seule, c'est que cette réduction m'apparaît maintenant indispensable par suite du progrès non seulement social, mais qui s'est produit dans le domaine de l'éducation. Il suffit de connaître quelque peu le milieu de la jeunesse, et en particulier de la jeunesse étudiante, pour s'apercevoir jusqu'à quel point la maturité vient beaucoup plus vite maintenant aux jeunes qu'elle ne nous venait déjà à notre génération.

Ceci est compréhensible pas seulement à cause de l'amélioration des programmes d'études, où la vie est entrée progressivement à l'école, où on ne se contente plus d'enseigner d'une façon académique les matières sèches, mais où on essaie de faire prendre conscience à l'étudiant de la société dans laquelle il vit, non seulement, donc, à cause de l'amélioration des programmes et des méthodes d'éducation, mais aussi à cause de la multiplication des groupes intermédiaires, des cercles d'étude, des associations, des comités de toutes sortes qui insèrent

beaucoup plus rapidement qu'auparavant le jeune dans la trame de la vie collective.

Dans cette vie collective, il poursuit sa connaissance du milieu, sa connaissance de la société ainsi que sa connaissance et son expérience des principes qui doivent régir toute société. Je pense que lorsqu'à cette connaissance s'ajoute la prise de responsabilités qui accompagne la nomination à divers postes au sein de ces comités, les conditions sont réunies pour que la maturité se produise beaucoup plus vite qu'auparavant. Il faudrait peut-être ajouter aussi à ces divers facteurs le progrès considérable qu'ont connu les méthodes d'éducation visuelle, aussi bien celles qui sont sous l'égide du ministère de l'Éducation que celles qui nous viennent dans les programmes généraux de radio et de télévision où la part dévolue à l'information s'accroît avec les années.

Je pense qu'en raison de tous ces facteurs nos jeunes prennent conscience beaucoup plus rapidement des responsabilités qui doivent être les leurs dans cette société, en même temps que des connaissances qui leur sont indispensables pour assumer ces responsabilités. Il m'apparaît donc tout à fait raisonnable de conclure la série de réformes qu'énumérait le ministre, dans des secteurs très particuliers, par une loi très générale qui abaisse l'âge de la majorité à 18 ans. D'autant plus, M. le Président, que la liberté est une fleur fragile, mais qu'elle devient de moins en moins fragile à mesure qu'on donne aux gens, aux jeunes en particulier, l'occasion de l'exercer, de corriger les erreurs qui peuvent naître de son exercice.

Je suis donc tout à fait d'accord avec ce principe de la réduction de la majorité à 18 ans. Nous sommes également d'accord — et nous voulons souligner la joie que nous en éprouvons — avec cet autre article du projet de loi qui maintenant prévoit la légitimation des enfants adultérins. C'est là une autre pierre dans l'édifice qui doit se construire le plus rapidement possible, édifice qui est celui de toute la constitution du droit de l'enfant naturel. A l'occasion d'un autre projet de loi, l'an dernier, nous avons fait valoir à quel point ce droit était encore lacunaire, à quel point ce droit était synonyme d'injustice pour une certaine catégorie de personnes.

Voilà enfin une injustice de plus qui est corrigée par cette addition qu'aujourd'hui fait le ministre à l'édifice dont la construction est déjà commencée depuis un certain nombre d'années. Grâce à cet article, nous allons voir enfin cesser une hypocrisie, car nous savons qu'il y a toujours eu beaucoup d'enfants adultérins qui ont été reconnus par la suite, soit par les lois d'adoption, soit par les parents légalement mariés. Cette hypocrisie disparaîtra enfin, puisque le droit de l'enfant, cette fois, sera supérieur à certaines notions sociologiques surannées.

Nous verrons aussi disparaître, grâce à cet article du projet de loi, non seulement une

hypocrisie, mais une injustice qui était faite à certains enfants. Au nom encore une fois d'une certaine conception étriquée et, comme je le disais, hypocrite de la morale, on lésait, et parfois d'une façon très grave, certains enfants qui n'avaient pas demandé à naître hors des liens du mariage et qui, par une faute, une erreur ou une pratique dont ils n'étaient aucunement responsables, se voyaient contraints, durant de longues années, à subir l'opprobre ainsi que les dommages qui résultaient de leur condition.

Voilà une injustice qu'il me tardait de voir réparer.

Je félicite le ministre de l'initiative qu'il a prise en ce domaine. Je n'ajouterai que deux brèves remarques, qui ne sont pas des réserves, sur lesquelles je demanderais au ministre de réfléchir. Je ne sais pas si en réduisant la majorité de 21 à 18 ans il a pris bien soin de relire toutes les lois où l'on parle de cette majorité de 21 ans. Je ne suis pas assez versé en droit pour me rendre compte si tout ce travail d'élague, de révision a été fait, mais c'est un souhait que j'exprime. J'espère que le ministère de la Justice a fait la revue de toutes les lois afin qu'une concordance parfaite s'établisse entre ce projet de loi et tous les autres projets de loi antérieurs qui ont eu quelque chose à voir avec ce problème de la majorité.

De la même façon, en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins, j'aimerais beaucoup que le ministre renouvelle le vœu qu'il nous avait fait l'an dernier, lors de l'étude de cet autre projet de loi, que les travaux de l'Office de révision du code civil sur la révision, justement, du droit de l'enfant naturel se poursuivent à un rythme le plus rapide possible. J'espère qu'il nous présentera bientôt d'autres législations qui lui permettront de rapporter progrès dans ce domaine qui touche de très près à la justice sociale.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de D'Arcy-McGee.

#### **M. Victor C. Goldbloom**

M. GOLDBLOOM: M. le Président, sentant l'unanimité dans cette Chambre autour de ce projet de loi, je limiterai mes remarques à quelques paroles qui s'inspirent d'une expérience de bientôt 23 ans comme pédiatre, donc comme médecin responsable de la santé tant physique que mentale et sociale de jeunes personnes.

Je note les allusions du ministre de la Justice et celles de tous les autres membres de la Chambre qui ont pris la parole sur ce projet de loi, notamment le député de Missisquoi, sur l'évolution sociale que nous constatons depuis un certain temps. Le député de Missisquoi a également fait allusion à une évolution physiologique; je voudrais la confirmer. L'expérience d'un médecin qui soigne les jeunes permet de

confirmer qu'il y a une maturité physiologique et donc, espérons-le — et je crois que c'est le cas — sociale qui arrive plus jeune aujourd'hui qu'autrefois.

On disait que c'était un phénomène qui ne se produisait pas jeune chez nous parce qu'il se produisait surtout en bas âge dans les pays chauds. On sait que cette impression médicale n'était pas vraie, que c'est un phénomène qui relève d'une évolution générale et qui a atteint les pays nordiques comme le nôtre.

Je suis particulièrement heureux, comme tous les autres membres de cette Chambre, de l'enlèvement de certaines barrières, de certaines difficultés auxquelles ont fait face certains enfants illégitimes.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler, M. le Président, qu'en effet il n'y a pas d'enfant illégitime; il n'y a que des parents illégitimes.

Je tiens aussi à souligner mon expérience en travaillant avec les jeunes, en écoutant bien du monde parler de irresponsabilité des jeunes d'aujourd'hui. Je voudrais être témoin du contraire. Je pense que des cas sont montés en épingle. Peut-être que ces cas sont nombreux à certains moments, mais je crois qu'il y a aussi un sens de la responsabilité, un désir d'assumer cette responsabilité qui mérite la reconnaissance qu'on lui accorde avec ce projet de loi.

Je pense que c'est, en somme, du vrai progrès social que nous faisons aujourd'hui avec le bill 66.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Richmond.

#### M. Yvon Brochu

M. BROCHU: M. le Président, simplement quelques brèves remarques à la suite de l'intervention du ministre sur le projet de loi 66. Le bill qui est déposé aujourd'hui me réjouit de façon particulière parce qu'il redresse une situation de fait qui était anormale et qui était consacrée légalement, si je peux employer l'expression, par notre code civil.

Devant l'évolution sociale — je n'insiste pas plus sur cet aspect-là, puisque le ministre qui vient de prendre la parole et également le député de Missisquoi ont quand même brossé un tableau assez précis de cette évolution sociale, comme de l'évolution individuelle au niveau psychologique — que l'on peut facilement déceler sur le continent nord-américain et plus précisément chez nous, ici, au Québec, il convenait, à mon sens, de concrétiser entièrement, et par une législation, les responsabilités découlant des droits, des devoirs et des privilèges qui étaient déjà acquis dans la réalité par ce groupe de personnes de 18 à 21 ans.

De plus, un tel projet de loi aura pour effet de décharger les parents de certaines responsabilités qui ne cadraient plus du tout avec la réalité sociale et culturelle dans laquelle nous vivons. Le contexte social actuel donne aux jeunes, en fait, une entière liberté d'action.

En somme, une telle mesure fait des personnes de 18 ans des citoyens à part entière, acquérant la pleine capacité d'exercer les droits, ainsi que la responsabilité surtout des actes que la loi reconnaît aux personnes majeures. J'abonde dans le même sens que le ministre qui vient de prendre la parole, en disant que, dans la société actuelle, surtout dans la société québécoise, il ne faudrait pas généraliser les phénomènes à partir de certains cas individuels qui peuvent arriver et qui peuvent être, comme le disait le ministre, plus nombreux à certaines époques ou dans certains secteurs que dans d'autres. Quand même, quelle différence y a-t-il fondamentalement entre la jeunesse d'aujourd'hui, si l'on parle au point de vue psychologique et au point de vue strictement humain, et la jeunesse d'hier, sinon des changements de circonstances ou une certaine évolution psychologique ou même physiologique à certains moments?

Je pense que ce serait nier une réalité évolutive de ne pas reconnaître à des individus la responsabilité de leurs actes, surtout à des individus qui représentent pour nous, ici, au Québec, quand même, tout le réservoir d'avenir, qui représentent ce que sera un peu le Québec de demain. Ce seront ces individus qui, je ne dirai pas, remplaceront les vieux parce que je ne suis pas tellement âgé, mais qui prendront quand même la relève dans cette société québécoise. Je pense qu'en reconnaissant de fait, au point de vue légal, cette majorité et cette responsabilité à ces individus qui sont le devenir de notre société québécoise, on ne fait qu'un pas de plus vers un sain réalisme et une administration adéquate.

Je tiens à souligner la reconnaissance, si vous voulez, ou l'admiration que j'ai pour le ministre de la Justice d'avoir mis de l'avant ce projet de loi qui donne suite à une motion que j'avais inscrite au feuillet en décembre dernier, au nom de mon parti, le Ralliement créditiste, parce que nous considérons justement qu'il était temps au Québec que l'on reconnaisse cette réalité qui s'appelle une jeunesse, une jeunesse active, dynamique, et que l'on reconnaisse aux jeunes irresponsabilité de leurs actes pour qu'ils puissent être des citoyens à part entière.

Alors, je souscris, pour ma part, entièrement aux idées que le ministre a exprimées dans la présentation de son bill, puisqu'elles rejoignent très bien nos conceptions et nos principes.

Je pense que le projet de loi sera accueilli de façon très favorable au niveau de nos jeunes dans le contexte québécois et que toute notre société québécoise ne s'en portera que mieux.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre de la justice propose que je quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier.

M. BERTRAND: D'accord.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Deuxième lecture de ce bill. Second reading of this bill.

### Comité plénier

M. HARDY (président du comité plénier): A l'ordre, messieurs!

Bill 66, article 1, adopté?

M. BERTRAND: M. le Président, sur ce premier article, je voudrais aller dans le sens des remarques du député de Bourget. Il y a une foule de lois, entre autres certaines lois municipales, le code municipal, la Loi des cités et villes, où au point de vue de l'éligibilité à la charge de maire ou d'échevin, il y a, je crois, à l'heure actuelle, dans nos lois le chiffre 21.

Le droit de vote à 18 ans. Le droit de vote est maintenant à 18 ans. Mais je pense que le cens d'éligibilité aux charges de maire ou d'échevin est demeuré à 21 ans, quitte à le vérifier. Voilà un aspect. Il y a également d'autres aspects qui mériteront d'être examinés. J'appuie absolument les propos du député de Bourget, soit de faire un examen aussi complet et exhaustif que possible de toutes nos lois, parce que notre but, en consacrant cet âge de 18 ans comme étant l'âge maintenant de la majorité, c'est donc que nous voulons que cela couvre l'ensemble de nos lois, de nos codes, de notre droit statutaire, entre autres, dans le domaine, municipal en particulier, pour que, dorénavant, partout où l'âge de 21 ans est inscrit, cela devienne 18 ans. Le droit corporatif, la même chose.

Alors, nos légistes devront, et le plus rapidement possible, s'adonner à cette tâche importante, parce qu'il ne faut pas oublier qu'auparavant nous avons procédé un peu à la méthode pragmatique. Nous avons dit: Les jeunes peuvent voter à 18 ans. Nous avons dit: Les jeunes peuvent fréquenter les débits de boissons à 18 ans. Mais là, nous touchons au fondement. Même si on avait droit de vote à 18 ans, cela ne rendait pas un jeune majeur. Mais là, nous partons d'en haut. Je soumetts qu'on aurait dû commencer par cela il y a cinq ou six ans. Je le répète. Si l'Office de révision du code civil avait été prêt à nous soumettre un rapport, on serait parti avec le code civil et partout les conséquences auraient été que le droit de vote aurait été diminué à l'âge de la majorité, c'est-à-dire 18 ans et que partout où il était question de majorité, on serait passé de 21 ans à 18 ans.

J'attire l'attention du ministre sur cet aspect très important du problème, parce que, dorénavant, la majorité sera à 18 ans.

M. CHOQUETTE: M. le Président, j'ai noté les observations du député de Bourget et du député de Missisquoi sur cette question de faire une corrélation entre l'adoption de l'article 1 et tous les autres statuts du Québec. Je partage, enfin, l'avis exprimé par les honorables collè-

gues. J'instruis immédiatement nos honorables légistes de faire une étude complète des statuts pour que nous n'ayons pas de contradiction entre certaines dispositions législatives et celles du code civil.

D'un autre côté, il y a peut-être des cas où il y a intérêt à retenir l'âge de 21 ans. Il faudra analyser chaque cas quant au fond. Pour le moment, il m'est impossible, en somme, d'exprimer un point de vue définitif sur chacun de ces cas où il faudrait retenir 21 ans, s'il y avait lieu de le faire. Mais je suis tout à fait d'accord que l'étude des statuts s'impose afin qu'on ne se trouve pas devant des contradictions trop sérieuses ou trop graves entre les dispositions que nous allons adopter et celles d'autres lois.

M. CARDINAL: M. le Président, si vous me permettez, je vais reprendre deux des remarques du ministre de la Justice. J'ajoute un commentaire. Le ministre de la Justice vient de dire que la majorité était portée à 18 ans, mais qu'il y a peut-être des cas où, pour certaines fins, il fallait garder 21 ans. Ceci me surprend un peu, parce que là, on va retomber dans l'ancien système de droit où il y avait deux majorités: 21 et 25 ans.

C'est pourquoi dans les actes notariés on parlait de majeur usant de ses droits, parce qu'il y avait des majeurs qui n'usaient pas de tous leurs droits et certains majeurs qui usaient de tous leurs droits. C'était, si on me permet l'expression, un charivari ou un charabia impossible parce qu'il fallait regarder les dates auxquelles les lois avaient été adoptées. Je soumetts humblement ceci: c'est qu'il me paraît très difficile de conserver deux âges de majorité pour des fins différentes. C'est la première considération que je me permets de soumettre et c'est purement positif.

La deuxième considération que j'apporte est celle-ci: ayant vécu, comme le ministre le sait, assez longtemps dans le milieu étudiant, j'ai constaté que beaucoup de problèmes se posaient. Par exemple, pour les coopératives étudiantes, pour les associations étudiantes qui pouvaient ou ne pouvaient pas être incorporées. Si l'on prend l'histoire de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal — le président de la Chambre est lui-même au courant de ceci — il y a eu de nombreuses consultations juridiques sur la validité de cette incorporation parce que certains des membres n'étaient pas majeurs. C'est pourquoi le député de Missisquoi a souligné tantôt la question du droit corporatif.

Le dernier commentaire ou la dernière question que je soumetts est celle-ci: je ne connais pas par coeur l'inventaire de toutes les lois fédérales qui se réfèrent à la majorité qui peut varier, quant à l'âge, d'une province à l'autre. Je sais que nous n'avons pas juridiction sur ces lois. J'espère que là aussi on fera attention pour qu'il n'y ait pas de mésinterprétation. On a

employé tantôt le mot "contradiction". Je ne dirais pas contradiction. C'est que le ministre sait, étant juriste lui-même, qu'une loi spéciale l'emporte toujours sur le code civil à moins qu'il y ait une disposition qui dise qu'elle ne l'emporte pas. Par conséquent, si on n'amende que le code civil, les lois spéciales vont demeurer quand même à moins que dans le bill que nous adoptons aujourd'hui nous disions, par une disposition extraordinaire qui n'a jamais été employée...

M. BERTRAND: Omnibus.

M. CARDINAL: ...par, justement, un texte omnibus — il ne s'agit pas d'un autre bill dont a parlé dans une autre juridiction — que ce projet de loi l'emportera sur toute autre loi du Québec où l'âge de la majorité serait fixé à 21 ans. Je respecte l'opinion du ministre qui dit: Bien, il y a peut-être des cas où il faudrait que ce soit 21 ans. Je la respecte mais avec un grand point d'interrogation et beaucoup de réticence parce que je lui rappelle encore ce que je disais au début, ce moment où nous avons connu, au Québec, il y a pas mal de temps, deux âges de majorité.

Je termine, M. le Président, pour ne pas prendre indûment le temps de ce comité, en rappelant au ministre que si nous sommes tous, semble-t-il, d'accord sur le principe, ce n'est pas non plus un projet de loi prématuré — absolument pas — parce qu'on en était rendu au point que ceux qui avaient 18 ans avaient le droit de se faire tuer à la guerre, avaient le droit de voter, avaient le droit de faire commerce, avaient le droit d'ouvrir des comptes de banque, avaient le droit de s'assurer, et je pourrais faire une liste tellement longue que dans le fond cela ne voulait plus rien dire être mineur de 18 ans. On pouvait même se marier pourvu qu'on avait obtenu la permission de ses parents et, encore là, il y avait des moyens de passer à côté, on le sait. C'était même prévu dans la loi.

Je pense que si l'on porte vraiment la majorité à 18 ans, les jeunes d'aujourd'hui étant tellement plus informés que nous ne l'étions nous-mêmes à cet âge — je ne parle pas de maturité ici mais d'information — il faudrait peut-être, avoir justement une clause omnibus qui vienne prévenir non pas des contradictions, mais des incompatibilités entre diverses lois du Québec. Merci, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT: Article 1, adopté?

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Article 2?

M. BERTRAND: Adopté.

M. LAURIN: M. le Président, j'attirerai l'attention du ministre sur l'article original, l'article 237: "Les enfants nés hors mariage,

autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère." Il est bien sûr que le dernier membre de phrase "sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère" ne pouvait s'appliquer que s'il s'agissait d'un mariage adultérin parce que cela ne peut pas s'appliquer au commerce incestueux. Je n'ai jamais vu un père marier sa fille à qui il a fait un enfant, ni le contraire, ni une mère épouser son garçon qui a un enfant. Donc, étant donné qu'en enlevant le mot "adultérin" de l'article toute la signification du dernier paragraphe se trouve enlevée, je suggérerais d'enlever également "autres que ceux nés d'un commerce incestueux" puisque, de toute façon, cela ne s'appliquera jamais.

M. BERTRAND: A première vue, je pense que le député de Bourget a raison. Il y aurait peut-être lieu, si l'Office de révision doit nous présenter prochainement une partie de ses travaux concernant ces chapitres, d'attendre mais, si cela doit retarder, nous sommes peut-être mieux de le corriger immédiatement. Le député de Bourget a raison. Cela n'a pas grand sens: "Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux — étant donné que le mot adultérins disparaît — sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère". Or, l'enfant incestueux est justement un produit de parenté.

C'est un article qui peut devenir criminel.

M. CHOQUETTE: M. le Président, on sait qu'il y a une présomption de légitimité chez les enfants.

M. CARDINAL: Is pater est quemnuptiae demonstrant.

M. CHOQUETTE: Toute l'économie du code est ainsi faite qu'elle place des obstacles à démontrer qu'un enfant est illégitime, excepté dans des circonstances très spéciales.

Par exemple, pour que le père d'un enfant puisse tenter de faire la preuve que son enfant est illégitime, alors qu'il est légalement marié avec la mère de l'enfant, il faut que le père prouve incapacité pendant une période très longue de temps ou encore une absence prolongée et démontre qu'il ne pouvait avoir de relations avec la mère de l'enfant.

C'est donc dire qu'en droit tout est ainsi fait dans le code pour éviter que l'on soulève la question de l'illégitimité de l'enfant ou du fait que l'enfant soit né d'un commerce adultérin.

M. BERTRAND: Je n'ai pas d'objection à cela mais...

M. CHOQUETTE: Si, dans des cas, on faisait la preuve, à l'intérieur du code, qu'un enfant né dans un mariage est un enfant illégitime et même, par le fait même, adultérin, c'est juste-

ment cet enfant qui serait, par la suite, légitimé par le mariage de sa mère et de son père. C'est cela qu'on réussit à faire. Ou bien cela peut être une situation inverse. Cela peut être le cas, dans l'état actuel de la législation, d'une fille mère qui a un enfant avec un homme marié; elle donne naissance à un enfant adultérin qui, théoriquement, ne peut pas être légitimé par le mariage subséquent de ses parents. Nous avons donc les deux situations: soit que l'enfant naisse à l'intérieur du mariage ou naisse d'une fille mère. Dans les deux cas, il pourrait être légitimé par le mariage subséquent de ses parents, en vertu de la disposition qui est proposée.

Je comprends que la suggestion du député de Bourget, reprise partiellement par le député de Missisquoi, est un peu d'ordre technique. Je lui demanderais d'élaborer un peu parce que nous sommes toujours prêts à travailler sur le texte et l'améliorer, s'il y a moyen.

M. LAURIN: Non. Je me contenterais de soumettre cela à l'attention...

M. BERTRAND: Oui. Je ne suis pas prêt, je l'avoue, dans des textes comme ceux-là, qui ont été l'objet d'applications répétées et d'interprétations, quant à moi, sur le coin de la table, à suggérer des amendements. Je demande tout simplement au ministre d'attirer l'attention de l'Office de révision du code civil, lequel nous préparera un projet. C'est tout. Quant à moi, je ne suis pas prêt à jouer là-dedans.

On fait disparaître le mot adultérin pour le moment, très bien. Le député de Bourget, je trouve, avec raison, a attiré l'attention là-dessus et cela a l'air un peu loufoque.

M. CARDINAL: Si le ministre me le permet...

M. CHOQUETTE: Même M. Morin, qui est à côté de moi, me signale le cas. On peut imaginer des situations où, dans un mariage donné, naît un enfant incestueux. En vertu de la législation actuelle, cet enfant a la chance d'avoir la légitimité. En effet, si son origine n'est pas soulevée ou démontrée, il va garder son statut d'enfant légitime, tandis que l'amendement suggéré par le député de Bourget pourrait amener un bouleversement de cette situation qui, justement, confère un droit à un enfant qui a eu la chance de naître d'une mère mariée.

M. BERTRAND: Je n'ai pas vu toutes les implications et le député de Bourget non plus.

M. CHOQUETTE: Comme le dit le député de Missisquoi, quand on arrive dans ces textes-là...

M. BERTRAND: Remettez-le à l'Office de révision du code civil.

M. CHOQUETTE: ... pour les changer, parfois changer un ou quelques mots ou changer un ordre peut amener tout un changement dans la jurisprudence.

M. LAURIN: Je serais très satisfait que nos remarques soient soumises à l'office et, à une étape ultérieure, s'il croit que c'est opportun, il arrivera avec une autre modification.

M. CHOQUETTE: Très bien.

M. CARDINAL: D'autant plus que, comme le ministre l'a souligné tantôt, des enfants incestueux, il n'en existe pas à moins qu'il n'y ait une cause au criminel.

M. BERTRAND: L'inceste, c'est un crime.

M. CARDINAL: En effet, comme il naît dans une famille, la présomption que j'ai mentionnée tantôt et que connaît bien le ministre: *Is pater est quem nuptiae demonstrant*, s'applique toujours. Par conséquent, à moins qu'il n'y ait une cause criminelle, il n'y en a pas d'enfants incestueux.

M. CHOQUETTE: On pourrait prouver...

M. CARDINAL: Cela n'existe pas en droit civil. C'est simplement parce qu'il y a un crime. Sans ça, comment pouvez-vous reconnaître un enfant incestueux? Regardons les faits en face. Le ministre est certainement au courant qu'il y a combien d'enfants adultérins ou incestueux que ou leur mère ou leur père est allé porter sur les fonts baptismaux, disant: Il est né du mariage de ma femme ou de moi ou de mon mari et moi.

On sait — enfin, ceux qui ont le moindre-ment exercé — que cela est beaucoup plus fréquent qu'on ne le pense. Comme le ministre le disait lui-même, toute l'économie du code civil est faite pour qu'il n'y ait pas, autant que possible, d'enfants adultérins ou incestueux. Par conséquent, je suis entièrement d'accord avec le député de Missisquoi et le député de Bourget pour qu'on n'amende pas ça sur le coin de la table, parce qu'on pourrait créer de drôles de situations et faire des choses qui dans les faits existent peut-être, mais dans le droit ne sont pas consacrées. C'est simplement une réflexion que nous faisons pour l'avenir. Le code civil, nous pouvons l'amender à chaque session.

M. BERTRAND: Nous ne voulons pas faire de l'inceste juridique.

M. CARDINAL: C'est ça.

M. LE PRESIDENT: Article 2, adopté.  
Article 3?

M. CARDINAL: J'aurais une remarque sur



l'article 3. Je ne veux pas soulever un grave problème. L'article 3 dit: "L'article 246 dudit code est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "vingt et un" par le mot "dix-huit".

Je souligne à la présidence et au ministre que, sous l'application du texte actuel, vingt et un ans, il y a eu un nombre important de causes pour les Questions d'assurance ou de succession. Tant dans la Revue du Barreau du Québec que dans la Revue du Barreau canadien et dans la Revue du notariat, il s'est reproduit un nombre d'articles imposant depuis une certaine d'années sur le moment où l'on atteignait l'âge de vingt et un ans.

Or, comme aujourd'hui on vient de décider que la majorité est à dix-huit ans, est-ce qu'il ne serait pas temps — je ne sais pas si c'est à l'occasion de l'article 3 que nous devons en discuter — d'établir justement quand on atteint l'âge de dix-huit ans? Ma question est la suivante: Est-ce qu'on l'atteint à minuit et une minute du jour où l'on est né ou à minuit le soir du jour où l'on est né?

La question paraît tout à fait théorique. Elle n'est pas du tout théorique pour les praticiens. Elle s'est posée continuellement. Je n'ai pas mes volumes autour de moi, mais je me suis même permis d'écrire au moins trois articles à ce sujet pour essayer de trouver la vérité dans le passé. Par conséquent, je suis parti de causes de jurisprudence, de cas concrets qui se sont posés.

Encore là, je ne demande pas qu'on fasse un amendement sur la table. Ce n'est pas ce que je demande. Qu'on dise que ça va de vingt et un à dix-huit ans, d'accord. Mais quand est-ce qu'on l'a? Dans un système comme le système français où le certificat de naissance indique l'heure de la naissance, il n'y a aucun problème.

Mais, dans un système comme le nôtre où l'extrait de baptême, ou le certificat de naissance civil pour ceux qui ne sont pas baptisés, n'indique aucune heure, mais qu'une date, et encore une date qui n'est que la déclaration des parties, parce que tout ce que l'officier de l'état civil peut établir, lui, c'est que, ce jour-là, on s'est présenté devant lui et on lui a déclaré qu'un enfant était né tel jour. J'ajoute encore, pour la réflexion du ministre, que c'est d'autant plus grave qu'aujourd'hui l'Eglise catholique, au lieu d'agir comme autrefois et d'exiger que le baptême ait lieu dans les quelques jours qui suivent la naissance, permet d'attendre à l'âge de dix ans, ou de vingt ans, si bien qu'on note que le document qui va, je ne sais pas, moi, à la ville de Montréal ou à la ville d'Outremont ou au bureau du protonotaire, etc., et encore...,

Je me dis et je le souligne avec assez de fermeté que déjà sous l'ancienne loi et selon les anciens usages, quand même, on avait une certaine sécurité parce que, chez les protestants on gardait des bibles où on écrivait la date et même l'heure de naissance, chez les catholiques romains on avait aussi des petits livres où on

notait le baptême et où on inscrivait un tas de choses qu'on gardait dans la famille, mais aujourd'hui ces usages-là sont disparus. Le baptême est reporté jusqu'à la majorité s'il le faut, si on veut laisser ça au choix de l'enfant. Et là je ne parle pas au nom de la hiérarchie malgré mon nom, mais c'est de notoriété publique...

M. CHOQUETTE: Vous seriez au synode.

M. CARDINAL: Bien oui, au lieu d'être à Québec, c'est ça. Quand même, je souligne le fait. A moins qu'on amende...

M. BERTRAND: Il se prépare.

M. CARDINAL: ...le système de registre de l'état civil, parce que l'Office de révision du code civil peut non pas faire mais suggérer de faire, il y aura lieu de songer justement à ceci. C'est bien beau de dire 18 ans, mais qui va prouver quand c'est 18 ans, et comment va-t-on le prouver, avec les mœurs actuelles, les modifications dans ces mœurs et l'absence d'heures dans le registre d'état civil suivant la loi actuelle?

M. CHOQUETTE: M. le Président, je note la suggestion du député de Bagot quant à noter l'heure de la naissance. D'ailleurs, ça pourrait aider le professeur Gazon et M. Manolesco à faire des horoscopes avec plus de précision.

M. BERTRAND: Oui, ils nous demandent à quelle heure on est né.

M. CARDINAL: Puis à part ça tant que notre mère présumée ou réelle est vivante on peut le savoir, mais pour les orphelins c'est difficile.

M. LE PRÉSIDENT: L'article 3 est adopté. Article 4.

M. CARDINAL: ...à ses remarques.

M. LE PRÉSIDENT: Article 4, adopté. Article 5, adopté. Article 6, adopté. Article 7, adopté. Article 8, adopté. Article 9, adopté. Article 10.

M. LAURIN: M. le Président, j'aimerais beaucoup demander au ministre ici de m'expliquer cet article qui me semble extrêmement obscur, que je ne parviens pas à comprendre, surtout quand je le compare à la législation fédérale dont il prétend s'inspirer.

M. CHOQUETTE: Non, ce n'est pas la législation fédérale qui l'inspire. Je dirais...

M. LAURIN: Je vais préciser ma question, est-ce que l'indemnité dont il est question dans ce paragraphe s'ajoute à celle qui est prévue à l'article 1056c) où un intérêt prévu?

M. CHOQUETTE: Oui, normalement, quand un juge rend un jugement sur une action en dommages, il condamne à une indemnité de tant, représentant les dommages, enfin suivant la façon qu'on a de calculer ces choses-là, sans qu'il soit besoin d'entrer dans plus de détails que de l'exprimer dans cette formule-là. Et deuxièmement, le juge accorde l'intérêt depuis l'assignation. Or quand on dit l'intérêt depuis l'assignation, on veut dire l'intérêt légal depuis l'assignation. L'intérêt légal, tel que fixé dans la loi fédérale et en vertu de la constitution, c'est un intérêt de 5 p.c., alors par conséquent,...

M. LAURIN: C'est la loi fédérale concernant l'intérêt?

M. CHOQUETTE: Justement, parce qu'en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, c'est le gouvernement fédéral qui a la compétence pour fixer le taux légal de l'intérêt, mais nous avons retenu dans le code jusqu'à ce jour, je pense, l'intérêt légal à 5 p.c., parce que ça existait à ce taux-là, même avant la Confédération, même avant 1867.

Le député de Bourget ne le sait peut-être pas, mais le code civil a été promulgué en 1866, c'est-à-dire avant la confédération. Par conséquent, il y avait déjà des dispositions qui portent sur l'intérêt dans le code civil, mais elles ont été retenues comme telles parce que le taux d'intérêt légal n'a pas varié, je pense, depuis 100 ans. H s'est maintenu à 5 p.c.

L'objet de l'article est de permettre aux juges d'accorder une indemnité additionnelle tenant compte, en somme, de cet écart entre le loyer de l'argent au plan économique — je veux dire le loyer dans la réalité concrète de tous les jours — et d'un autre côté le taux légal de l'intérêt. C'est ce qui permettrait aux juges d'accorder une indemnité additionnelle à titre de dommages sous ce chef-là.

M. LAURIN: En somme, cela veut dire que si on n'était pas en régime fédéral, vous pourriez rédiger l'article ainsi: Un taux d'intérêt fixé par le ministre du Revenu. Là, vous êtes obligé de partir des 5 p.c. et de faire un article très complexe pour ajouter quelque chose qui semble correspondre aux conditions actuelles.

M. CHOQUETTE: Il y a du vrai dans ce que dit le député.

M. CARDINAL: On pourrait détailler davantage. Je ne veux pas faire un débat là-dessus, certainement pas. Le code ayant été adopté un an avant la constitution et le mariage appartenant au fédéral en 1867, il n'y a pas que le bill 28 qui pourrait être attaqué pour son inconstitutionnalité. Il y a un paquet de lois que l'Assemblée nationale a adoptées depuis 100 ans qui pourraient joliment l'être si on parlait de ce principe que parce que le code a été adopté une année avant le BNA Act, on cesserait d'avoir juridiction.

On est mieux de ne pas soulever ce problème. Certains le soulèvent à certaines commissions parlementaires, et ce serait une vraie bonne réponse que des articles comme celui qui est là et sur lequel nous sommes d'accord.

M. LAURIN: M. le ministre, si je comprends bien vous trouvez que 5 p.c. d'intérêt, ce n'est pas suffisant. La loi fédérale est trop généreuse.

M. CHOQUETTE: Pas assez.

M. LAURIN: C'est-à-dire pas assez généreuse. Donc, vous voulez favoriser les créanciers québécois.

M. BIENVENUE: Le petit peuple.

M. BERTRAND: Il ne faut pas oublier que ce n'est pas toujours des créanciers. Les trois quarts du temps, dans le domaine qui nous touche, ce sont des accidentés, des victimes de délits ou quasi-délits. Ces gens-là, à la suite d'un accident d'automobile, par exemple... Je vais vous donner un exemple. J'obtiens un jugement pour blessures corporelles et dommages à l'auto. J'ai intenté une action il y a deux ans; j'obtiens un jugement au bout de deux ans. La compagnie aurait pu régler. Il arrive très souvent qu'elle ne règle pas parce que si elle réglait, c'est autant de capital dont elle se prive et qu'elle investit à un taux d'intérêt de 8 p.c., 9 p.c., 10 p.c. ou 12 p.c.

A moi, si on avait réglé ou s'il y avait eu un jugement, elle ne m'aurait payé que 5 p.c. Elle préfère attendre le jugement. Comme disait le ministre tantôt — j'ai abondé dans le même sens — cela va obliger plusieurs compagnies à régler d'abord hors cour et, deuxièmement, cela les obligera, si le jugement est rendu deux ou trois ans après, à payer un taux d'intérêt à peu près similaire à ce qu'elles auraient obtenu si elles avaient placé l'argent. Elles ne bénéficieront pas d'un taux d'intérêt inférieur.

Celui qui en profite, bien entendu, c'est le créancier, mais un drôle de créancier, un créancier qui l'est devenu pas parce qu'il voulait le devenir...

M. LAURIN: Un créancier victime.

M. BERTRAND: ... un créancier victime.

M. CHOQUETTE: Cet article ne s'applique pas au domaine contractuel.

M. CARDINAL: Non, non.

M. CHOQUETTE: Il s'applique exclusivement au domaine délictuel.

M. CARDINAL: Et quasi-délictuel. En fait, le ministre le sait, ceci est très important. Si l'on parle des enfants qui sont dans les écoles ou les collèges, presque tous aujourd'hui sont assurés en vertu de l'assurance-groupe pour des

accidents qui arrivent soit dans la cour de l'école et même à la résidence, soit pour dix ou pour douze mois, selon la police qui est prise et cela dans une proportion très forte.

Par conséquent, cet article est loin d'avoir une application théorique; il a une application pratique énorme.

M. LAURIN: En somme, c'est une adaptation québécoise d'une loi fédérale ou plutôt une amélioration d'une loi fédérale.

M. CHOQUETTE: Je ne dirais pas cela.

M. CARDINAL: Parce que vous êtes membre du gouvernement libéral?

M. CHOQUETTE: Je ne dirais pas ça pour ces raisons. Ce ne sont pas ces raisons du tout, c'est pour créer une catégorie nouvelle de dommages éprouvés par certaines gens. On sait qu'à la suite d'un délit ou d'un quasi-délit le droit à la créance naît instantanément mais qu'il n'est réglé que plus tard. Alors, cela vise à créer une nouvelle catégorie de dommages, qui sera l'indemnité additionnelle. Je pense qu'il y aura un amendement à apporter à la fin, il ne s'agit pas de le faire immédiatement, à cet article, parce que le taux dont il est question dans la loi du ministère du Revenu ne sera adopté qu'à compter du 1er janvier 1972. Par conséquent, cet article ne pourra entrer en vigueur, en fait, que le 1er janvier 1972.

M. CARDINAL: Le dit-on dans le texte de loi?

M. CHOQUETTE: Je suggérerai un amendement à la fin.

M. CARDINAL: A la fin, d'accord.

M. LE PRESIDENT: L'étude de l'article 10 est suspendue?

M. CARDINAL: Non.

M. BERTRAND: Il n'y aura qu'à ajouter un article.

M. CARDINAL: Qu'il soit adopté et, à la fin, comme le dit le député de Missisquoi...

M. BERTRAND: Nous l'adoptons mais pour l'entrée en vigueur...

M. LE PRESIDENT: Article 10 adopté, sujet au principe d'amendement énoncé par le ministre de la Justice.

M. BERTRAND: Exactement.

M. LE PRESIDENT: Article 10, adopté. Article 11.

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Adopté. Article 12.

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Adopté. Article 13.

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Adopté. Article 14.

M. BERTRAND: Un instant, dans la vente en bloc, c'est une bonne chose; ça ne peut pas faire l'objet de la vente en bloc, le certificat ou le permis pour la vente de liqueurs spiritueuses.

M. CHOQUETTE: C'est exact.

M. BERTRAND: Excellent.

M. CARDINAL: C'est exact. Cela fait longtemps que le législateur a commis cette erreur.

M. CHOQUETTE: C'est vrai.

M. BERTRAND: D'accord.

M. CHOQUETTE: Nous corrigeons le code.

M. BERTRAND: C'est parfait.

M. LE PRESIDENT: Article 14, adopté. Article 15.

M. BERTRAND: Oui.

M. LE PRESIDENT: Adopté. Article 16, adopté?

M. CHOQUETTE: Un instant, M. le Président.

M. BERTRAND: A l'article 10, vous pouvez mettre ça à 23, qui deviendrait 22, c'est-à-dire à 22.

M. CHOQUETTE: A l'article 16, j'aurais une modification à proposer.

M. BERTRAND: A 15?

M. CHOQUETTE: A l'article 16. J'ai ici un texte à soumettre aux honorables députés.

M. CARDINAL: Si je comprends bien c'est qu'au lieu d'avoir seulement le ministre qui émettrait le certificat toute une série de personnes seraient mandatées par lui pour le faire.

M. CHOQUETTE: Exactement. C'est pour faciliter la tâche à la fois au Procureur général et au ministre du Revenu parce qu'apparemment nous prenons de plus en plus de créances hypothécaires en garantie de dettes qui sont dues au gouvernement. Par conséquent, il est nécessaire que les documents ne soient pas exclusivement signés par les ministres.

M. CARDINAL: D'accord, on devrait faire cela dans d'autres ministères aussi.

M. BERTRAND: Pas d'objection.

M. LE PRÉSIDENT: L'article 16 est adopté tel qu'amendé?

M. BERTRAND: Oui.

M. LE PRÉSIDENT: Article 17.

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Adopté. Article 18.

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Adopté. Article 19.

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Adopté. Article 20.

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Adopté. A l'article 21, je crois que le ministre de la Justice...

M. BERTRAND: C'est l'amendement que vous nous suggérez?

M. CHOQUETTE: Oui, justement. Exactement. L'amendement qui est suggéré vise à remplacer l'article 21 par le suivant qui se lirait comme suit: "L'article 21 est remplacé par le suivant..."

M. BERTRAND: A compter du 1er janvier 1972.

M. CHOQUETTE: Le 1er janvier 1972.

M. BERTRAND: D'accord.

M. LE PRÉSIDENT: Article 21, adopté tel qu'amendé. Article 22?

M. CHOQUETTE: M. le Président, est-ce que vous l'avez bien noté? Voici, l'article 21 tel que suggéré, avec l'amendement, se lirait comme suit: "L'article 21 est remplacé par le suivant: Dans le cas des causes pendantes le 1er janvier 1972, l'indemnité prévue à l'article 10 est établie lorsqu'elle est accordée à compter de cette date."

M. LE PRÉSIDENT: C'est le projet de loi initial? Est établie?

M. CHOQUETTE: Oui, exactement, M. le Président. "...est établie lorsqu'elle est accordée à compter de cette date". C'est-à-dire à compter de la date du 1er janvier 1972.

M. BERTRAND: C'est-à-dire le montant ajouté?

M. CHOQUETTE: Oui, c'est ça. Cela vise simplement l'indemnité additionnelle.

M. BERTRAND: "L'indemnité prévue est établie..." C'était seulement sur le mot "établie".

M. CHOQUETTE: Pardon?

M. BERTRAND: C'était seulement sur le mot "établie".

M. CHOQUETTE: Oui.

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Article 22, adopté? Adopté. Article 23?

M. BROCHU: M. le Président...

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Richmond sur l'article 22?

M. BROCHU: Non, je veux intervenir sur un point qui n'est pas contenu dans le bill, en fait.

M. LE PRÉSIDENT: Pardon?

M. BROCHU: C'est sur un point qui n'est pas contenu dans le bill. J'aimerais simplement poser une question au ministre. Je n'en ai pas fait un amendement. Il s'agit simplement de certains problèmes qui semblaient être soulevés par des faits qui peuvent arriver.

Il est convenu, à un moment donné, par testament, de laisser à nos héritiers, disons à l'âge de la majorité, la totalité de nos biens.

M. BERTRAND: Ce serait à 18 ans.

M. BROCHU: Ce serait à 18 ans. Des problèmes peuvent se poser. Je pose la question pour que ce soit discuté. Disons que l'âge de la majorité n'est pas nécessairement l'âge de la maturité; cela peut être l'inverse aussi, comme vous l'avez mentionné tout à l'heure. Mais est-ce qu'il n'y aurait pas lieu, pour protéger les individus qui peuvent recevoir des montants assez considérables — je ne parle pas de \$5,000 ou \$10,000 — légués par testament, de dire qu'il y aura la moitié de ce montant qui sera accordée à l'âge de la majorité, qui est 18 ans, et l'autre moitié à 21 ans? Disons que c'est une question que je pose pour éviter justement qu'à un moment donné l'individu de 18 ans, qui se trouve avec \$100,000 dans les mains, ne les dilapide d'un coup sec et ne se retrouve avec rien, mais qu'au contraire, il puisse profiter de l'expérience de la dilapidation de la première moitié qu'il a pour dire...

M. BERTRAND: Il ne peut pas.

M. BROCHU: ...dans le deuxième temps: Je vais faire attention. Je pose la question.

M. BERTRAND: Je pense bien que le ministre pourra donner une opinion, lui aussi. On m'en a demandé une tantôt. Disons que j'ai fait mon testament il y a vingt ans. J'ai dit que mes enfants retireront tant à l'âge de la majorité. C'est l'âge de la majorité au moment où je meurs. Alors, si je meurs demain, ce sera 18 ans.

M. CHOQUETTE: Mais je crois que le député soulève un point réel et valable, dans ce sens qu'il nous est impossible de légiférer sur cette question et qu'il appartient au testateur de faire en sorte que tous ses biens n'aillent pas à ses enfants à l'âge de 18 ans. Chacun qui a de l'argent à laisser à ses enfants...

M. BERTRAND: Il peut dire à 21 ans.

M. CHOQUETTE: ... peut prendre des précautions. Il peut, dans son testament, dire: J'en laisse un tiers à 18 ans, un autre tiers à 25 ans et l'autre tiers à 30 ans. Chaque testateur doit voir, en somme, à prendre les dispositions les plus convenables possible pour que les biens ne soient pas dilapidés. Maintenant, ce qui se produit la plupart du temps, c'est que ceux qui ont des biens à laisser à leurs enfants prennent ces précautions, tandis que ceux qui n'ont pour ainsi dire, rien ou pas grand-chose à laisser, malheureusement, ne sont pas obligés de prendre des dispositions comme celles-là et leur succession va à leurs héritiers suivant le mode de succession légal qui est fixé au code civil en l'absence de testament.

M. BERTRAND: Rien n'empêche un testateur de dire que ses biens iront à ses enfants quand ils auront atteint l'âge de 21 ans ou de 25 ans.

UNE VOIX: D'habitude, c'est la...

M. BERTRAND: Mais s'il indique dans son testament que ses biens iront à ses enfants à l'âge de leur majorité, au moment où il fait son testament il pense que la majorité est à 21 ans. Mais si, entre-temps, la majorité change, alors ce sera la majorité à l'époque où s'ouvrira la succession, c'est-à-dire, dans l'exemple que je vous donnais, si je fais mon testament aujourd'hui et si je dis: l'âge de la majorité, si je décède demain et que la majorité est changée, au lieu de 21 ans ce sera à ce moment-là 18 ans.

M. BROCHU: D'accord. Je vous remercie. C'était simplement pour avoir plus de lumière là-dessus. Il y avait une question que je me posais et cela répond exactement à ma question.

M. LE PRESIDENT: L'article 22, adopté?

M. DROLET: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Article 23?

M. DROLET: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Adopté tel qu'amendé.

UNE VOIX: Oui.

M. HARDY (président du comité plénier): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que le comité a étudié le projet de loi no 70 et l'a adopté avec des amendements.

M. LAVOIE (président): Ces amendements sont-ils agréés?

DES VOIX: Agréé.

M. LE PRESIDENT: Agréé. Troisième lecture?

M. CHOQUETTE: M. le Président, j'aimerais...

M. BERTRAND: Voici. Je n'ai pas d'objection à la troisième lecture. Mais je pense que ce serait peut-être sage, étant donné qu'il y a peut-être plusieurs lois à examiner entre-temps, qu'on remette la troisième lecture.

M. CHOQUETTE: Oui, c'est ce que j'allais suggérer, M. le Président. Quand on amende le code civil, je pense qu'il faut y aller prudemment. Vous le savez, comme notaire. Alors, je suis tout à fait en accord avec la suggestion du député de Missisquoi de remettre ceci à une séance ultérieure pour vérifier les implications possibles des amendements que nous avons adoptés à la lumière des discussions qui ont eu lieu cet après-midi.

M. LAURIN: Je suis d'accord avec le ministre et j'agréé.

M. LEVESQUE: M. le Président, je suggère que vous mettiez en discussion l'article 18 des affaires du jour.

### **Projet de loi no 83**

#### **Deuxième lecture**

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de la Justice propose la deuxième lecture du projet de loi no 83, Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

#### **M. Jérôme Choquette**

M. CHOQUETTE: M. le Président, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province a pris connaissance de ce bill et il en recommande ardemment l'étude à la Chambre.

M. BERTRAND: Est-ce que le mot "ardement" est dans la note?

M. CHOQUETTE: Non.

M. le Président, je ferai, si vous me le permettez, un bref exposé de quelques-uns des principes qui se trouvent à ce projet de loi, mais sans éterniser la discussion de celui-ci.

Je crois que tout le monde se rend compte que les victimes d'actes criminels violents posent un problème social. D'une part, en effet, il faut constater que l'accroissement de la criminalité et surtout de la criminalité violente va constamment en augmentant. Par conséquent, il y a de plus en plus de victimes d'actions criminelles violentes. Donc, il nous faut prendre en considération cette situation créée par la vie en société.

En deuxième lieu, il nous faut également constater que chez beaucoup de ceux qui se livrent à des actes criminels violents, on constate un état d'insolvabilité ou on constate que ces personnes ne peuvent être rejointes efficacement, soit parce qu'elles sont inconnues, soit parce qu'elles sont condamnées à des peines de prison ou de pénitencier assez longues et, par conséquent, que pour celui qui a été la victime, il est impossible d'espérer être indemnisé des dommages qu'il a subis.

Par conséquent, il devenait impératif pour le gouvernement de présenter un projet de loi permettant à la société, par l'entremise de son gouvernement et les institutions qui existent, de faire face à ce problème social d'actes criminels ayant causé des dommages à la personne, soit des dommages ayant entraîné le décès de la victime et par conséquent des dommages subis par les dépendants de la victime, ou encore des dommages ayant entraîné des blessures corporelles qui méritent d'être indemnisées.

On sait, M. le Président, que cette Chambre a déjà été saisie à deux occasions de deux cas de personnes dont les dépendants avaient été laissés dans un état de difficulté financière par suite d'actes criminels. Je n'ai qu'à rappeler le cas de Mme Taurazas, dont le mari était décédé, qui bénéficie d'une pension payée par le gouvernement en vertu du principe qui est à la base de ce projet de loi.

Il y avait également le cas de Mme Martin, qui était l'épouse du chef de police d'Acton Vale, décédé lors de la commission d'un crime, à qui la Chambre, avec l'accord du gouvernement — je pense que c'était même à l'instigation du député de Saint-Louis; je sais que dans le cas de Mme Taurazas, c'est sûrement suivant la proposition du député de Saint-Louis — avait accepté de payer une indemnité.

Evidemment, depuis l'année dernière, nous avons adopté une loi générale qui s'applique aux policiers qui décèdent en devoir. Quant à ces policiers, on sait que leurs dépendants ont droit à certaines indemnités. Par conséquent, le cas de Mme Martin, qui était la dépendante de son mari, ancien chef de police, serait couvert

par cette législation d'ordre général s'appliquant aux policiers.

Mais il reste, M. le Président, si l'on fait abstraction du cas des policiers, les cas des citoyens ordinaires qui, malencontreusement, peuvent être victimes d'actes criminels soit en tentant de porter un secours à la justice, soit en empêchant la commission d'un crime ou d'une infraction, ou en prêtant main forte à un agent de la paix, et qui peuvent subir des dommages, dommages que la société je crois a le devoir de réparer. C'est ce qui inspire le projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter aujourd'hui.

M. le Président, dans le projet de loi, nous avons suggéré des barèmes d'indemnité. Nous avons suggéré que les barèmes soient ceux qui s'appliquent en matière d'accidents du travail. Je pense que cette suggestion rend à la fois justice à ceux qui peuvent être victimes de crimes violents et également à ceux qui sont des accidentés du travail. Ne semblerait-il pas légèrement contradictoire, sinon illogique, que l'Etat indemnise de façon plus généreuse ceux qui sont victimes de crimes que ceux qui sont victimes d'accidents du travail? Il me semble, qu'établir une discrimination entre les accidentés du travail et les victimes de crimes violents serait une notion malvenue. C'est la raison pour laquelle je me suis rallié à cette idée que l'on établisse les barèmes des indemnités attribuables aux victimes du crime sur la même base que les barèmes des accidentés du travail.

Cette formule nous a également permis de faire l'économie d'un autre organisme administratif, parce que si nous avions suivi d'autres barèmes que ceux des accidents du travail, le calcul de l'indemnité devant les tribunaux civils — je donne ceci comme un exemple, une hypothèse que nous aurions pu envisager — nous aurions été obligés de créer une nouvelle commission des victimes d'actes criminels violents avec tout ce que cela peut comporter sur le plan du coût pour l'Etat, avec tout ce que cela peut comporter de personnel, de formules à établir, de procédures à créer pour arriver à administrer cette loi.

Je crois que, par conséquent, en adoptant les barèmes des accidents du travail, qui me paraissent correspondre à une mesure de justice adéquate, il nous a été permis de faire appel à la Commission des accidents du travail, pour que cette commission nous prête son concours dans l'administration de cette loi.

A ce moment de mon discours, je voudrais signaler que la Commission des accidents du travail a été consultée sur le projet de loi et qu'elle a accepté avec enthousiasme, par la voix de son président, de se faire la collaboratrice du gouvernement dans l'administration de cette nouvelle loi.

Nous ne demanderons pas à la Commission des accidents du travail de faire ces travaux gratuitement et un mode de paiement des frais d'administration a été établi avec la commission

et arrêté au projet de loi. On sait que la Commission des accidents du travail jouit d'une relative indépendance, au moins financière, par rapport au gouvernement, puisque son budget et ses capitaux sont formés à même les contributions des employeurs et des employés. Par conséquent, il nous a fallu prévoir un mode de paiement des frais d'administratifs de la commission qui ne fasse pas subir un poids financier que n'ont pas à subir les employeurs et les employés qui contribuent à la Commission des accidents du travail.

J'allais dire que nous avons envisagé une formule qui est proposée et qui a même été adoptée dans certaines provinces canadiennes, c'est-à-dire le projet proposé par les commissaires à l'uniformité des lois. On sait qu'il existe un organisme canadien composé de représentants du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux dont l'objet est de préparer des projets de loi qui seraient adaptés à chacune des provinces canadiennes et faire en sorte que ces projets de loi soient les plus semblables les uns aux autres.

Ces commissaires à l'uniformité des lois ont préparé un projet qui a sans doute sa valeur et qui est un projet de législation pour indemniser les victimes d'actes criminels. En vertu de ce projet, les indemnités à être payées aux victimes seraient calculées suivant les notions que l'on possède en droit civil ordinaire.

Nous avons écarté cette solution, M. le Président, parce qu'elle nous a paru justement, comme je le disais tout à l'heure, entraîner la nécessité de créer un autre organisme administratif — on sait qu'il y en a énormément autour du gouvernement — et également entraîner une discrimination entre les accidentés du travail et les victimes du crime.

Par conséquent, M. le Président, sur le plan de la logique, il nous a fallu nous écarter des suggestions des commissaires visant à l'uniformité des lois et adopter le système que nous vous proposons aujourd'hui. Je termine sur ce sujet en disant, cependant, que le système que nous proposons à la Chambre aujourd'hui est assez proche du système qui existe en Colombie-Britannique. Cette province possède une loi d'indemnisation des victimes d'actes criminels qui, justement, se base sur les barèmes payés en matière d'accidents du travail. Nous avons donc suivi l'exemple de cette province, sans suivre l'exemple d'autres provinces canadiennes où l'on a adopté en gros le projet des commissaires visant à l'uniformité des lois. Nous avons adopté cette façon d'agir, cette façon de voir parce qu'il nous a paru que le système de la Colombie-Canadienne, au point de vue de la structure, de l'administration et des barèmes des indemnités, correspondait plus à la réalité que le système proposé par les commissaires.

Maintenant, M. le Président, je passe à un autre sujet qui pourrait offrir un certain intérêt aux membres de la Chambre, c'est le coût approximatif de cette loi. Je tiens immédiate-

ment à dire qu'évidemment nous pouvons avoir quelques difficultés à calculer le coût des indemnités qui devront être payées. Cependant, nous avons fait certaines études qui nous conduisent à des conclusions approximatives au sujet du calcul des dépenses qui seront encourues par le gouvernement pour payer les indemnités à ceux qui sont les victimes de crimes violents.

Ainsi, en 1969, il y a eu, dans la province de Québec, 115 meurtres. Déduisons de ce chiffre 15 meurtres où la victime était un complice du criminel, soit par suite d'une association à l'occasion d'un hold-up ou, en somme, d'autres circonstances incriminantes pour la victime. J'ajoute, entre parenthèses, que notre projet de loi exclut du droit d'obtenir une indemnité en vertu de cette loi ceux qui ont contribué au crime par leur faute lourde. Pour prendre un exemple, si, des complices, à la suite d'un hold-up, allaient se diviser le butin et qu'au cours de cette division du résultat de leur vol, une altercation se produisait entre eux et que l'un des complices tirait l'autre, il va de soi que les dépendants de celui qui aurait été assassiné dans ces circonstances-là n'auraient pas droit de réclamer une indemnité en vertu de cette loi.

Donc, pour revenir au coût approximatif, des 115 meurtres dont j'ai parlé comme ayant eu lieu en 1969, déduisons-en quinze où il y a eu une action contributive de la part de la victime.

Ceci nous laisse 100 meurtres. En moyenne, chacune des personnes décédées par suite de meurtre avait un conjoint et trois enfants, ce qui est supérieur à la moyenne québécoise parce qu'on sait que la famille québécoise, en moyenne, est de 4.2 membres, soit l'époux, l'épouse et 2.2 enfants-, ceci nous laisse un conjoint et trois enfants et nous allons prendre ceci comme base de calcul pour estimer le coût probable.

Calculons les frais funéraires à \$600 pour chacun des 100 cas; ceci nous donne \$60,000. La rente au conjoint serait de \$1,272 multiplié par 100, c'est-à-dire le nombre de meurtres hypothétiques dont j'ai parlé, ce qui fait \$127,200. La rente aux enfants serait de \$1,959.92 multiplié par 300, vu que nous avons considéré trois enfants, ce qui nous donne un total de \$205,992. Par conséquent, sur la base des barèmes des accidents du travail, sur la base de 100 meurtres par année au Québec, sur la base d'une famille hypothétique d'un conjoint et de trois enfants, ce qui, pour les fins de la discussion, est supérieur à la moyenne statistique québécoise, cela donne un total d'indemnités de \$393,192 pour les paiements à être faits aux dépendants des victimes de meurtres.

Ceci ne conclut pas toute la discussion sur la question du coût parce que, on l'aura remarqué, le projet de loi vise à indemniser également ceux qui ont été victimes de blessures et non pas exclusivement ceux qui sont morts. Je vous donne quelques chiffres, pour l'année 1969, au sujet des crimes violents au Québec qui seraient

prévus au projet de loi comme donnant ouverture aux indemnités. Tentatives de meurtre: 115; homicides involontaires coupables: 9; viols: 260; infractions d'ordre sexuel: 3,048; le fait de causer intentionnellement des lésions corporelles: 350; voies de fait, sauf des attentats à la pudeur perçus qu'ils sont prévus dans les infractions d'ordre sexuel: 3,612.

Maintenant, M. le Président, il est assez difficile, on l'admettra avec moi, d'avoir une image même assez exacte des séquelles temporaires ou permanentes que peuvent avoir subies ces victimes de crimes. Sans doute qu'il y a un certain nombre de voies de fait, sans doute qu'il y a un certain nombre de tentatives de meurtres et d'autres crimes, mais dans combien de cas est-ce que ces crimes ont entraîné des déboursés et des pertes considérables?

C'est la raison pour laquelle, quand nous arrivons à ce chapitre, il devient assez difficile de faire des calculs avec précision, mais nous pouvons prendre le cas de l'Ontario dans le même domaine. L'Ontario, qui a une loi qui couvre sensiblement les mêmes crimes que ceux que nous avons prévus dans notre projet de loi, a encouru en tout et partout, en 1970, la somme de \$244,000 pour l'administration de sa loi.

Par conséquent, on peut, même en tenant pour acquis que le taux de la criminalité est plus élevé au Québec que dans la province voisine, conclure que les indemnités à être payées pour le Québec en vertu de ce projet de loi ne devraient pas, si l'on tient compte du chiffre de \$393,192 que j'ai mentionné comme chiffre à payer à la suite de décès et du chiffre total de \$244,000 encouru par la province d'Ontario pour l'administration de sa loi en 1970, être plus élevées pour le Québec — et là je cite le chiffre le plus élevé pour que les députés sachent à quoi s'en tenir — que \$750,000 par année.

D'autres provinces du Canada ont une loi qui se rapproche de celle qui est présentée par le gouvernement aujourd'hui. Je citerai les noms des provinces où il existe une telle loi: il y a l'Alberta, la Colombie-Britannique, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario et Terre-Neuve.

A l'exception de la Colombie-Britannique, au sujet de laquelle j'ai déjà mentionné que les dispositions se rapprochaient passablement des nôtres, il peut paraître que les dispositions législatives des autres provinces soient plus généreuses que celles que nous proposons.

En vertu des lois des autres provinces, excepté la Colombie-Britannique, le calcul des indemnités se fait comme en matières civiles ordinaires. Mais il ne faut pas oublier qu'en vertu de ces lois des autres provinces, le gouvernement quand il paie l'indemnité, a le droit de déduire le montant des assurances privées retirées par ces personnes ainsi que tout revenu provenant des fonds de l'Etat. Suivant une analyse qui a été faite par mon ministère, il semble que le fonctionnement des lois des autres provinces ne confèrent pas tellement plus

d'avantages (ou n'en confèrent pas du tout) que les indemnités que nous avons prévues en vertu de la Loi des accidents du travail, qui nous paraît représenter plus d'avantages pour le gouvernement et pour le Québec en général dans l'état actuel des choses.

Je conclus simplement en disant que nous avons, je crois, suivi la tendance amorcée par la Colombie-Britannique, mais je mentionne immédiatement que nous avons élargi les dispositions de la loi de la Colombie-Britannique qui ne prévoit une indemnité que pour celui qui aide un policier ou qui empêche la commission d'un crime. Tandis que notre loi étend les indemnités non seulement à ceux qui aident les agents de la paix ou qui empêchent la commission de crimes ou qui poursuivent des criminels, mais à n'importe quelle victime du crime qui peut être parfaitement passive à l'occasion de la commission d'un crime.

Finalement, sur la question du coût, je voudrais mentionner ces chiffres qui peuvent être d'un certain intérêt pour les députés. C'est la moyenne du coût des réclamations dans les autres provinces. En Ontario, la moyenne des coûts pour chaque réclamation est la suivante: Ontario, \$2,000. Alberta, \$1,804. Saskatchewan, moins de \$1,000. Quant à Terre-Neuve et au Manitoba, leur législation est adoptée mais leurs systèmes ne sont pas encore en vigueur.

Donc, je dis qu'au total, le gouvernement fait un effort réel pour venir prêter assistance à ceux qui ont été victimes de crime. Evidemment, nous ne pouvons pas indemniser complètement les victimes de crimes, soit qu'elles soient des dépendants de celles qui peuvent avoir été assassinées, parce qu'on ne peut pas, en fait, remplacer intégralement celui qui était le soutien de famille.

M. CHOQUETTE: Nous ne pouvons pas, non plus, à l'intérieur des contraintes budgétaires dans lesquelles le Québec vit à l'heure actuelle, donner des indemnités supérieures à celles prévues à la Loi des accidents du travail à ceux qui sont eux-mêmes des victimes du crime.

Par conséquent, je crois que nous faisons un effort à l'intérieur de nos disponibilités financières et on ne peut pas en demander plus à l'Etat dans la période que nous vivons à l'heure actuelle.

J'ajoute, cependant, qu'il est possible et même, d'après ce que je comprends, fortement probable que la Commission des accidents du travail recommande la hausse de ses indemnités propres, ce qui, évidemment, aura pour effet, d'entraîner des indemnités quelque peu accrues pour ceux qui sont des victimes d'actes criminels.

Merci.

M. BERTRAND: M. le Président,...

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Missisquoi.



M. BERTRAND: ...je déclare tout simplement, au nom de mon parti, que nous approuvons cette mesure de justice sociale; c'est une mesure équitable. Nous en approuvons tous les principes.

M. LE PRESIDENT: Est-ce que la motion est adoptée?

M. DUMONT: M. le Président, il est six heures.

M. LE PRESIDENT: Est-ce que le député demande la parole sur la deuxième lecture?

M. DUMONT: C'est cela.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Mégantic demande la suspension.

M. LEVESQUE: A vingt heures quinze minutes.

M. LE PRESIDENT: La Chambre suspend ses travaux jusqu'à vingt heures quinze.

M. LEVESQUE: Vingt heures quinze.

### Reprise de la séance à 20 h 25

M. LAVOIE (président): A l'ordre, messieurs!

L'honorable député de Mégantic.

### M. Bernard Dumont

M. DUMONT: Du projet de loi 83 que nous avons à l'étude à l'heure actuelle, M. le Président, intitulé Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels, nous pouvons dire, de ce coin-ci de la Chambre, que nous en appuyons le principe. Il reste quand même certaines brèves observations que nous voudrions faire afin d'analyser très bien ce projet de loi qui comporte peut-être certaines informations que la population, a besoin de savoir. Je noterai, par exemple, et tout le monde est au courant, que depuis nombre d'années beaucoup de crimes sont perpétrés par des individus dont la Commission des libérations conditionnelles recommande trop tôt la remise en liberté.

On remarque en effet en maints cas qu'il s'agit de criminels dont la feuille de route est chargée et dont la conduite, à la suite de leurs précédentes libérations, ne justifiait en rien un adoucissement de leur sort. Donc, je pense qu'il devrait là aussi y avoir de la part du ministre des recommandations pour que nous ne soyons pas obligés d'indemniser des personnes qui ont, comme je l'ai tout à l'heure, une feuille de route qui les rend des bandits notoires.

L'autre observation que nous avons à faire, c'est qu'on prétend, dès le début des notes explicatives, que le gouvernement indemniserait les victimes d'actes criminels et que les indemnités seraient celles que prévoit la Loi des accidents du travail. Or, nous connaissons à l'heure actuelle, avec la Commission des accidents du travail, tellement de problèmes qui ne sont pas réglés. Nous avons devant ce parlement une personne qui dit — et on peut la voir tous les jours — recevoir \$0.80 par jour. J'ai ici un autre exemple d'un ouvrier qui reçoit \$49 par semaine. Si les victimes d'actes criminels sont indemnisées de la même façon qu'on le fait à l'heure actuelle à la Commission des accidents du travail, avec des taux pas plus élevés, on ne réglerait certainement pas leur problème. Je me permettrai de lire cette réponse que j'avais d'un ouvrier. Au lieu de régler les problèmes, à l'heure actuelle, on semble envoyer des réponses comme celle que j'ai ici. On dit que nous devrions commencer par régler les problèmes économiques de ceux qui dépendent de la Commission des accidents du travail, tels que ceux qui souffrent de silicose ou d'amiantose. Que ceux-ci puissent obtenir d'abord justice et après, on pourra se permettre de voir d'autres domaines.

Je disais donc que dans la réponse qu'on donnait à un ouvrier, on ajoutait textuellement: "Si vous voyez une possibilité — c'est un commissaire de la Commission des accidents du

travail qui répondait — qu'elle soit proche ou lointaine, de relier à son séjour dans l'armée les déficiences physiques de ce réclamant, soit son hypertension et ses troubles cardio-vasculaires, à ce moment-là vous pourrez peut-être payer pour le tout ou une partie du coût des médicaments prescrits à ce M. Boucher" qu'on décrit ici comme quelqu'un dont on a oublié de régler le problème.

M. le Président, nous faisons ces remarques parce que nous sommes convaincus que, quand des problèmes existent, s'il est pour en coûter à la province \$750,000 pour indemniser des victimes de crimes, il y a aussi les gens auxquels nous sommes obligés de faire allusion, et qui ont souffert de beaucoup d'injustices. C'est une des raisons pour lesquelles nous demandons de réviser en même temps l'indemnité des membres de la Commission des accidents du travail en voyant en même temps, pour cette loi d'indemnisation, à ce qu'une majoration soit apportée.

Il y a aussi un dernier point que je voudrais souligner. Dans les notes explicatives, il est fait mention que les dépendants d'une personne tuée depuis le 1er novembre 1966, dans les circonstances prévues au projet, seront automatiquement indemnisés s'ils sont dans le besoin. Les dépendants, on s'en occupera s'ils sont dans le besoin.

Je dis que c'est donner beaucoup de latitude que de permettre d'établir s'ils sont dans le besoin. C'est justement là où on ne précise pas assez les lois. C'est dans les quelques notes explicatives que nous avons les remarques qui permettront, une fois pour toutes, dans la province de Québec, d'avoir des lois précises qui indemniseront véritablement et non pas seulement une loi d'apparence.

Merci, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT (Pearson): Le député de Bourget.

### **M. Camille Laurin**

M. LAURIN: M. le Président, avant de commencer, laissez-moi quand même vous dire que je regrette que le ministre de la Justice ne soit pas à son siège, car les remarques que je fais au sujet de ce projet de loi, c'est d'abord à lui que je voulais les faire.

M. LEVESQUE: C'est bien dangereux de mentionner ça lorsqu'on regarde en arrière du député de Bourget.

M. LAURIN: Mais jusqu'ici ce n'est pas à l'Opposition de présenter des projets de loi, c'est toujours aux ministres. A moins que vous ne vouliez changer la tradition et nous permettre de présenter des projets de loi, à ce moment-là je vous jure que nous serons à notre siège.

M. LEVESQUE: Je suis convaincu que le ministre de la Justice écoute, mais je doute que les six péquistes absents, sur sept, écoutent.

M. DEMERS: Ils sont au Forum.

M. LAURIN: Si nous faisons la comparaison avec les députés ministériels, je vois que la proportion n'est pas beaucoup plus élevée.

M. LEVESQUE: Ah! regardez les banquettes remplies de députés libéraux.

M. LAURIN: J'en compte à peu près 19.

M. LEVESQUE: Les autres Oppositions sont également bien représentées. Je me demande ce qui se passe dans le Parti québécois.

M. LAURIN: Pour le moment, j'en ai compté dix-sept ou dix-huit.

M. DEMERS: Ils sont allés trouver de l'ouvrage à Bourgault.

M. LE PRÉSIDENT (Pearson): Je me permettrai de dire au député de Bourget que le ministre de la Justice a été demandé au téléphone d'urgence. Alors, il est simplement en dehors de la Chambre pour quelques minutes.

M. LAURIN: Si M. le Président, invoque la...

M. LEVESQUE: Il est tout oreilles.

M. LAURIN: ... raison d'Etat, c'est une raison impérative à laquelle je me rallie.

Eh bien, M. le Président, il nous fait d'autant plus plaisir de nous rallier à ce projet de loi qu'il est inclus depuis les débuts dans le programme du Parti québécois. En effet, à la page 92 du programme du Parti québécois, édition 70, nous lisons la phrase suivante...

M. LEVESQUE: Le ministre de la Justice vous écoute.

M. LAURIN: Il me fait plaisir de répéter pour le ministre de la Justice que nous souscrivons d'emblée au principe de ce projet de loi et avec d'autant plus de plaisir qu'il fait déjà partie du programme du Parti québécois.

M. CHOQUETTE: On pige dans tous les programmes. Cet après-midi, c'était le programme du Ralliement créditiste; là, c'est vous.

M. DROLET: C'était vrai aussi. Le ministre l'a admis, c'était vrai.

M. LAURIN: A la page 92 de notre programme, nous lisons en effet qu'il faut adopter une loi pour l'indemnisation des victimes des actes criminels. J'avais, d'ailleurs, déjà eu l'occasion

de m'entretenir de ce sujet avec le premier ministre du Québec lorsqu'il a présenté à cette Chambre, à la fin de l'an dernier, le projet de loi no 53, accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte.

Dans les conversations que le premier ministre avait eues, à ce moment-là, avec les chefs de parti, je lui avais fait valoir que, même si nous étions tout à fait d'accord sur l'idée que le gouvernement accorde à la veuve de M. Pierre Laporte une pension à la hauteur des mérites rendus par son mari à la cause du Québec, nous préférons quand même une loi générale, en vertu de ce principe qu'il faut toujours préférer une loi générale à toute loi spéciale.

Le premier ministre avait, d'ailleurs, concouru tout à fait dans cette orientation.

Il nous avait promis, lors de ces conversations privées, qu'il profiterait de la première occasion pour annoncer l'intention du gouvernement de présenter, dans les plus brefs délais possibles, une loi générale sur le même sujet. Lorsqu'il a présenté son projet de loi no 53, le vendredi 18 décembre 1970, il disait: "Nous avons l'intention, dès la prochaine session, de présenter un projet de loi pour l'indemnisation des victimes du crime et couvrir des cas qui se présentent et dont M. Laporte peut être considéré comme l'un des exemples."

Ce à quoi j'avais répondu: "Nous avons dit, nous aussi, au premier ministre que le cas malheureux de M. Pierre Laporte n'était pas unique, qu'il y avait d'autres personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, dans la défense des libertés civiles, de l'ordre public, avaient eu à subir les mêmes coups du sort. Nous avons fait valoir qu'il convenait de profiter de cette occasion malheureuse pour étendre à d'autres familles placées dans des situations analogues, bien que moins éclatantes, les bénéfices d'une mesure qui s'impose depuis longtemps." Je terminais en disant: "Nous sommes heureux que le premier ministre ait retenu notre suggestion et qu'à toutes fins utiles il étende, par la déclaration qu'il vient de faire, à d'autres catégories de citoyens les avantages que nous consentons par ce projet de loi à la famille de Pierre Laporte. Ceci fait de cette loi particulière, de cette loi d'exception, une loi générale et c'est à ce titre que nous lui donnons notre entier appui."

Nous nous réjouissons donc de constater qu'à quelques mois d'intervalle le ministre de la Justice vienne consacrer, d'une façon définitive, la déclaration d'intention du premier ministre à la fin de l'année dernière. Nous approuvons donc entièrement et le principe du projet de loi et la plupart des modalités dont veut bien l'assortir le ministre de la Justice.

Enfin, nous n'avons pas tellement de critiques à présenter à l'endroit de ce projet de loi. Ce sont plutôt des questions qui nous sont restées présentes à l'esprit et dont nous voudrions nous entretenir avec le ministre de la Justice. Nous nous sommes demandé, par exem-

ple, si le quantum de dommages était réellement suffisant. J'ai bien entendu tout à l'heure les explications du ministre de la Justice lorsqu'il a dit qu'au fond les victimes des actes criminels profiteraient des mêmes avantages que les victimes des accidents du travail.

Or, vous savez, M. le ministre, qu'à plusieurs reprises, les victimes des accidents du travail se sont montrées sinon mécontentes, du moins insatisfaites des avantages qui leur étaient versés par la Commission des accidents du travail, non pas dans tous les cas, mais dans certains cas spéciaux.

Nous nous demandons si précisément dans le cas des victimes d'actes criminels, il ne pourrait pas se présenter une plus grande proportion de cas spéciaux que dans le cas des accidents du travail, étant donné les circonstances du délit qui font d'ailleurs l'objet de certains des articles du projet de loi.

D'ailleurs, M. le Président, le ministre, dans son projet de loi et dans son discours de présentation, n'a pas fait mention que certains régimes particuliers vont subsister pour les victimes des actes criminels, ne serait-ce, par exemple, que le cas de la veuve de l'ex-ministre Pierre Laporte.

Si, donc, certains régimes particuliers subsistent, ceci peut être une indication que le nouveau régime qu'instituera le présent projet de loi est peut-être insuffisant. Peut-être, dans les quelques heures qui sépareront la présentation de ce projet de loi de son adoption, le ministre pourrait-il faire une dernière réflexion sur le quantum qui sera accordé à ces victimes et peut-être trouvera-t-il qu'il faut l'augmenter dans une certaine proportion, à tout le moins pour certains cas spéciaux. C'est une question que je lui pose et une occasion que je lui offre d'une dernière révision avant l'adoption définitive de ce projet de loi.

Par ailleurs, le ministre nous a dit, avant la suspension des débats, que son ministère avait fait l'étude de plusieurs lois analogues qui existent dans les autres provinces et même dans les autres pays. Il nous a dit qu'après moult réflexions son ministère a décidé de confier l'administration de la présente loi à la Commission des accidents du travail et d'assujettir ces victimes aux conditions qui seront faites aux victimes des accidents du travail.

Je pense que les raisons qu'il a invoquées sont pertinentes, sont assez probantes et que probablement il a pris la meilleure solution. Nous nous demandons quand même si l'intervention du ministre dissipe tous les doutes que nous avons dans l'esprit sur un reste de confusion qui peut exister entre le judiciaire et l'administratif. Car, enfin, la Commission des accidents du travail en l'occurrence, aussi bien pour les accidents du travail que pour ces nouveaux accidents, peut quand même être considérée plutôt comme un organisme administratif alors que, dans les cas qui font précisément l'objet de ce projet de loi, nous entrons en

plein et presque toujours dans le domaine du judiciaire. Est-ce que toutes les précautions ont été prises pour que toute confusion, pour que toute difficulté soit écartée quant à l'application de la présente loi en ce qui concerne les rapports de l'administratif et du judiciaire?

Par exemple, on sait très bien qu'il ne reviendra pas à la commission de décider si tel acte est un acte criminel au titre de tel ou tel article du code pénal.

Lorsque le moment vient de fixer le montant de l'indemnité, ceci pourrait poser certains problèmes, car nous savons que le crime, aux termes de la loi, n'est pas supposé commis aussi longtemps que la preuve n'a pas été faite. Nous savons, en effet, qu'il y a une présomption d'innocence jusqu'à ce que la preuve du délit soit apportée. Dans le même ordre d'idées, on peut dire que l'intention matérielle dont parle le judiciaire peut s'avérer pertinente pour la condamnation de l'auteur d'un délit, mais elle n'est pas du tout pertinente lorsque nous nous intéressons plutôt à la victime et aux conséquences objectives qu'elle a eu à souffrir du délit.

En d'autres termes, M. le Président, la culpabilité d'un délinquant et l'indemnisation de sa victime sont d'ordre tout à fait différent. Je crois qu'il faudrait prendre toutes les précautions pour ne pas confondre ou, positivement, pour bien séparer ces deux ordres de considérations et surtout dans l'application qui peut en être faite.

Peut-être, ici, faudrait-il accorder une grande importance à la notion civile de la faute objective. Cette faute objective qui, au fond, est la seule qui nous intéresse lorsque nous parlons des victimes d'actes criminels.

En conclusion de cet ordre de pensées, je voudrais suggérer au ministre que peut-être la commission devrait pouvoir déterminer, surtout lorsqu'on se réfère aux articles 11 et 12, peut-être plus rapidement, et d'une façon plus absolue et en dernier ressort, des conséquences objectives, c'est-à-dire des dommages objectifs résultant pour la victime d'un acte délictueux.

Je ne dis pas que le projet de loi ne va pas jusqu'au fond de la question, ne la vide pas, mais, quand même, encore une fois, tout en accordant notre appui au principe, nous voudrions être sûrs que toute considération possible a été accordée à cette distinction qui nous apparaît nécessaire, essentielle entre ces notions de culpabilité et d'indemnisation, d'une part, et d'administration et de droit pénal, d'autre part.

C'est à peu près l'essentiel de notre préoccupation et nous espérons que, dans sa réplique, le ministre nous donnera des explications supplémentaires pour bien nous rassurer sur ce point et pour bien nous montrer, nous prouver que, dans l'application de la présente loi, on ne se heurtera pas à des obstacles, à des difficultés qu'on aurait pu éviter par une formulation plus claire, plus cartésienne, plus française.

Un dernier mot, enfin, M. le Président. Nous

remarquons que le projet de loi ne fait pas mention du ministre qui sera responsable de l'exécution de la présente loi. Lorsque habituellement nous instituons une régie, je pense, par exemple, à la Société de la baie James ou à certaines autres régies, dans le projet de loi un article dit que, si des questions ont à être posées au sujet des activités de telle ou telle régie, il faut s'adresser à tel ou tel ministre. Dans la présente loi, nous ne voyons aucun article qui nous dit, par exemple, à quel membre du gouvernement les députés de l'Assemblée nationale pourraient s'adresser, soit pour poser des questions en ce qui concerne l'administration de la présente loi ou encore pour formuler les plaintes ou des revendications ou même des représentations quant à son amélioration ou à son application. C'est là une autre suggestion que je fais au ministre espérant qu'il nous fournira de bonnes raisons pour cette omission ou encore qu'il nous dira que cette omission peut être corrigée.

En conclusion, nous nous réjouissons encore de la présentation de ce projet de loi. Nous y voyons une preuve de la progression de nos sociétés modernes et en particulier de la société québécoise. Nous nous réjouissons que tant d'injustices pourront ainsi être réparées, et ici nous voulons féliciter le ministre d'avoir fait sa loi rétroactive à un certain nombre d'années. Nous aurions même souhaité qu'elle soit davantage rétroactive car malheureusement ceux qui ont été victimes de ces actes criminels avant 1966 n'étaient pas moins méritants, n'étaient pas moins lésés que ceux qui ont eu ces accidents après 1966. Il est possible que des considérations juridiques ou financières aient forcé le ministre à poser ces restrictions. Nous les déplorons non pour en faire un reproche au ministre mais nous les déplorons pour ces victimes. Nous nous réjouissons quand même que la situation soit enfin réparée et qu'à cause de ce projet de loi notre société vient de faire un autre pas dans la voie de la civilisation.

M. LEVESQUE: Avez-vous besoin d'applaudissements?

M. LAURIN: Je peux toujours m'en passer!

M. LE PRESIDENT (Pearson): Le député de Maskinongé.

### M. Rémi Paul

M. PAUL: Avec toute la courtoisie qui se serait imposée dans les circonstances, j'aurais facilement cédé ma place à l'honorable Solliciteur général qui devrait intervenir dans ce débat...

M. FOURNIER: Ne commencez pas!

M. PAUL: ... parce qu'il s'agit d'une mesure législative très importante. Il s'agit d'une loi

dont le principe n'est pas nouveau, puisqu'il a déjà été reconnu à deux reprises différentes dans cette Chambre. M. le Président, ceux qui ont pu feuilleter les Débats des sessions précédentes ont pu constater sans aucun doute que ce principe d'indemnisation ou de compensation à l'endroit des victimes d'actes criminels avait été reconnu par la Chambre sur une motion qu'avait présentée l'honorable député de Saint-Louis en faveur et au soutien d'une aide ou d'un secours à l'endroit de deux veuves de pompiers décédés dans l'exercice de leur devoir, mais qui, pour une raison ou pour une autre, n'avaient pu bénéficier des avantages de la Loi des accidents du travail. Il s'agissait de Mme Taurazas et d'une dame Gauthier qui a convalu en seconde noces...

M. BLANK: Martin, d'Acton Vale.

M. PAUL: Martin... et qui, du même coup, a été privée de cette indemnité qu'avait revendiqué pour elle l'honorable député de Saint-Louis.

Alors que j'étais leader du gouvernement, c'est avec plaisir que nous avons accepté le principe de l'indemnisation des veuves des victimes de ces actes criminels. Et, dans des circonstances bien malheureuses, le présent Parlement est intervenu dans le cours de l'automne pour secourir la veuve et les enfants de notre collègue regretté, Pierre Laporte.

Voilà, M. le Président, qu'aujourd'hui le ministre de la Justice nous présente un projet de loi qui s'impose et qui existe dans certaines autres Législatures qui ont adopté le même principe de compensation et d'indemnisation en faveur des victimes d'actes criminels. Je dis que c'est une mesure sociale qui s'imposait. Malheureusement, je n'ai pu écouter les propos de l'honorable ministre de la Justice parce que j'étais retenu devant la commission parlementaire des Affaires municipales pour l'étude du projet de loi 48. Je suis sûr cependant que le ministre a reconnu que ce principe d'indemnisation avait déjà fait l'objet de recherches et d'études constantes de la part des hauts fonctionnaires de son ministère et je le félicite d'avoir pris l'initiative de généraliser le principe déjà reconnu d'indemnisation à l'endroit des victimes ou des dépendants des victimes d'actes criminels.

Je dis que cette mesure s'imposait. Il reste pour nous à apprécier le mode de compensation que l'on prévoit dans cette loi. Il me semble avoir entendu, à l'heure de la suspension de nos travaux, que le ministre de la Justice avait invoqué comme raison principale de l'administration de cette loi par la CAT l'économie d'un nouvel organisme qui, mis sur place, aurait imposé des dépenses de deniers publics assez importantes.

Il est dommage qu'à l'occasion de l'étude d'un autre projet de loi l'on n'ait pas reconnu le même principe de l'économie d'organismes nou-

veaux; peut-être irions-nous plus de l'avant avec le projet de la baie James. Je sais que je ne peux parler davantage. C'est tout simplement une comparaison que je faisais entre une déclaration de principe qu'aurait faite cet après-midi le ministre de la Justice et d'autres déclarations qui ont été faites autour d'un autre projet de loi.

Nous devons démarrer avec ce projet de loi. Il reste que les compensations prévues par la Commission des accidents du travail s'avèrent réellement insuffisantes dans certaines circonstances. C'est à nous, législateurs, d'apporter les modifications qui s'imposent sur la recommandation que pourra nous faire le dynamique président de la Commission des accidents du travail qui, avec l'aide des autres commissaires, pourra les signaler au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, celui-là qui est responsable du moins en partie, non pas responsable mais porte-parole de la politique de la Commission des accidents du travail dans cette Chambre, afin que nous adoptions des amendements à la Loi des accidents du travail qui, par ricochet, pourrait suppléer aux insuffisances ou aux carences que l'on puisse retrouver dans la présente loi.

Cette loi s'impose et nous devons nous réjouir de l'occasion qui nous est donnée d'indemniser ceux-là qui sont victimes d'actes criminels dans des circonstances où les victimes ont parfois exposé leur vie pour aider l'autorité policière dans l'exercice de ses fonctions.

Je sais que le porte-parole du parti Unité-Québec, l'honorable député de Missisquoi, a déjà déclaré sur cette question que nous étions en faveur du principe de ce projet de loi. Il va de soi que nous appuyons ce projet de loi, parce que nous-mêmes, alors que nous occupions les banquettes ministérielles, avons reconnu le principe de cette indemnité dans des cas d'espèce, mais avec la perspective d'adopter une loi de même nature que celle qui nous est soumise pour étude et adoption aujourd'hui.

Ce qui me frappe cependant dans cette loi, ce sont peut-être les avantages que pourront retirer les victimes d'accidents du crime en s'adressant au ministère des Affaires sociales plutôt qu'à la Commission des accidents du travail. Je ne dis pas dans tous les cas. Mais il arrivera dans certaines circonstances qu'une personne préférera ne pas se prévaloir de l'offre de compensation qui lui sera donnée par cette loi en négligeant de donner l'avis à la Commission des accidents du travail dans le délai de six mois prévu dans la loi pour se tourner vers le ministère des Affaires sociales afin de retirer une compensation plus généreuse et plus conforme à ses besoins et aux besoins de ses dépendants.

Dans la liste des infractions que l'on retrouve dans cette loi, il y a une énumération que je n'ai pas l'intention de condamner ou de discuter, mais ma curiosité a été frappée lorsque j'ai retrouvé comme étant une réclamation admissi-

ble le fait d'être victime d'un accident d'automobile.

Si ma mémoire est fidèle, j'ai retracé dans la liste des infractions, une compensation en faveur de la victime ou des dépendants d'une victime d'un acte criminel qui consiste plus précisément dans des "voies de fait commises au moyen d'un véhicule automobile", c'est à la page 8 dans la liste des infractions. Je me demande, M. le Président, si le ministre ou ses conseillers ont oublié un recours qui existe déjà par une autre loi, soit celle du fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile lorsqu'une personne est victime d'un accident d'automobile. Alors il s'avérera, M. le Président, qu'il y aura sans doute, lorsque la personne exercera son option, cession de droit, transfert de droit, subrogation de droit en faveur de la CAT. Mais d'un autre côté, je suis sûr qu'une victime d'un acte criminel commis avec un véhicule automobile aurait grandement avantage à s'adresser au fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile, même s'il y a une déduction de \$200 et même si la compensation maximale est de \$35,000 dans un cas d'espèce ou concernant une indemnité payable ou des indemnités payables consécutives à un même accident.

Peut-être le ministre pourra-t-il nous donner des explications ou des informations additionnelles lorsque nous étudierons ce projet de loi en comité plénier, mais disons qu'une lecture rapide de ce projet de loi m'a tout simplement forcé à m'interroger sur la nécessité ou l'opportunité ou la justification d'une telle insertion dans la liste des infractions qui donnent prise à une réclamation d'indemnités.

M. le Président, c'est une mesure sociale nouvelle qui s'imposait. Nous allons l'appuyer et nous allons essayer de la vivre avec les autorités en place. Je suis sûr que, à la lumière de l'expérience vécue après une certaine période de rodage, comme aimait si souvent répéter le président de la CAT, nous pourrions sûrement voir le ministre de la Justice nous apporter des amendements. Quand je parle du ministre de la Justice, je parle de l'avocat pratiquant, de l'avocat d'expérience, comme je l'ai toujours reconnu et non pas tout simplement comme un simple licencié en droit, parce que je ne sache pas que les licenciés en droit aient la compétence de plaider avec succès devant la cour Suprême, même si, quelquefois, on ose tenter une telle expérience.

M. le Président, nous allons appuyer le principe de ce projet de loi et je suis sûr que le ministre verra à discuter avec son collègue, ministre du Travail, de la nécessité d'augmenter les indemnités, les compensations fixées par la Loi des accidents du travail, à l'endroit des victimes d'accidents du travail. Et d'un autre côté, il serait indécent et injuste que les victimes d'actes criminels reçoivent plus ou davantage que les compensations versées aux victimes des accidents du travail.

M. le Président, nous retenons les déclarations qu'aurait pu faire le ministre, qui m'ont été rapportées par oui-dire. Je ne puis pas soutenir la version ou les propos qu'a tenus le ministre mais ce qui m'a frappé, c'est cette grande déclaration de principe que j'essaierai de retrouver, parce que nous pourrions l'utiliser à d'autres occasions, j'en suis sûr, que celle de l'économie qu'a voulu faire le ministre en se servant d'un organisme déjà en place plutôt que d'en créer un nouveau. Je comprends que le ministre voulait aller immédiatement à l'efficacité, à l'administration, à la mise en application de cette loi, plutôt que de mettre sur pied un nouvel organisme qui aurait été soumis à toutes les exigences, vu la lourdeur du fonctionnarisme actuel. J'espère que le ministre gardera l'entière responsabilité de l'administration de cette loi.

C'est trop important, c'est une arme trop dangereuse pour risquer de la mettre dans les mains de personnes inexpérimentées ou incompetentes. C'est pourquoi je n'ai aucun doute en ce qui concerne le ministre, même, comme le signalait cependant tout à l'heure le député de Bourget, si la loi est muette.

Quant au ministre qui devra rendre compte de cette administration, il découle de l'économie de la loi que c'est le ministre de la Justice qui répondra en Chambre de l'administration de cette loi. De grâce, que le ministre garde l'autorité administrative nécessaire si nous voulons que cette loi satisfasse aux principes visés par le même projet de loi.

M. LE PRÉSIDENT (Hardy): L'honorable député de Saint-Louis.

#### M. Harry Blank

M. BLANK: M. le Président, je veux seulement ajouter quelques mots à ce qui a été dit en cette Chambre à propos de ce bill. Premièrement, pour répondre un peu aux remarques du leader de l'Opposition officielle, le député de Maskinongé, c'est vrai qu'au mois d'avril 1969, après un débat ici en Chambre, finalement, lui et le gouvernement du temps ont appuyé ma motion et celle-ci a été adoptée unanimement. Mais, c'est seulement le principe qui a été adopté.

M. PAUL: Est-ce que mon honorable ami reconnaîtra que je n'étais pas ministre des Finances, cependant?

M. BLANK: D'accord, je veux bien. Quand je l'ai rencontré pour avoir des dollars et des cents pour ces femmes-là, la réponse a été: Cela ne dépend pas de moi, allez voir le ministre des Finances. Je suis allé voir le ministre des Finances et il a dit: Cela ne dépend pas de moi, allez voir le ministre de la Justice. C'est ainsi que cela s'est fait pendant toute l'existence du gouvernement de l'Union Nationale; des grands principes mais aucun cent, aucun dollar.

C'est seulement après l'élection de 1970 que le gouvernement libéral a pris l'affaire en main, a adopté l'arrêté en conseil et les femmes ont eu leur argent. De plus, j'ai de bonnes nouvelles pour la Chambre. Une des veuves, Mme Martin, s'est remariée même avec sept enfants. Elle n'est pas incluse dans la motion qui a été adoptée, mais c'est encore le Parti libéral qui a fait des amendements à la Loi de la police et ses enfants reçoivent maintenant de l'argent selon la Loi de la police. C'est toujours le Parti libéral qui essaie d'aider ces gens-là. On ne parle pas seulement de principes, nous autres, il y a de l'action aussi.

M. PAUL: L'honorable député me permettra une question?

M. BLANK: Certainement.

M. PAUL: Est-ce que l'honorable député de Sainte-Anne partage les mêmes vues que l'honorable député de Saint-Louis?

M. BLANK: Vous parlez du député de Sainte-Anne d'aujourd'hui ou de celui de 1969?

M. PAUL: Celui d'aujourd'hui.

M. BLANK: C'est toujours de l'action. Il a fait des déclarations, il parle comme un député libre, il dit ce qu'il pense et c'est comme cela que ça marche dans le Parti libéral. Je vous dis franchement...

M. LEVESQUE: Est-ce que Unité-Québec a le mandat de défendre les actions de l'Union Nationale?

M. PAUL: M. le Président, je crois que l'honorable leader parlementaire du gouvernement est mal placé pour parler de mandat avec les hypothèques dont il a été libéré un certain jour en cette Chambre.

M. BLANK: Parlons de...

M. LEVESQUE: Est-ce qu'on veut parler d'un ancien parti ou d'un parti actuel?

M. PAUL: Disons que c'était peut-être à l'occasion de la naissance éventuelle d'un parti.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. PAUL: Ecoutez, il me pose une question.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Pour la présidence, il s'agit d'un débat extrêmement hermétique. Je demanderais au député de Saint-Louis de poursuivre.

M. PAUL: Je suis surpris que vous ne soyez pas intervenu avant.

M. CARDINAL: M. le Président, quand c'est le député de Saint-Louis qui parle c'est vraiment hermétique parce qu'on ne comprend rien.

M. BLANK: Merci, merci. Je constate qu'il y avait une des veuves dans le comté du député de Bagot et il n'a pas levé un doigt pour l'aider, pas un doigt.

M. LACROIX: Il ne sait même pas de quel comté il est député.

M. CARDINAL: M. le Président, le député de Saint-Louis ignore une chose, c'est que j'étais membre du comité de législation lorsque ces faits se sont produits. Par conséquent, il parle en ignorance de cause.

M. BLANK: Je parle de la motion qui a été adoptée en Chambre en 1969, quand le député de Bagot était membre du gouvernement et du cabinet.

La veuve demeurait dans son comté, dans la ville d'Acton Vale et son nom a été ajouté à la motion à la demande expresse de l'ancien premier ministre Daniel Johnson, mais le député actuel de Bagot n'a jamais levé le petit doigt afin que cette dame reçoive son argent.

M. CARDINAL: M. le Président, je ne comprends plus rien. Le député de Saint-Louis devrait savoir que le député de Bagot qui s'appelait Daniel Johnson, premier ministre, est décédé le 26 septembre 1968 et que ce n'est qu'à compter du 4 décembre 1968 que j'ai été député. Nous n'avons jamais été députés tous les deux en même temps, j'étais membre du Conseil législatif.

M. BLANK: Exact.

M. CARDINAL: Il n'y avait peut-être pas d'avenir là-dedans, d'accord, mais quand même...

M. BLANK: Je voudrais informer le député de Bagot que la motion a été adoptée le 6 avril 1969 quand il était député. Dans mon discours, j'ai même mentionné son nom, je lui ai demandé son aide. J'ai eu son aide en principe mais pas en action.

M. CARDINAL: Mais oui, j'étais au comité de législation. Par conséquent, vous aviez mon aide non seulement en principe mais en action.

M. BLANK: Où était donc l'argent durant cette période d'un an?

M. CARDINAL: ... du ministre de la Justice et je me demande jusqu'à quel point vous êtes en train de l'aider.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!  
Le député de Saint-Louis.

M. BLANK: Je ne veux pas répéter toutes les paroles que j'ai dites en cette Chambre le 6 avril 1969 afin de soutenir la motion que j'y avais faite. La situation n'a pas changé. La loi était nécessaire à ce moment-là, l'Union Nationale n'a pas voulu l'adopter; maintenant, ici avec un gouvernement libéral nous sommes prêts à l'adopter. Nous voulons l'adopter, nous voulons nous rendre à l'action. Je termine mon discours, je veux de l'action.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre de la Justice. Je tiens à faire part à la Chambre que si l'honorable ministre de la Justice prend maintenant la parole, ceci mettra fin au débat de deuxième lecture.

M. CHOQUETTE: M. le Président, je voulais suggérer que nous allions en comité immédiatement. Je pourrai alors répondre aux questions qui ont été posées de l'autre côté.

M. LE PRÉSIDENT: La motion de deuxième lecture est-elle adoptée?  
Adopté.

M. LE SECRÉTAIRE ADJOINT: Deuxième lecture de ce bill. Second reading of this bill.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre de la Justice propose que je quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier. Cette motion est-elle adoptée?  
Adopté.

### Comité plénier

M. HARDY (président du comité plénier): A l'ordre, messieurs! Article 1.

M. PAUL: Le ministre de la Justice peut-il nous dire si une incapacité partielle permanente est couverte par le mot "blessure"? On parle de "lésion corporelle."

M. CHOQUETTE: Oui. Je crois que la réponse est catégoriquement oui.

Les incapacités temporaires ou permanentes sont prévues comme faisant partie de l'indemnité à être payée lorsque cela s'imposera.

M. PAUL: M. le Président, l'honorable ministre m'excusera si je n'ai pas vérifié le texte de la loi des accidents du travail. Est-ce que c'est la même définition du mot "blessure" que l'on retrouve dans cette loi?

M. CHOQUETTE: La Loi des accidents du travail ne contient aucune définition du mot "blessure". Maintenant, le député me permettrait-il, à cet article, de répondre à quelques-unes des questions qu'il a posées?

M. PAUL: Oui. C'est-à-dire que moi, je le permets, mais il reste à savoir si le président va le permettre.

M. LE PRÉSIDENT: Avec le consentement unanime des membres du comité, le président doit s'incliner.

M. CHOQUETTE: Le député de Maskinongé a mentionné l'interaction, si je peux employer ce mot, de la Loi d'indemnisation des victimes de la route par rapport à ce projet de loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels. Or, il va de soi...

M. PAUL: Remarquez bien, c'est par référence précise à la définition de la page 8.

M. CHOQUETTE: Oui, parce qu'à la page 8, on lit que l'article 244 du code criminel s'applique aux victimes d'actes criminels prévus à cet article.

L'article 244 du code criminel dit que les voies de fait commises au moyen d'un véhicule automobile sont un crime. Mais, je tiens immédiatement à signaler au député de Maskinongé que, s'il s'agit d'un accident d'automobile, même s'il y a négligence criminelle, je dis bien négligence criminelle, le bill 83, Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels, ne s'appliquerait pas à un tel cas justement parce qu'elles sont, par ailleurs, couvertes par la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile.

Je ne sais pas si je suis clair. Notre projet de loi actuel, en principe, ne couvre pas les victimes d'accidents d'automobile qui sont couvertes par la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile, excepté dans un seul cas qui est celui de voies de fait commises au moyen d'un véhicule automobile.

En effet, lorsqu'il s'agit de voies de fait commises au moyen d'un véhicule automobile, la police d'assurance, normalement, ne s'applique pas. Je pense que la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile ne s'appliquerait pas à un tel cas. Alors, le cas de voies de fait commises avec un véhicule automobile, c'est évidemment le cas où, par exemple, quelqu'un conduisant une automobile cherche délibérément à blesser quelqu'un en utilisant son automobile.

M. PAUL: Mais est-ce que cette même personne, cette victime n'aurait pas recours, en vertu de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile...

M. CHOQUETTE: Pardon?

M. PAUL: La victime d'un tel acte criminel aurait un recours possible, en vertu de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile, au fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile?



M. CHOQUETTE: Justement, lorsqu'il s'agit de voies de fait commises au moyen d'un véhicule automobile, je pense qu'on peut tenir pour acquis qu'un tel crime n'est pas couvert en vertu de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile. Par conséquent, il fallait le prévoir dans la loi actuelle.

M. PAUL: Est-ce que l'honorable ministre me permet de lui citer certains cas qui, peut-être, vont l'empêcher de soutenir davantage le principe qu'il vient de nous exposer? Un piéton, par exemple, est heurté et il y a un délit de fuite. La victime s'adresse au fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile et la victime est indemnisée. Elle est indemnisée et même ses dépendants sont indemnisés.

M. CHOQUETTE: Alors, ce cas-là n'est pas couvert par la loi actuelle, parce que tout ce que nous couvrons, en vertu de la loi présentement étudiée, ce sont des voies de fait. Pour qu'il y ait voies de fait, il faut qu'il y ait une intention, en somme, délibérées de heurter quelqu'un ou de le blesser à l'aide d'un véhicule automobile. Il ne s'agit pas simplement d'un cas de négligence ou d'un cas de faute...

M. PAUL: Il faut avoir un mens rea.

M. CHOQUETTE: Il y a un élément de mens rea pour que cela devienne des voies de fait.

M. LE PRESIDENT: Article 1, adopté. Article 2?

M. DUMONT: A l'article 2, si le ministre me le permet, il est bien dit: "Toute victime d'un crime ou, si elle est tuée, ses dépendants peuvent se prévaloir de la présente loi." Pourtant, à la page 2, à la note 2, dans les notes explicatives, il est bien dit: "Les dépendants d'une personne tuée depuis le 1er novembre 1966 dans les circonstances prévues au projet, s'ils sont dans le besoin."

Il me semble que cela porte à confusion. A l'article 2, on dit: Oui, ils peuvent se prévaloir. Dans les notes explicatives, je pense que cela peut laisser place à une interprétation.

M. LE PRESIDENT: Mais, pour les fins du règlement, je pourrais peut-être dire que, pour ce qui est de la loi, ce ne sont pas les notes explicatives qui valent; c'est le texte de loi.

M. DUMONT: Si, déjà, le ministre, en préparant le projet de loi, mentionne: "s'ils sont dans le besoin"; je me demande comment la loi sera interprétée.

M. CHOQUETTE: Non, mais je pense que le député permettra une brève réponse à son intervention. L'article 2 dispose de l'étendue du texte de loi pour l'avenir. A partir d'aujourd'hui, "toute victime d'un crime ou, si elle est

tuée, ses dépendants peuvent se prévaloir de la présente loi et bénéficier des avantages qui y sont prévus."

Maintenant, il y a une disposition rétroactive qui va jusqu'en 1966, et dans ce cas-là, nous exigeons des conditions quelque peu différentes de celles qui sont imposées à l'article 2 parce que nous ne voulons pas être inondés de réclamations. Je pense qu'on le comprendra facilement. C'est la raison pour laquelle la disposition rétroactive est plus limitée que la disposition qui s'appliquera pour l'avenir. Alors, c'est à l'article 24 que le député trouvera la disposition rétroactive, aux deuxième et troisième alinéas.

M. LE PRESIDENT (Hardy): Article 2, adopté.  
Article 3?

M. LAURIN: M. le Président, lors de mes observations en deuxième lecture, j'avais souligné la nécessité de séparer l'incidence administrative de l'incidence judiciaire du tort subi ainsi que la nécessité de distinguer la notion de culpabilité et d'indemnisation. J'en vois un exemple déjà à l'article 3 qui ne me paraît pas clair de ce chef. Par exemple, on essaie de définir la victime d'un crime qui doit se qualifier aux avantages accordés par le projet de loi en soulignant, au paragraphe a), qu'il faut réunir deux qualités: d'abord, l'acte ou l'omission, ce qui est l'actus reus, c'est-à-dire l'acte matériel, et deuxièmement, se produisant à l'occasion ou résultant directement de la perpétration d'une infraction, il faut prouver cela et c'est presque équivalent à prouver la mens rea. Donc, pour se qualifier comme victime d'un crime, pour cette loi qui sera administrée, à toutes fins pratiques, par la Commission des accidents du travail, il faut prouver deux choses: l'actus reus et le mens rea, même si l'objet de la loi porte uniquement sur la compensation pour des dommages objectifs subis.

Vous ne croyez pas, M. le Président, que la commission pourra avoir des difficultés, dans certains cas, à faire cette preuve? La preuve de l'actus reus n'est pas tellement difficile à faire après expertise. Mais il y a certains cas, comme par exemple dans les cas de négligence criminelle où il est extrêmement difficile, d'après la jurisprudence en tout cas, de faire la preuve du mens rea. S'il faut faire absolument les deux preuves pour se qualifier comme victime d'un crime, ceci peut amener des difficultés, des délais et parfois même non pas des dénis de justice mais des difficultés à bénéficier des avantages de la loi. C'est la raison pour laquelle, dans mon intervention de deuxième lecture, j'avais marqué la nécessité de bien distinguer les deux facettes afin de ne confier à la commission que la facette purement administrative et de lui faciliter la tâche, le plus possible, en l'éclairant sur ses fonctions.

M. CHOQUETTE: La question soulevée par le député de Bourget est tout à fait pertinente et je n'ai pas ignoré ses remarques dans son discours en deuxième lecture. Je voulais y répondre un peu plus tard mais puisqu'il soulève la question à ce moment-ci, j'attire tout d'abord son attention sur l'article 12 du projet de loi qui traite justement de l'intention criminelle. C'est-à-dire que nous pouvons indemniser quelqu'un pour un acte criminel, même si l'on est incapable de démontrer une intention criminelle de la part de celui qui est l'auteur du crime. Je vais donner un exemple. Admettons, par exemple, qu'un citoyen devienne fou et commette un meurtre. Il est évident que cette personne ne pourrait pas être condamnée au criminel, ne pouvant pas former un dessein criminel au moment de la commission de l'acte. Mais, nonobstant cela, le texte de loi, tel qu'il est rédigé, prévoit que la victime aura néanmoins un recours comme victime d'un acte criminel même en n'étant pas capable de démontrer l'intention criminelle ou le mens rea de la part de l'auteur du crime. Alors, c'est la raison pour laquelle la commission pourra faire abstraction du mens rea à l'occasion de la commission d'un crime et ainsi accorder une indemnité. Alors, je ne sais pas si...

M. LAURIN: Mais alors, M. le Ministre, pourquoi — en mathématiques, on sait que deux soustractions aboutissent à un signe plus — détruire par un article ce qui est ajouté par l'autre? Quelle est l'utilité de mettre deux paragraphes qui peuvent s'équivaloir ou rendre l'interprétation difficile?

M. CHOQUETTE: Non, c'est parce que le cas où on ne peut pas démontrer de mens rea, même s'il y a crime apparent, est plutôt l'exception par rapport à la généralité. Cette loi ne vise pas à indemniser les personnes de tout acte malencontreux qui peut leur arriver. Il va de soi qu'elle est plutôt rattachée à certains actes de violence qui sont décrits au code criminel dans un certain nombre d'articles. Par conséquent, il faut partir de cette base-là.

En droit criminel, en général, l'acte criminel comporte un élément très important qui est l'intention criminelle, l'intention de commettre le crime. Alors, je crois qu'il faut maintenir cette caractéristique de l'intention criminelle même jusque dans le projet de loi parce que ça caractérise les actes pour lesquels nous allons donner une indemnité. Mais ceci ne doit pas nous cacher, d'un autre côté, le point de vue qu'a exprimé le député de Bourget et, je pense, le député de Maskinongé, c'est qu'on peut se trouver devant un crime et là il est préférable, dans l'intérêt public, d'ignorer cet aspect du mens rea parce que le considérer ferait que cela nous empêcherait de donner une indemnité à celui qui peut en avoir besoin.

Alors, je crois qu'il est préférable, à cause de ces circonstances, de maintenir l'article 3 dans

sa rédaction actuelle, quitte à le discuter dans le détail si vous le jugez à propos, mais il faut donner quand même cette latitude à la commission de ne pas considérer la preuve de l'intention criminelle ou de la mens rea.

M. LAURIN: Mais je soumetts quand même au ministre que la correction que vient apporter l'article 12 au premier paragraphe de l'article 3 n'est que partielle. Elle ne s'applique qu'aux actes délictuels commis par des personnes qui sont légalement incapables de former un dessein criminel. Mais cela peut ne pas s'appliquer par exemple au cas que je mentionnais tout à l'heure où il s'agirait d'une négligence criminelle qui peut être le fait de quelqu'un qui est légalement capable d'assumer sa responsabilité, mais où la preuve de la mens rea serait extrêmement difficile à faire. Et la conséquence pourrait être de priver l'objet de cet acte des compensations auxquelles il aurait normalement droit.

M. CHOQUETTE: Même dans le cas de négligence criminelle, le facteur de la mens rea existe quand même. En général, on décrit la négligence criminelle comme une insouciance téméraire pour la vie et les biens d'autrui. Donc, c'est un état psychologique d'insouciance déréglée qui est considérée comme une intention criminelle.

M. LAURIN: Est-ce à dire de ce fait qu'il est légalement incapable de former un dessein criminel?

M. CHOQUETTE: Non, je ne dirais pas ça du tout. Mais n'oubliez pas que le texte de loi ne vise pas à couvrir toutes les négligences; si on était pour couvrir toutes les négligences par ce texte de loi, il faudrait fonder une immense compagnie d'assurances.

M. LAURIN: Comprenez que mon but est de ne pas mettre d'embarras indu dans les jambes de la commission au cas où à certains moments elle aurait besoin de procéder rapidement après avoir analysé toute la cause, mais elle se trouverait incapable à cause du paragraphe a) de montrer que la victime d'un crime est véritablement la victime d'un crime parce qu'à côté de l'actus reus il n'y aurait pas la mens rea dont la preuve doit être faite.

J'attire votre attention sur le fait que le paragraphe a) est libellé comme suit: "en raison d'un acte ou d'une omission d'une autre personne et se produisant..." Donc, il faut bien réunir les deux preuves.

M. CHOQUETTE: Oui, mais je ne sais pas si je peux ajouter à la discussion l'article 11 du texte qui dit: "La demande prévue à l'article 9 peut être formulée, qu'une personne soit ou non poursuivie ou trouvée coupable de l'infraction ayant causé des blessures ou la mort;..."

C'est-à-dire qu'on peut avoir des circonstances de fait où il est impossible de poursuivre la personne ou enfin on ne peut pas poursuivre la personne. Par conséquent, on ne pourrait peut-être pas réussir devant le tribunal criminel, mais néanmoins la loi aurait toute son application parce qu'on tomberait à l'intérieur du cadre de la loi qui est l'indemnisation de ceux qui ont été victimes d'un crime, que l'on puisse prouver le mens rea dans le cas précis ou non.

Le député, je pense, comprendra que si l'on devait écarter toute notion de mens rea et en somme en venir à indemniser des actes qui soient fautifs en droit civil, qui soient quasi délictueux, comme on dit, mais qui ne soient pas des crimes, la portée de la loi serait étendue beaucoup plus qu'elle ne l'est dans sa rédaction et dans son intention actuelles, au point qu'elle serait d'un coût extraordinaire parce qu'elle entraînerait le gouvernement à indemniser pour des choses qui ne peuvent être que des négligences civiles ou des négligences qui ne sont pas de nature criminelle.

M. LAURIN: Mais est-ce que le ministre peut m'assurer que la Commission des accidents du travail possède toute la compétence et les instruments pour pouvoir faire cette preuve: C'est là que je garde mes doutes.

Est-ce que le ministre peut m'assurer, s'il est nécessaire de continuer à parler de mens rea dans ce paragraphe, que la Commission des accidents du travail possède vraiment les pouvoirs, les instruments, les compétences pour y arriver?

M. CHOQUETTE: Il faut parler d'une mens rea parce qu'en général les actes à l'égard desquels nous allons indemniser les victimes sont des actes de nature criminelle, donc il faut les caractériser. Et une des caractéristiques essentielles d'un acte criminel, c'est la mens rea.

Mais nous faisons une exception. Même si dans un cas particulier on ne peut pas prouver la mens rea et donc obtenir la condamnation de l'accusé au criminel, nous allons quand même faire abstraction de ce facteur, parce que les agissements de l'auteur du crime comporteraient la mens rea s'il avait la capacité mentale de le commettre. Je ne sais pas si le député me saisit.

M. LAURIN: Mais quand même, pour tes fins que poursuit la commission, est-ce que l'actus reus ne constitue pas une preuve déjà suffisante? Je vais poser la question autrement: Qu'est-ce qui serait enlevé à l'utilité de votre projet de loi si vous enleviez ces phrases: "...en raison d'un acte ou d'une omission d'une autre personne..." enlever le reste, "...dont la description 'Correspond aux actes criminels énoncés à l'annexe'? Qu'est-ce que cela pourrait enlever à votre projet de loi?

Si vous enleviez tous les mots après: "une autre personne jusqu'à 'dont la description'..."

En somme, si vous enleviez les mots "et se produisant à l'occasion".

M. CHOQUETTE: On attire mon attention sur le fait que la suggestion du député serait encore plus étroite que la rédaction actuelle de l'alinéa a) de l'article 3.

M. LAURIN: Elle ne laisserait subsister que l'actus reus dont il s'agirait de faire la preuve.

M. CHOQUETTE: Elle laisserait subsister la notion de crime encore plus que la rédaction actuelle qui ne parle que "d'un acte ou d'une omission d'une autre personne et se produisant à l'occasion ou résultant directement de la perpétration d'une infraction dont la description correspond aux actes criminels énoncés à l'annexe de la présente loi".

M. LAURIN: Mais je garderais "dont la description".

M. BLANK: Je peux peut-être donner un exemple au député de Bourget, comme avocat et législateur. Prenons la première description d'une offense dans la liste: "participation à une émeute": Prenons une émeute comme celle de vendredi soir. Il y a une personne qui n'a pas pris part à cette émeute et qui a été frappée d'un bâton lancé par quelqu'un. On ne peut pas prouver une mens rea de telle ou telle personne, mais il y a un crime qui a été commis suivant l'annexe et la personne sera indemnisée suivant l'article 11, parce que même si on ne peut pas prouver qu'il a commis ce crime, elle sera couverte.

De même avec la deuxième: "78, manque de précaution suffisante...". Ce n'est pas exactement comme "79: causer intentionnellement des lésions corporelles... au moyen de substances explosives." Pour 78, c'est un manque de précaution, ce n'est pas exactement la mens rea. L'article dans la loi ne demande pas la même mens rea à 78 qu'à 79, mais c'est un crime couvert par le code criminel.

Et même si on ne peut pas prouver exactement la mens rea, c'est couvert ici. Et l'article 11 donne à la commission le droit de faire ça. "Même si on ne peut pas prouver que telle ou telle personne a eu l'intention de commettre tel ou tel crime. Mais il y a un crime qui a été commis ou un acte de négligence criminelle qui a été commis qui est couvert par l'annexe. Cela veut dire que la personne a droit à sa compensation."

M. PAUL: Est-ce que le ministre peut nous dire quel est le mécanisme ou la procédure nécessaire pour mettre en branle la recevabilité d'une réclamation en indemnité? Je ne parle pas du paiement ou de l'acceptation d'une réclamation. Je prends un exemple: supposons que mademoiselle X se prétend victime d'un viol. Alors, elle s'adresse à la Commission des accidents du travail. Avec la lenteur de nos tribunaux — heu-

reusement que ça se corrige aujourd'hui — le procès se déroule. L'accusé est acquitté. A partir de quand la réclamation de cette prétendue victime d'un viol sera-t-elle considérée par la Commission des accidents du travail? Quel est le minimum de preuves qu'exigera la Commission des accidents du travail pour considérer ou recevoir cette réclamation? Quel sera le mécanisme? Sans donner la liste de tous les crimes, par exemple, dans un cas de meurtre, est-ce que le verdict du coroner sera un élément de preuve acceptable par la Commission des accidents du travail pour recevoir une réclamation des dépendants de la victime et qu'advient-il si, au procès, l'accusé est acquitté?

M. CHOQUETTE: D'abord, le délai pour déposer une demande de réclamation est de six mois, à partir de la commission d'un crime.

M. PAUL: Oui, mais, justement, comment interpréter qu'un crime a été commis avant que les tribunaux en aient disposé?

M. CHOQUETTE: Bon, il y a une disposition à l'effet que, si une personne a déposé une demande de réclamation dans les six mois et si le procès pour crime s'étend au-delà de la période de six mois, la commission peut suspendre sa décision sur l'indemnité tant et aussi longtemps que le crime n'aura pas été jugé par le tribunal criminel. Il y a également une disposition stipulant qu'une fois qu'il y a jugement d'un tribunal criminel à l'effet qu'un crime a été commis, ceci est une preuve concluante de la commission d'un crime.

Par conséquent, ça règle le problème de la preuve devant la commission. Mais il se peut aussi que l'accusé soit acquitté au criminel. Il peut y avoir des multiples raisons pour lesquelles l'accusé peut être acquitté, même si, en fait, il y a commission d'un crime.

M. BLANK: Consentement de la jeune fille.

M. CHOQUETTE: Le député de Saint-Louis parle, par exemple, du consentement de l'intéressée au cas de viol. De toute façon, même s'il devait y avoir un acquittement, ceci n'est pas une défense absolue à l'indemnisation de la victime, parce que, premièrement, on a vu qu'on peut mettre de côté la mens rea et, deuxièmement, la commission peut procéder à une audition. Si elle arrive à la conclusion que, même malgré un acquittement, il y a eu commission d'un crime tel que décrit au sens de la présente loi, elle peut très bien accorder une indemnité et ceci après jugement de la part du tribunal criminel.

M. PAUL: Est-ce qu'il n'y a pas de danger, à ce moment-là, que les conseillers du ministre de la Justice... Je ne parle pas du ministre actuel; je ne parle pas du député d'Outremont. Disons, par exemple, que le prévenu est acquitté à

l'enquête préliminaire et qu'on décide, quand même, de porter une plainte contre cet individu ou qu'on préfère procéder par "preferred indictment". Est-ce qu'il n'y a pas un risque, à ce moment-là, que les fonctionnaires du ministre — c'est clair que ce ne sera pas le ministre qui va aller contester devant la CAT la recevabilité ou non de la réclamation qui a été produite — ou ses conseillers se présentent devant la CAT et fassent une opposition quant à la recevabilité ou à l'admission de la demande d'indemnité basée sur cette loi soit de la part de la victime ou de la part de ses dépendants?

M. CHOQUETTE: Après un acquittement...

M. PAUL: Après un acquittement.

M. CHOQUETTE: ... ou après une libération?

M. PAUL: Aux différentes étapes ou différents stades de notre mécanisme de procédure criminelle.

M. CHOQUETTE: C'est toujours possible. Le risque que signale le député de Maskinongé existe toujours, comme il se peut très bien que le ministre de la Justice, en vertu des pouvoirs...

M. PAUL: D'intervention directe.

M. CHOQUETTE: ... qu'il a de s'opposer à certains paiements en vertu de cette loi, le fasse d'une façon intempestive. Ce n'est pas lui qui prendra la décision définitive, c'est la Commission des accidents du travail qui, après avoir entendu les représentants du ministre de la Justice, décidera, en définitive, s'il y a lieu d'avoir des indemnités en vertu...

M. PAUL: Il n'y a pas d'appel?

M. CHOQUETTE: Non, il n'y a pas d'appel.

M. PAUL: C'est un tribunal de dernier ressort.

M. CHOQUETTE: Oui.

M. LAURIN: M. le Président, en réponse à mon argumentation, le ministre de la Justice attire mon attention sur l'article 12 qui, je l'avoue, constitue une réponse partielle à mon objection. Est-ce que le ministre ne pense pas que la réponse pourrait être totale si l'article 12, au lieu de dire simplement "qu'une personne soit légalement incapable de former un dessein criminel," disait simplement: le fait qu'une personne n'ait pas formé un dessein criminel? Là, ça pourrait tenir compte de toutes les éventualités et ça pourrait tirer, à la commission, une épine du pied quand elle sera appelée à définir la victime d'un crime. Là, elle pourrait se référer à l'article 12 et l'acceptation

serait à ce point générale qu'elle pourrait ne pas être embarrassée dans sa définition d'une victime de l'acte criminel.

Au lieu de restreindre cela au fait que la personne soit légalement incapable, si on disait simplement: qu'elle n'ait pas formé un dessein criminel, cela donnerait beaucoup plus de latitude à la commission pour définir la victime d'un acte criminel dans les cas où cela s'avère extrêmement difficile. Je suis bien sûr que le ministre, avec l'expérience juridique qu'il a, connaît de ces cas où la définition de la mens rea a posé beaucoup de difficultés. Bien sûr, dans les cours civiles ou dans les cours criminelles, elles sont là pour cela, il y a argutie, il y a plaidoirie de part et d'autre.

Comme on est dans un domaine plutôt administratif, où il s'agit d'accorder des compensations à des victimes qui, souvent, n'ont pas le temps d'attendre ou qui s'estimeraient grandement lésées si elles ne pouvaient pas profiter des avantages de la loi, il me semble qu'il faut plutôt mettre les avantages du côté de

Peut-être que cette légère modification de l'article 12 serait suffisante pour permettre à la commission d'avoir les coudées plus larges.

M. CHOQUETTE: Il me semble que si on fait abstraction complètement de la mens rea, si le député me permet, à ce moment-là, on tombe dans un système où n'importe quel acte qui, à sa face même, peut être interprété comme un acte criminel, donnerait ouverture à une indemnité en faveur de la victime.

Je vais donner un exemple. Prenez le cas, dont nous avons déjà discuté, des voies de fait commises au moyen d'un véhicule automobile. Je ne suis pas un spécialiste de cet article-là dans le code criminel, mais je présume que cet article-là, dans le code criminel, veut dire que, si une personne forme le dessein de causer des blessures corporelles à une autre personne en utilisant une automobile, elle se rend coupable du crime décrit à l'article 244. Si on devait suivre le raisonnement du député de Bourget à sa limite, n'importe qui, qui aurait causé des blessures corporelles à une personne avec une automobile, étant donné qu'on ferait abstraction de la mens rea, c'est-à-dire que n'importe quelle situation de cette nature pourrait trouver sa place à l'intérieur de la définition de l'article 244, vu que vous auriez fait abstraction de la mens rea qui est l'utilisation de la voiture pour la commission d'un crime.

Par conséquent, on ferait entrer toutes les infractions commises avec une automobile, toutes les fautes civiles commises avec une automobile sous l'empire de cette loi.

Je tiens à le réitérer, l'objet de cette loi n'est pas d'indemniser des personnes pour les dommages subis à l'occasion de toutes espèces de négligence, de faute civile ou de circonstances de toute nature, cela a une portée plus limitée. Le projet de loi vise à protéger les victimes

d'actes criminels commis. Nous avons élargi quelque peu le contenu des actes criminels lorsqu'une mens rea est prévue ainsi que je l'ai mentionné tout à l'heure à l'article 12, par exemple le cas de la folie ou le cas du mineur qui serait incapable de former un dessein criminel, donc qui ne pourrait pas être condamné en vertu du code. Mais pour donner un avantage supplémentaire aux victimes d'actes criminels, nous avons dit: Nous allons faire abstraction des cas des personnes qui sont légalement incapables de former en dessein criminel.

Je crois que le député est bien intentionné mais que, si nous devions suivre sa suggestion, le coût de l'administration d'une telle loi risquerait d'être complètement hors de proportion avec les moyens du gouvernement actuel.

M. LAURIN: M. le ministre, je ne suis pas tout à fait sûr que votre interprétation soit juste en ce sens que, même si on enlevait les quelques mots dont j'ai parlé, il resterait quand même: En raison d'un acte ou d'une omission d'une autre personne dont la description correspond aux actes criminels énoncés à l'annexe de la présente loi. Ceci est quand même restrictif par rapport à cette généralisation dont vous faisiez état dans votre intervention.

C'est déjà une restriction que cette énumération des actes criminels. Il y a aussi le bon sens de la commission.

M. LE PRESIDENT: Est-ce que l'article 3 est adopté?

M. LAURIN: Le ministre réfléchit. De toute façon, M. le ministre, je suis prêt à laisser les choses en l'état et...

M. CHOQUETTE: Me Dufour, qui est à côté de moi, me signale que sur ce point nous avons suivi le texte qui se trouve au projet des commissaires à l'uniformisation des lois. Je pense que le député comprendra que ce texte a été très approfondi par ceux qui l'ont fait et je serais très hésitant à faire abstraction, autant que lui le voudrait, de l'idée de mens rea parce que je crains que ça nous amène dans de trop nombreuses réclamations auxquelles nous ne pourrions pas faire face à cause de la situation, à cause de nos disponibilités financières.

M. LAURIN: M. le Président, nous creuserons cette référence que vous nous indiquez.

M. CHOQUETTE: Oui.

M. PAUL: Une courte et dernière question, M. le Président, sur l'article 3. On réfère à l'annexe de la présente loi et je voudrais poser une question au sujet de l'annexe. Est-ce que les légistes ont tenu compte de la nouvelle codification, du nouveau numérotage du code criminel afin d'éviter l'imbroglio auquel ont dû faire face

tous nos juges de la cour des Sessions de la paix pendant l'été? Je n'ai pas vérifié, je n'ai pas le nouveau code criminel devant moi.

M. CHOQUETTE: Ce sont les nouveaux numéros.

M. PAUL: Très bien.

M. LE PRESIDENT: Article 3, adopté. Article 4?

M. PAUL: Quelle sorte de preuve allons-nous exiger pour établir que les personnes dépendant de la victime vivaient entièrement ou partiellement du fruit du travail de la victime?

M. CHOQUETTE: C'est une question de preuve pour la commission...

M. PAUL: ... de preuve ordinaire.

M. CHOQUETTE: ... de preuve ordinaire, même de preuve plus facile que la preuve ordinaire.

M. PAUL: Parce que c'est un principe de droit nouveau. C'est un principe nouveau de droit.

M. CHOQUETTE: On me dit que c'est déjà le texte de la Loi des accidents du travail.

M. PAUL: Ah! c'est déjà le texte de la Loi des accidents du travail.

M. LE PRESIDENT: Article 4, adopté. Article 5?

M. LAURIN: J'aurais une question à poser au ministre sur l'article 5. A supposer, par exemple, que quelqu'un soit frappé par un conducteur en état d'ébriété avancé et qu'il s'estime lésé, à quel organisme est-il mieux de s'adresser? Au fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile ou à cette commission en vertu de la présente loi?

M. CHOQUETTE: Au fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile.

M. LAURIN: Mais est-ce qu'il y a quelque chose dans la loi qui pourrait informer le citoyen de cette préférence que vous manifestez?

M. CHOQUETTE: C'est non seulement une préférence, c'est que la conduite d'une automobile en état d'ivresse n'est pas un des crimes couverts dans l'annexe.

M. LAURIN: D'accord.

M. LE PRESIDENT: Article 5, adopté?

M. PAUL: M. le Président, à l'article 5,

deuxième paragraphe: "Il peut en outre être accordé à la mère qui pourvoit elle-même à l'entretien d'un enfant né par suite d'un viol une rente mensuelle d'un montant que détermine la commission..." Est-ce que l'on ne prendra pas les barèmes déjà existants ou si nous allons laisser la commission statuer dans chaque cas d'espèce pour verser une rente mensuelle à la mère d'un enfant né comme conséquence d'un viol?

M. CHOQUETTE: C'est que dans le cas d'un enfant né comme conséquence d'un viol, à la mère duquel on paie une rente pour l'entretien de l'enfant, il va de soi que la Loi des accidents du travail et les tables des accidents du travail ne prévoient absolument rien dans ce domaine.

M. PAUL: La loi et les tables de la Commission des accidents de travail prévoient une indemnité payable à une veuve ou à une mère avec un enfant.

M. CHOQUETTE: Oui. C'est la raison pour laquelle je présume que la commission aurait recours à ces barèmes habituels dans un cas comme celui-là.

M. PAUL: Comme guide, peut-être.

M. CHOQUETTE: Oui, comme guide, justement.

M. PAUL: Mais chaque cas sera à la discrétion, peut-être pas absolue, mais suivant le bon jugement de la commission et il s'établira des us et coutumes et une espèce de jurisprudence administrative dans des cas d'espèce.

M. CHOQUETTE: Oui. Là, j'imagine que, s'il s'agissait de donner une indemnité pour le soutien d'un enfant à la mère qui, en fait, fait vivre cet enfant résultant d'un viol, la commission, à mon sens, tout naturellement va adopter les mêmes barèmes pour le soutien des enfants de ceux qui sont décédés au cours d'accidents du travail.

M. PAUL: Adopté, M. le Président.

M. CLOUTIER (Montmagny): M. le Président...

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Montmagny.

M. CLOUTIER (Montmagny): ...depuis un certain moment, j'écoute le ministre de la Justice et l'ancien ministre. On parle de barèmes. Le ministre vient de dire que la Commission des accidents du travail, sur certains points, n'avait pas de barèmes bien définis. Ce sont plutôt des points de repère qui pourraient servir à payer des rentes. D'autre part, on parle de rentes. Ma question est celle-ci: Est-ce que, dans l'étude de ce projet de loi, il y a eu une certaine

communication avec le ministère des Affaires sociales? Etant donné qu'il est question de rentes, qu'il est question de barèmes, qu'il est question d'indemnisation, est-ce qu'il y a eu une certaine consultation avec le ministère des Affaires sociales afin de voir si le projet de loi ne pourrait pas déjà tenir compte des avantages que procurent les lois de sécurité sociale ou les lois d'aide sociale?

M. CHOQUETTE: M. le Président, je dois dire qu'il n'y a pas eu de communication formelle avec le ministère des Affaires sociales parce que, dans le cas actuel, nous avons choisi, au départ, de nous diriger vers une forme d'indemnisation qui serait similaire à celle des accidents du travail. Maintenant, le député de Montmagny sait que la Commission des accidents du travail a une expérience très longue en matière d'indemnisation, à la fois de personnes blessées et de dépendants de personnes décédées.

A la Commission des accidents du travail, on prend en considération le revenu de la victime jusqu'à un plafond maximum de \$6,000 par année. On me dit qu'il est possible que ce plafond soit élevé dans un avenir rapproché, sans que ceci soit un engagement de la part de la commission. Mais on me dit que c'est possible. Alors, le plafond pourrait être augmenté, ce qui aura pour effet d'accroître les indemnités qui peuvent être versées aux personnes qui gagnent plus que le maximum actuel de \$6,000.

Il y a, d'une part, la considération du salaire. Deuxièmement, dans le cas de personnes blessées, on doit tenir compte du pourcentage d'incapacité partielle ou permanente. Alors, sur ce point, il y a des tables bien établies: par exemple, pour la perte de l'ouïe, la perte de la vue, la perte d'un bras, la perte d'une jambe. Toutes ces blessures ont fait l'objet de longues études dans toutes les commissions des accidents du travail de l'Amérique du Nord, par des médecins et des spécialistes. On est arrivé, aujourd'hui, à certaines tables qui sont d'une précision assez grande en matière de pourcentage d'incapacité.

Il est extrêmement facile, avec le chiffre du revenu et le pourcentage de l'incapacité, de faire le calcul par une espèce d'équation qui est assez simple, en somme, et de fixer le montant de l'indemnité payable à une victime d'un crime pour des blessures corporelles, en y ajoutant, évidemment, la perte de salaire durant la période d'incapacité totale temporaire, parce qu'on sait qu'au début d'un accident il y a toujours une période d'incapacité totale temporaire.

Au fur et à mesure que la condition de la victime s'améliore, ça devient une incapacité partielle permanente et c'est le résidu définitif, ce qui en somme ne peut pas être guéri par la convalescence de la victime. Et en ajoutant finalement les dépenses et les frais encourus, perte de salaires.

Alors ceci dit pour un blessé. Pour les dépendants, comme je l'ai dit en deuxième lecture, il y a également des barèmes adoptés à la Commission des accidents du travail, tant pour la veuve, tant pour les enfants à charge, etc. et on peut très facilement calculer l'indemnité qui est payable.

La question du député importerait pour des gens qui seraient sur l'assurance sociale ou qui auraient droit de bénéficier de l'assurance sociale, mais notre projet de loi ne s'adresse pas seulement à des personnes qui ont droit de bénéficier de mesures sociales, il s'applique en général.

M. CLOUTIER (Montmagny): D'accord. Je sais que le ministre avait le choix entre rattacher l'application de ce projet de loi à un organisme qui existe déjà ou en créer un nouveau. Cela aurait pu aussi bien être le régime de rentes, il y a des implications avec celui-ci. A l'article 5, il y a aussi, pour un enfant né à la suite d'un viol, une rente qui sera payée à la mère. Alors les tables du régime de rentes auraient pu aussi bien s'appliquer dans un cas comme ça. Table pour table, je pense bien qu'il doit y avoir probablement équivalence à un moment avec les indemnités qui auraient pu être payées en vertu de cette loi. Mais, je comprends, le ministre a retenu l'option de la Commission des accidents du travail parce qu'il y avait beaucoup de parenté entre la clientèle qui sera servie par ce projet de loi et celle déjà servie par la Commission des accidents du travail.

Mais je voudrais faire remarquer au ministre que dans l'administration, une fois que cette loi sera en application, de toute façon le lien devra être fait avec le ministère des Affaires sociales parce que beaucoup de victimes du crime dont les blessures sont couvertes par la loi font appel en priorité à la Loi de l'aide sociale. En attendant que les procédures soient faites, que les jugements soient rendus, que la Commission des accidents du travail se soit prononcée sur la recevabilité, il faudra qu'un organisme les aide. Alors la Loi de l'aide sociale permet d'aider, mais toujours à la condition qu'il y ait remboursement au ministère des Affaires sociales si une indemnité suffisante était accordée pour pourvoir à tous les besoins de la famille.

Je pense qu'il faudra qu'un lien administratif soit établi avec la Commission des accidents du travail. D'ailleurs, le lien sera peut-être plus étroit qu'on ne le pense, puisqu'il est rumeur que la Commission des accidents du travail soit un jour rattachée au ministère des Affaires sociales. A ce moment-là, il n'y aura pas de complications puisque l'intégration sera parfaite. Du moins, c'est ce qu'on entend dire.

M. CHOQUETTE: Je prends bonne note des observations du député de Montmagny.

M. LE PRÉSIDENT: L'article 5 est adopté?

M. LOUBIER: Si vous me le permettez, M. le Président. A l'article 5 concernant un enfant né par suite d'un viol, est-ce que le ministre pourrait nous dire sur quels critères on basera cette rente mensuelle, parce qu'il n'y a aucun antécédent à la Commission des accidents du travail, dans un cas comme celui-là, un cas d'exception assez rare, si ce n'est pas un pléonasme qui choque l'oreille du ministre? Est-ce qu'on s'en rapportera à des quantums établis par les tribunaux civils pour définir la rente mensuelle qui sera accordée?

Je vois la Commission des accidents du travail devant un cas comme celui qui est mentionné dans l'article 5, deuxième paragraphe, et je me demande sur quoi elle va se baser pour établir cette rente mensuelle dans ce cas donné.

M. CHOQUETTE: Je crois que la Commission des accidents du travail, dans un cas comme celui-là, devrait considérer le cas d'un ouvrier qui est tué alors qu'il est au travail et qui laisse une femme et un enfant. On sait qu'à ce point de vue là l'expérience de la Commission des accidents du travail est très considérable. Elle a des tarifs et des barèmes établis pour ce genre de choses. Ils vont donner une indemnité identique, parce que tout l'esprit de la loi est de rendre identiques les indemnités qui sont versées tant aux victimes du crime qu'aux victimes d'accidents du travail.

M. CARDINAL: Je m'excuse, la réponse du ministre est très fine, je l'avoue, mais comment voulez-vous que l'on puisse comparer — c'est paradoxal ce que le ministre a dit — la mort de quelqu'un avec la naissance de quelqu'un pour établir une indemnité? Quand même! Il n'y a jamais eu aux Accidents du travail des accidents qui soient un viol.

M. CHOQUETTE: Je le sais très bien; je l'ai reconnu tout à l'heure. Le député de Bagot aurait dû être ici plus tôt, parce que, tout à l'heure, j'ai dit qu'il était évident...

M. LOUBIER: Il était ici, il était à une autre banquette.

M. CHOQUETTE: ... que j'avais vu un cas d'enfant né d'un viol, à la Commission des accidents du travail. Mais ça n'est pas le cas comme tel qui nous intéresse, c'est comment lui donner une indemnité, quelle indemnité lui donner dans le cadre des accidents du travail.

M. CARDINAL: C'est exactement la question que le chef d'Unité-Québec et moi-même avons posée, ce n'est pas le cas du viol en soi, c'est la façon d'établir le quantum à partir de critères, à partir de traditions, à partir de jurisprudence, à partir de cas concrets qui se sont déjà produits.

M. CHOQUETTE: Oui, mais je pense que dans le cas actuel il serait très facile pour la commission d'être fixée, parce qu'on a simplement à prendre le chiffre que l'on donne pour les enfants qui sont dépendants d'un père qui décède, et on applique exactement le même chiffre à un enfant né d'un viol.

M. CARDINAL: D'accord, le ministre nous le dit ce soir, rien dans la loi ne nous le garantit.

M. CHOQUETTE: M. Dufour me dit que la mère, évidemment, a un recours à la suite d'un viol, elle a un recours personnel pour se faire indemniser des blessures ou des frais qu'elle peut encourir à la suite d'un viol comme celui-là.

M. CARDINAL: ... dommages personnels...

M. CHOQUETTE: Alors c'est son cas à elle, mais l'enfant, lui, n'a pas de recours comme tel.

M. CARDINAL: Non.

M. CHOQUETTE: Je veux dire, il est là un peu comme suspendu, nous habilitons la commission à donner à la mère ou à celle qui prend la place de la mère un montant pour tenir lieu des frais d'entretien de cet enfant.

M. CARDINAL: Mais attendez un peu. C'est vrai que j'étais ici tantôt, mais je n'ai pas été ici continuellement. Est-ce que votre réponse veut dire que les recours civils habituels en matière de viol, vous en avez parlé, d'ailleurs, ce soir, sont suspendus par l'adoption de cette loi lorsqu'elle sera adoptée, parce que c'est une loi d'exception? En d'autres mots, est-ce que cette loi vient enlever les recours reconnus au droit civil?

M. CHOQUETTE: Non, à ce point de vue-là, le projet de loi suit exactement la philosophie de la Loi des accidents du travail telle qu'elle existe actuellement, c'est-à-dire que la victime a le choix soit de réclamer auprès de la commission et exercer un recours civil sûr pour le surplus contre l'auteur du crime, ou soit de procéder directement contre l'auteur du crime, en faisant abstraction complète de la commission. Alors nous lui ouvrons les deux avenues à son choix. Ceci est tout à fait conforme aux articles, je pense...

M. CARDINAL: D'accord.

M. CHOQUETTE: ... de la Commission des accidents du travail.

M. CARDINAL: Je ne demande pas au ministre d'aller plus loin parce qu'à la première lecture, dans ses notes explicatives, il avait déjà souligné ce choix qu'ont les victimes.



M. CHOQUETTE: Maintenant, il faut...

M. CARDINAL: Seulement, une fois que le choix est fait, la personne aura fait son lit et si elle ne sait pas ce que les accidents du travail vont lui donner, elle aura à établir ce que lui donnerait un recours civil. Et on ne parle pas du recours criminel qui, lui, serait la base du recours civil ou la base du recours à cette loi. Dans le cas de viol, évidemment, il faudrait d'abord l'établir, il faudrait d'abord qu'il y ait jugement en cour criminelle. Le ministre est d'accord là-dessus. Là, la personne...

M. CHOQUETTE: Oui, en gros, mais il peut y avoir une indemnité en cas de viol sans qu'on prouve le viol.

M. CARDINAL: Attendez un peu. C'est une affirmation qui me surprend. Il peut y avoir indemnité en cas de viol sans que l'on prouve le viol?

M. CHOQUETTE: C'est-à-dire qu'on ne prouvera pas nécessairement la commission d'un viol et on ne fera pas nécessairement condamner quelqu'un comme coupable de viol. Si le député lit les article 11 et 12, ces articles, je pense, sont de nature à répondre à ses interrogations à ce sujet.

Le jugement de culpabilité, au criminel, est une preuve concluante de la commission d'un crime, mais il n'est pas absolument nécessaire qu'il y ait eu jugement. Il peut y avoir, en vertu de cette loi, un crime sans qu'il y ait eu condamnation pour la commission de ce crime.

M. CARDINAL: C'est grave comme conséquence. Je m'excuse, M. le Président, je termine là-dessus, je sais qu'il est passé dix heures. Des gens seront indemnisés pour viol sans qu'il y ait condamnation pour viol... Enfin, on y reviendra.

M. LE PRÉSIDENT (Blank): Article 5, adopté?

M. CARDINAL: Non.

M. PAUL: Non, je regrette, M. le Président, c'est trop intéressant.

M. CARDINAL: Ils sont trop...

M. BLANK (président du comité plénier): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger à nouveau.

M. HARDY (Président): Quand siégera-t-il?

A la prochaine séance ou à une séance subséquente?

M. LEVESQUE: Demain, nous poursuivrons le débat sur la motion du député de Nicolet.

M. PAUL: Et l'amendement du député de Chicoutimi.

M. LEVESQUE: Et l'amendement.

M. PAUL: D'abord l'amendement.

M. LEVESQUE: Parce que nous allons probablement revenir à la motion principale.

M. PAUL: Pas demain.

M. LAURIN: Avec votre permission, M. le Président...

M. LEVESQUE: Nous disposerons de l'amendement du député de Chicoutimi et poursuivrons l'étude de la motion du député de Nicolet.

M. PAUL: Nous approcherons de la motion...

M. LEVESQUE: Et s'il y a lieu, nous passerons aux motions subséquentes dans l'ordre pour autant évidemment que ceux qui sont les plus directement intéressés seront présents.

M. CARDINAL: Nous pourrions disposer de l'amendement du député de Chicoutimi.

M. LAURIN: C'est un défi.

M. LEVESQUE: Nous allons tenter de disposer de l'amendement.

M. CARDINAL: Ah bon!

M. LEVESQUE: Et jeudi nous pourrions poursuivre l'étude du projet de loi que nous avons commencée ce soir. Ensuite nous procéderons à l'étude des projets de loi déjà commencés, ceux du ministère des Communications.

Commission parlementaire demain matin, Affaires municipales, salle 81-A.

Je propose, M. le Président, l'ajournement de la Chambre à demain quinze heures.

M. LE PRÉSIDENT: La Chambre est ajournée à demain quinze heures.

(Fin de la séance: 22 h 6)